



agreste

LA STATISTIQUE, L'ÉVALUATION ET LA PROSPECTIVE AGRICOLE

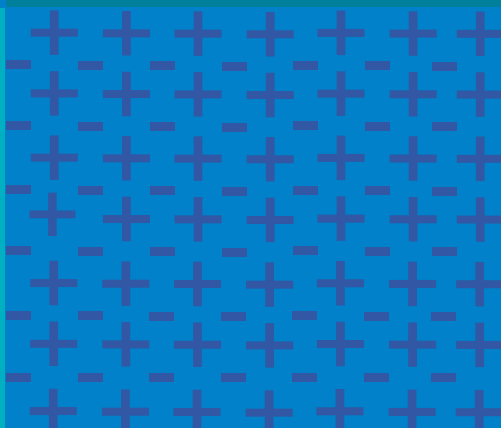
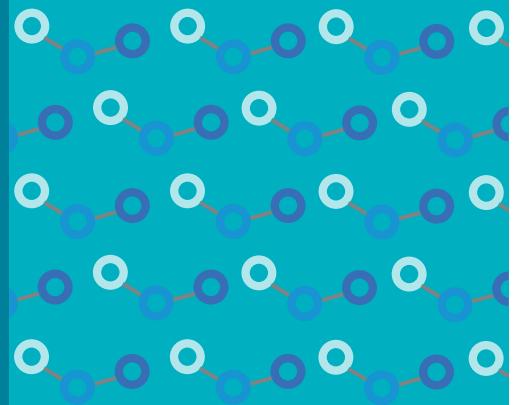


SYNTHÈSES CONJONCTURELLES



DÉCEMBRE 2020 N° 365

Bilan conjoncturel 2020



Éditorial

2020 : des récoltes souvent en baisse, sous l'effet de la météo et des situations de marché très différenciées selon les produits et leur sensibilité au confinement

En 2020, pénalisés par les aléas climatiques, les volumes des productions végétales, à quelques exceptions près, dont les vins hors Champagne, sont inférieurs à ceux de 2019, tandis que les productions animales croissent légèrement. Hormis les légumes, le confinement du printemps perturbe peu les chaînes de production ; en revanche il retentit sur la consommation, les échanges extérieurs, les coûts et donc les prix. Malgré un certain report de la consommation hors foyer vers celle à domicile, la consommation globale recule sur les neuf premiers mois de l'année. En 2020, et plus particulièrement pendant le premier confinement, les importations de produits alimentaires transformés (hors boissons) reculent souvent plus que les exportations, favorisant ainsi l'amélioration des soldes commerciaux. Quant aux prix, ils ont parfois flambé comme dans le cas des légumes. Sur les neuf premiers mois de 2020, ils progressent légèrement, la hausse des cours des céréales, des fruits, des légumes, des ovins et des œufs ayant plus que compensé la baisse des prix des autres productions dans un contexte de recul des prix des intrants sous l'effet essentiellement de celui des prix de l'énergie.

Après 2019, l'année agricole 2020 est une nouvelle année chaude marquée par des records mensuels de température de janvier à août. C'est également une année de forts contrastes pluviométriques, avec des excès de pluies à l'automne 2019, suivis de sécheresse au printemps 2020 et à l'été. La situation hydrologique s'améliore toutefois en début d'automne. Globalement profitables à la vigne, les conditions climatiques ont en revanche fortement pénalisé les grandes cultures et les fruits d'été, et pesé sur la production d'herbe et de légumes d'été.

À l'issue d'une campagne culturale hors norme, la production de céréales reculerait de 19 %, sur des surfaces en baisse de 0,5 Mha. Les précipitations au moment des semis de 2019 et la sécheresse, notamment au printemps 2020, ont fortement réduit les rendements. Seule la production de maïs augmenterait sous l'effet de la hausse des surfaces. Dans un contexte de récoltes limitées dans l'UE et en Ukraine (bien que confortables au niveau mondial) et de demande mondiale particulièrement dynamique, les prix augmentent sur un an, pour une qualité de céréales au rendez-vous. Après avoir été stables en début d'année, les cours se déprécient en mars lors de l'annonce de la pandémie de Covid-19, comme sur l'ensemble du marché des matières premières. Ils se redressent ensuite, notamment depuis septembre et sont régulièrement au-dessus de ceux de 2019, tirés par la demande chinoise.

Les récoltes d'oléagineux progresseraient de 1,9 % sur un an grâce à la hausse des surfaces, surtout de tournesol, les rendements de colza ayant reculé du fait de

la sécheresse. Sous l'effet de la faiblesse des disponibilités mondiales (hors soja), conjuguée à la hausse des achats de la Chine en vue de la reconstitution de son cheptel porcin, les prix des oléagineux s'accroissent en moyenne sur les neuf premiers mois par rapport à 2019. La récolte de betteraves pâtit d'une chute inédite des rendements consécutive à la jaunisse et la sécheresse. En nette hausse, la production de pommes de terre est confrontée à la réduction de la demande de l'industrie de transformation suite au confinement du printemps et aux excédents, ce qui pèse sur les prix.

Sous l'effet essentiellement des aléas climatiques, les récoltes de fruits (sauf poires) et de légumes (hormis concombres et melons) diminuent, quelquefois fortement dans le cas des fruits d'été à noyaux (abricot), tirant les prix à la hausse. Entre mars et mai, le dynamisme de la consommation à domicile qui privilégie alors les produits nationaux pendant le confinement, combiné au manque de main-d'œuvre qualifiée et aux perturbations des circuits de commercialisation, fait grimper les prix des légumes à des niveaux élevés (jusqu'à + 30 % par rapport à ceux de la même période de 2019). À l'exception de la fraise, la crise sanitaire et le confinement du printemps n'ont pas perturbé les récoltes ni eu d'effet sur la consommation de fruits. Le déficit commercial de la plupart des fruits se réduit ; jusque-là excédentaire, le solde de l'abricot fond.

Au 1^{er} novembre 2020, la production de vins s'établirait à 44,7 Mhl, supérieure de 6 % à 2019, l'une des plus basses depuis cinq ans, et proche de la récolte moyenne des cinq dernières années. Les vendanges ont été

précoces grâce à un printemps à la seconde place des printemps les plus chauds depuis 120 ans et un hiver doux. La qualité du millésime s'annonce plutôt bonne. Si les volumes sont au rendez-vous, la commercialisation a, en revanche, été particulièrement difficile : la fermeture de la restauration hors foyer et les moindres occasions festives pendant le confinement du printemps sont venues s'ajouter à un contexte déjà fort dégradé depuis l'automne 2019 (ralentissement des échanges avec les États-Unis à la suite de la mise en place en octobre par l'administration américaine de taxes à l'importation, vins français concurrencés par les vins chiliens et australiens sur le marché chinois, ralentissement des achats chinois). Les vins s'écoulent à des prix peu soutenus comparés à ceux de 2019.

Sur les neuf premiers mois de 2020, les productions animales augmentent légèrement en volume. Les productions de bovins finis, de porcins, d'œufs et de lait font plus que compenser le recul parfois important dans les filières ovine, veaux de boucherie et canards. Malgré le confinement du printemps qui a favorisé la consommation de viande française à domicile, la consommation globale de viande recule, la restauration hors foyer ayant chuté. Sur l'ensemble de l'année, le déficit du commerce extérieur des viandes se réduit (sauf celui des volailles) tandis que l'excédent en produits laitiers se renforce sensiblement. Tout au long de l'année, la France, comme l'UE, a bénéficié d'exportations soutenues de viande de porc vers la Chine qui ont compensé en partie l'atonie du marché intérieur. Pendant le premier confinement, en lien avec la fermeture de la consommation hors domicile très utilisatrice de produits importés, les importations de viande et de produits laitiers se sont repliées plus fortement que les exportations. Les prix à la production des animaux se replient (- 0,6 %), notamment pendant le confinement, à l'exception des œufs, des ovins (+ 7 % sur l'année) et, dans une moindre mesure, des porcins.

Après trois années de hausse, les prix des intrants (Ipampa) sont inférieurs à ceux de 2019 (- 2,5 % sur les neuf premiers mois de 2020) sous l'effet du net recul des prix de l'énergie, consécutif à la récession économique au printemps. Au 1^{er} semestre, les prix des aliments pour animaux d'élevage diminuent également en moyenne sur un an, ensuite, ils dépassent légèrement les niveaux de 2019, conséquence de la hausse des cours des matières

premières (céréales et tourteaux). Les prix du lait baissent, malgré la réduction des prix d'achat des moyens de production.

En 2019, les cours de l'ensemble des produits agricoles, mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production, augmentent légèrement comparés à 2019 (+ 0,5 %) et de façon moins marquée que les quatre années précédentes. Ils se caractérisent par un début d'année où ils sont proches des niveaux de 2019, pour ensuite les dépasser de 1,7 % en moyenne pendant les trois mois de confinement, du fait de la forte hausse des fruits et légumes (stables sans les fruits et légumes). En sortie de confinement et jusqu'en juillet, ils s'établissent à des niveaux inférieurs à 2019, puis stagnent plus ou moins jusqu'à la reprise en octobre sous l'effet de la très grande fermeté des cours des céréales.

Sur les neuf premiers mois de 2020, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) recule (- 2,7 %) principalement sous l'effet de la baisse des fabrications des boissons. Toutefois, la baisse est moindre que dans l'ensemble de l'industrie manufacturière. Après deux années de repli, la consommation alimentaire des ménages augmente, le confinement ayant accru le nombre de repas pris à domicile et entraîné un certain report de la restauration hors foyer vers la consommation à domicile. Les prix à la production augmentent légèrement.

La chute des exportations de vins et de spiritueux pèse sur l'excédent des échanges de produits agroalimentaires qui recule de 30 % après deux années consécutives de hausse, malgré le repli des importations de produits transformés lié à la crise sanitaire. De ce fait, l'excédent des produits transformés se contracte nettement (- 1,6 Md€). L'excédent des produits bruts est pour sa part pénalisé par la hausse des importations, les exportations ayant été soutenues par le dynamisme des ventes de céréales. La détérioration des échanges avec les pays tiers contribue pour près des trois quarts à la baisse de l'excédent global ; le déficit des échanges avec l'UE se creuse un peu plus.

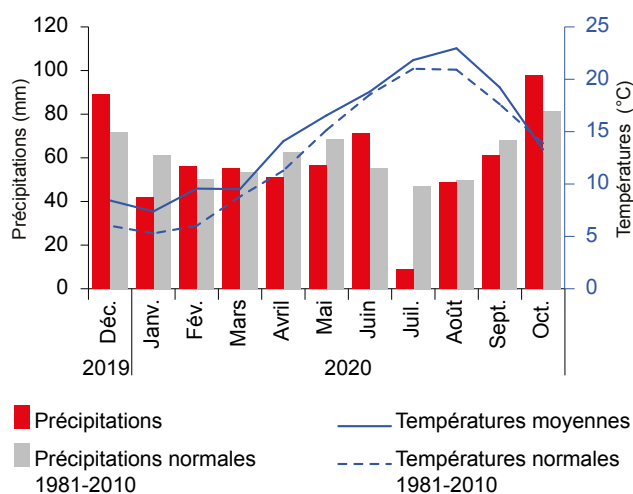
Certaines de ces évolutions, en particulier la baisse de la consommation globale, notamment pour les produits « festifs » et la dégradation du commerce extérieur des boissons, pourraient être amplifiées sur les derniers mois de l'année par le nouveau confinement à l'automne.

CLIMATOLOGIE

2020 est une nouvelle année chaude, après 2019, marquée par des records mensuels de températures de janvier à août. C'est également une année sèche jusqu'à la fin de l'été. Après un automne 2019 humide, la pluviométrie a été presque partout déficitaire, avec une sécheresse marquée au printemps 2020, puis en juillet. Le manque de pluie a été plus important dans la moitié est du pays. La situation hydrologique s'améliore toutefois en début d'automne. Si la production d'herbe a bien démarré au printemps, suite à un hiver pluvieux, la pousse a rapidement ralenti, voire s'est complètement interrompue en cours de campagne sur certaines zones du territoire. Il en résulte une production d'herbe très déficitaire en fin de campagne, atteignant à peine 70 % de la pousse de référence.

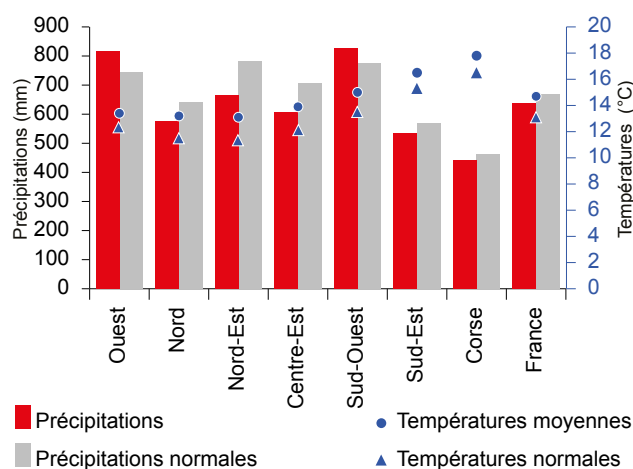
Principaux indicateurs

Graphique 1
Températures élevées en 2020, pluviométrie déficitaire



Source : Météo France

Graphique 2
Chaleur généralisée en 2020, sec sur la majorité du pays



Source : Météo France

Un hiver 2019-2020 exceptionnellement chaud et humide

L'hiver 2019-2020 est le plus chaud en France depuis le début du XX^e siècle, 2,7° de plus que les normales (*graphique 1 - annexe Climatologie*). Si la douceur est constamment présente – depuis juin 2019, les températures dépassent chaque mois les normales – elle s'accroît encore en février, avec un excédent supérieur à 3° (jusqu'à 5° dans le Nord-Est). Les précipitations sont excédentaires au niveau national, avec un fort contraste entre la moitié nord où les passages perturbés sont fréquents et la moitié sud globalement sèche, où seule une partie du Roussillon et de

la région Paca connaît des épisodes particulièrement intenses mais localisés.

Un printemps très chaud sur tout le pays et majoritairement sec

Au printemps, les températures sont de nouveau très élevées ; c'est le deuxième printemps le plus chaud depuis 1900. Le soleil est prédominant, s'accompagnant d'un déficit pluviométrique important dans la moitié nord. À l'inverse, la façade atlantique et les régions méridionales sont concernées par quelques perturbations très actives.

Si la pousse de l'herbe démarre de façon très prometteuse fin avril, des

écarts apparaissent sur le territoire, dès le mois de mai : les deux tiers des régions sont excédentaires tandis que d'autres présentent des pousses normales mais contrastées, voire un déficit dans le Grand-Est. À la fin du printemps, la pousse reste dans la norme, au niveau national, malgré des situations très disparates selon les régions.

Encore de la chaleur durant l'été, particulièrement sec en juillet

Après un début d'été relativement frais, les températures de l'été sont nettement supérieures aux normales. C'est dans un large quart nord-est du pays que l'excédent thermique est le plus important, conjugué à

un fort déficit pluviométrique. Dans le Nord, comme au printemps, il manque un tiers de pluie par rapport aux normales. Avec un excédent pluviométrique, l'Ouest et la Corse font figure d'exception alors qu'au niveau national le déficit moyen est de 15 %.

Dès le mois de juillet, la pousse de l'herbe marque le pas. Plus de 40 % des régions fourragères sont déficitaires, 25 % sont même en déficit important. Les régions du quart nord-est sont les plus pénalisées, les Hauts-de-France en tête. *A contrario*, la pousse des régions de l'Ouest et du Sud se poursuit, avec une production cumulée dans la norme, voire excédentaire en Paca. En août, le déficit de la production d'herbe s'accroît encore, sous l'effet du second épisode caniculaire de l'été. Plus de la moitié des régions

fourragères deviennent déficitaires et 38 % présentent un déficit important.

Humidité en début d'automne mais insuffisante pour rattraper le déficit de la pousse d'herbe

Le début de l'automne est marqué par des températures encore élevées avec de nombreux records battus en septembre. Le temps change radicalement fin septembre avec l'arrivée de températures inférieures aux normales et surtout le retour de précipitations abondantes et quasi généralisées à l'ensemble du territoire, mettant fin à une longue période de sécheresse des sols.

En septembre, la production d'herbe se dégrade davantage encore. Le déficit de pousse concerne près de trois quarts des régions

fourragères du territoire ; 43 % connaissent un déficit important. Malgré la reprise des précipitations en octobre, le déficit de pousse ne peut être rattrapé. Ainsi, à l'issue de la campagne agricole, la production cumulée des prairies permanentes représente seulement 70 % de la pousse annuelle de référence. 77 % des régions fourragères terminent la campagne fourragère avec un déficit de production, 48 % d'entre elles avec un déficit important. Toutes les régions sont concernées, à l'exception de la Bretagne et de Paca dont la pousse annuelle atteint respectivement 96 % et 120 % de la pousse de référence. La région la plus affectée par la pénurie d'herbe est le Grand-Est, avec un déficit atteignant 53 % de la pousse annuelle de référence au 20 octobre.

Annexe - Climatologie

Températures et précipitations en 2020

	Température moyenne (°C)	Température moy. annuelle 1981-2010 (°C)	Précipitations (mm)	Précipitations moy. annuelle 1981-2010 (mm)
Janvier	7,4	5,3	42,1	60,9
Février	9,6	6,0	56,3	50,1
Mars	9,5	8,8	55,0	53,2
Avril	14,1	11,3	51,0	62,6
Mai	16,6	15,2	56,7	68,4
Juin	18,8	18,5	71,2	54,9
Juillet	21,8	21,0	9,1	47,2
Août	23,0	20,9	48,6	49,9
Septembre	19,2	17,6	61,3	67,8
Octobre	13,3	13,9	98,0	81,2

Source : Météo France

Températures par bassin 2020 (écarts aux normales 1981 - 2010, en °C)

	Ouest	Nord	Nord-Est	Centre-Est	Sud-Ouest	Sud-Est	Corse
Janvier	1,9	2,3	2,5	2,3	2,2	1,6	1,9
Février	3,0	3,9	4,8	4,1	3,3	2,9	2,9
Mars	0,5	0,8	0,9	0,9	0,6	0,5	0,8
Avril	3,1	3,6	3,3	3,4	3,6	1,1	1,6
Mai	1,6	0,7	0,2	1,3	2,2	1,9	1,8
Juin	0,1	0,7	0,6	0,4	-0,6	0,2	0,5
Juillet	-0,2	0,3	1,1	1,4	1,1	1,1	0,9
Août	1,4	2,7	2,7	2,5	1,9	1,4	1,7
Septembre	1,1	2,2	2,2	2,0	1,5	1,1	1,1
Octobre	-0,5	0,2	0,1	-0,6	-1,2	-1,3	-1,1

Source : Météo France

Précipitations par bassin 2020 (écarts aux normales 1981 - 2010, en mm)

	Ouest	Nord	Nord-Est	Centre-Est	Sud-Ouest	Sud-Est	Corse
Janvier	1	-27	-29	-30	-14	-6	-27
Février	36	51	46	-6	-15	-36	-33
Mars	13	1	-7	-11	25	5	-15
Avril	-9	-26	-44	-34	0	24	8
Mai	-26	-29	-19	-23	-4	16	1
Juin	39	-1	0	34	21	16	5
Juillet	-42	-46	-61	-47	-49	-17	-5
Août	26	-17	7	-12	-11	-13	10
Septembre	-5	-16	-30	-21	5	-20	40
Octobre	29	21	15	35	62	-38	-6

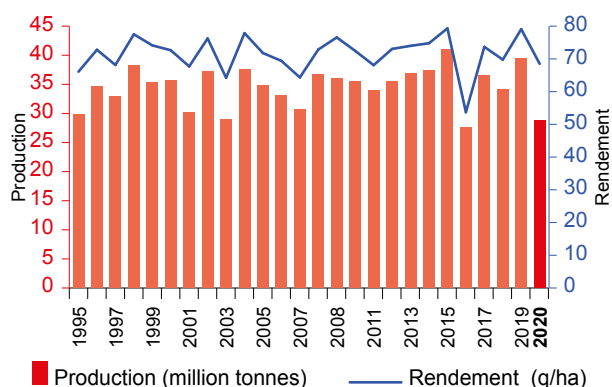
Source : Météo France

CÉRÉALES

En 2020, selon des estimations encore provisoires, la production française de céréales atteindrait 57,7 millions de tonnes (Mt), en baisse de 19 % sur un an et inférieure de 12 % à la moyenne quinquennale dans un contexte de récoltes mondiales abondantes, hormis dans l'Union européenne (UE) et l'Ukraine. Il s'agit de la troisième plus faible récolte après celles de 2003 et 2016. Une campagne culturale hors norme, sous l'effet d'une météo saisonnière atypique, a conduit à une baisse importante des surfaces en blé tendre et à des rendements en forte baisse pour toutes les céréales. En début de campagne 2020-2021, les prix des céréales sont orientés à la hausse grâce, en particulier, à une demande chinoise soutenue.

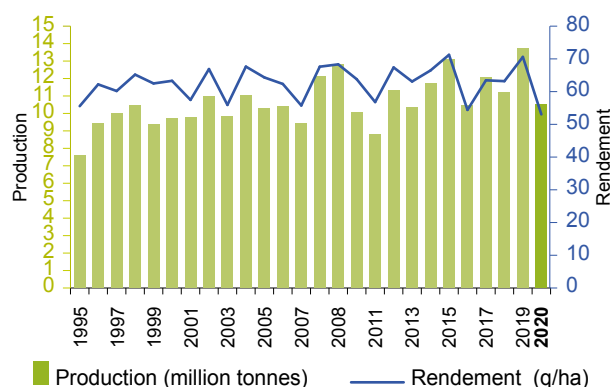
Principaux indicateurs

Graphique 1
Blé tendre



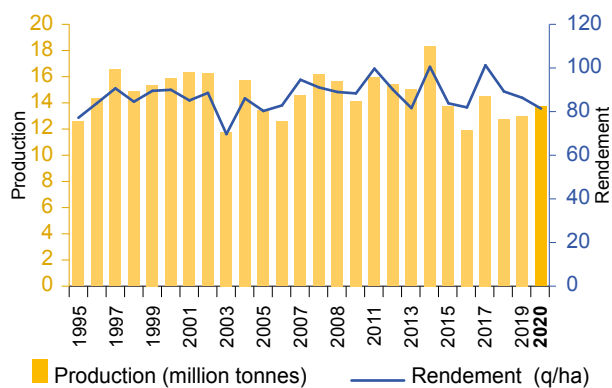
Source : Agreste

Graphique 2
Orge



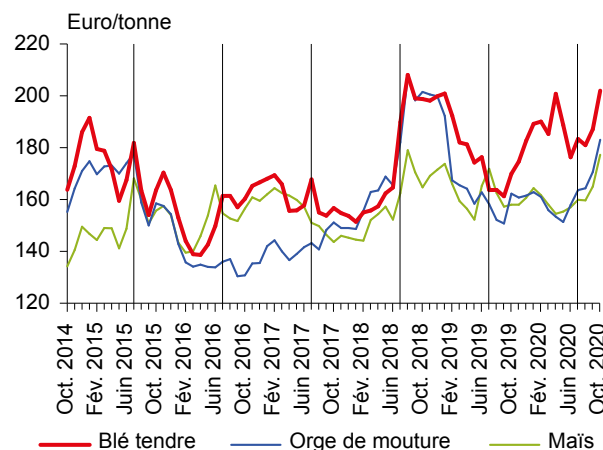
Source : Agreste

Graphique 3
Maïs



Source : Agreste

Graphique 4
Prix



Source : La Dépêche

En 2020, la production française de céréales atteindrait 57,7 Mt

En 2020, les récoltes de céréales se caractérisent dans l'ensemble par des rendements en forte baisse dans un contexte de recul de la sole de 0,5 million d'hectares (Mha). Les céréales d'hiver ont particulièrement souffert des conditions

météorologiques (*encadré*) ; le maïs affiche néanmoins une hausse de la production liée à celle des surfaces.

Blé tendre : une récolte en fort recul mais de qualité

La production nationale de blé tendre atteindrait 29,1 Mt, en baisse de 26,4 % par rapport à 2019. Elle a été

affectée par la diminution des surfaces (- 747 000 hectares sur un an) et celle du rendement moyen (68,4 q/ha, après le niveau exceptionnel de 79,1 q/ha de 2019, et 71,1 q/ha en moyenne sur la période 2015-2019) (*graphique 1*). Le rendement subirait d'importantes chutes en Aquitaine (- 24,6 q/ha entre 2019 et 2020), en Pays de la Loire (- 22,2 q/ha) et

en Poitou-Charentes (- 20,1 q/ha). La qualité de la récolte est jugée satisfaisante : selon les analyses de FranceAgriMer et d'Arvalis, le taux de protéine s'établit à 11,6 % en moyenne au niveau national (11,5 % l'an dernier) et le poids spécifique est élevé, à 79,2 kg/hl, légèrement inférieur à celui de 2019 (79,5 kg/hl). La teneur en eau est basse, à 12,7 %, ce qui favorise la conservation des grains.

Blé dur : baisse de la récolte

En 2020, la production de blé dur se replierait à 1,3 Mt (- 17,1 % sur un an). Les surfaces gagnent 2 %, à 251 milliers d'hectares. Le rendement (51,8 q/ha) serait en net recul par rapport au record de 63,8 q/ha de l'an passé, mais également par rapport à la moyenne quinquennale (53,4 q/ha). En région Centre, première région productrice, la baisse de production se limite à 3,3 % sur un an ; dans les autres bassins, le repli est plus marqué (Ouest : - 40,1 % en Pays de la Loire et - 19,4 % en Poitou-Charentes, Sud : - 29,4 % en Midi-Pyrénées et - 20,6 % en Languedoc-Roussillon). La qualité des grains est globalement bonne cette année. La teneur en protéines (14,2 % en moyenne au niveau national) est plus élevée qu'en 2019 (13,9 %). En revanche, le poids spécifique recule à 78,2 kg/hl, après 80,2 kg/hl l'an passé. La teneur en eau est, elle, à 12,2 % après 11,4 % en 2019.

Orges : hausse des surfaces mais baisse des rendements

En 2020, la récolte d'orges atteindrait 10,5 Mt, en baisse de 23,5 % par rapport à 2019 (*graphique 2*). Les surfaces progressent sensiblement pour les orges de printemps (+ 0,16 Mha) alors que celles d'orges d'hiver, desservies par les difficultés lors des semis, reculent de 0,12 Mha. Les rendements des orges d'hiver (55,5 q/ha) et plus encore des orges de printemps (49,4 q/ha) seraient en baisse respectivement de 22 % et 30 % sur un an et de 15,4 % et 19,6 % par rapport à la moyenne quinquennale.

En 2020, des conditions climatiques globalement défavorables aux grandes cultures : excès de pluies à l'automne, chaleur en hiver et sécheresse au printemps

Malgré une fraîcheur assez marquée à certaines périodes, la douceur a dominé durant l'automne 2019. Après un mois de septembre sec et ensoleillé, de nombreuses perturbations ont été très préjudiciables aux semis en octobre et novembre : pluies particulièrement abondantes dans l'ouest du pays, épisodes méditerranéens intenses dans le Sud-Est et la Corse. L'hiver 2019-2020 a été le plus chaud depuis le début du XX^e siècle, en particulier en février. Certaines régions ont

subi d'importantes inondations (Provence-Alpes-Côte d'Azur et Roussillon en particulier) mais globalement, l'ensoleillement a été excédentaire de 10 à 30 %. La douceur a persisté au printemps et s'est accompagnée d'un déficit pluviométrique important dans la moitié nord du pays. Quand les semis n'avaient pas été noyés et remplacés au printemps, les rendements des cultures d'hiver ont été *in fine* largement amoindris par ces conditions météorologiques, ainsi que ceux des cultures de printemps et d'été.

Maïs : hausse de la production malgré des rendements historiquement bas

En 2020, la production de maïs-grain (y compris semences) s'établirait à 13,7 Mt, en hausse de 5,7 % par rapport la récolte 2019 (*graphique 3*). Les surfaces augmentent (+ 0,18 Mha), contrairement aux surfaces des cultures d'hiver. Les rendements seraient orientés à la baisse et historiquement faibles, à 83,6 q/ha, après 88,9 q/ha en 2019.

Une production mondiale de céréales record

En 2020-2021, la récolte mondiale de céréales progresserait de 45,6 Mt, pour atteindre 2 227 Mt, selon les dernières estimations du CIC (Conseil international des céréales) à fin octobre. Après deux années consécutives de hausse, la récolte atteint un nouveau record. L'essentiel de la progression s'explique par la récolte de maïs, attendue en hausse à 1 160 Mt (+ 39 Mt par rapport à l'an dernier) alors que celle de blé stagne à 763 Mt (+ 1 Mt), malgré une moisson record en Russie (83 Mt). La production d'orges serait, elle aussi, stable à 155,7 Mt, après 156,2 Mt en 2019-2020.

D'après l'USDA (ministère de l'Agriculture des États-Unis), les exportations mondiales de blé de la campagne 2020-2021 s'établiraient à 189,9 Mt, en baisse de 1,9 Mt sur un an. Ceci résulte d'un fort recul des exportations de l'Union européenne (26 Mt, - 12,4 Mt sur un an) et de l'Ukraine (17,5 Mt, - 3,5 Mt) que ne compenseraient pas complètement le dynamisme des exportations australiennes (deux fois plus importantes qu'en 2019, à 19 Mt) et la progression de 5 Mt sur un an de la Russie, à 39,5 Mt. Les exportations de maïs atteindraient 183,5 Mt, en hausse de 8,4 Mt sur un an, principalement grâce à l'importance de la demande chinoise (5,4 Mt). Les États-Unis seraient les principaux bénéficiaires avec une hausse de leurs exportations de maïs de 19,1 Mt sur un an tandis que celles de l'Ukraine reculeraient à 22,5 Mt (- 6,7 Mt sur un an). Au niveau mondial, les volumes exportables de l'orge sont estimés stables à 27,8 Mt en 2020-2021, contre 27,9 Mt en 2019-2020.

Tous grains confondus, avec une récolte en hausse et une consommation mondiale en progression de 38,5 Mt, les stocks ne s'alourdiraient que de 7,8 Mt.

Les cours du blé tendre en hausse au début de la campagne 2020-2021

Après avoir dépassé fin mars et en avril 2020 les 200 €/t pour la première fois depuis janvier 2019, puis être retombés ensuite, les cours du blé tendre rendu Rouen sont nettement orientés à la hausse depuis le mois d'août (*graphique 4*). Les facteurs de hausse sont multiples. En premier lieu, à l'exception de la Russie, l'offre dans l'hémisphère Nord est limitée, en particulier du fait de la faiblesse des récoltes dans l'UE, notamment en France. La production des principaux exportateurs reculerait ainsi de 4 % et leurs stocks se réduiraient en fin de campagne. Deuxièmement, les prix russes sont en nette hausse (+ 25 % en dollars entre août et octobre) malgré une bonne récolte, en raison notamment de la forte augmentation des coûts d'acheminement vers les ports. Par ailleurs des quotas d'exportations russes devraient être fixés à partir de février 2021, à hauteur de 15 Mt de céréales, ce qui restreindrait encore le disponible sur le marché. En troisième lieu, la combinaison d'une demande mondiale dynamique (en particulier venant de Chine) et d'une récolte argentine revue en baisse du fait d'une importante sécheresse contribue aussi à expliquer le niveau actuel des

cours du blé tendre. Enfin, les achats de précaution dus à la pandémie de Covid-19 alimentent aussi la hausse à court terme.

Les cours du blé dur se maintiennent à un niveau élevé

La production mondiale de blé dur est estimée en légère progression pour cette campagne, à 34,1 Mt, contre 33,6 Mt en 2019-2020, d'après le CIC. Les prix du blé dur en France sont soutenus par une production en net recul et une demande qui se maintient tant à l'intérieur qu'à l'exportation, ce qui engendre un bilan tendu. En moyenne de 231,20 €/t au troisième trimestre 2019, les prix du blé dur rendu Port-la-Nouvelle atteignent 266,50 €/t sur la même période de 2020, soit une hausse de 15,3 %.

Les prix des orges françaises tirés par la demande chinoise

Sur les quatre premiers mois de campagne 2020-2021, le prix moyen des orges en France (rendu Rouen) s'établit à 170,40 €/t, après 155,80 €/t sur la même période de la campagne précédente, soit une hausse de 9,4 % sur un an. Les prix des orges françaises s'expliquent en particulier par le dynamisme de la demande

chinoise : ce sont les seules orges à disposer de toutes les autorisations d'exportation vers ce pays. Fin octobre 2020, 93 % des exportations françaises d'orges se faisaient vers la Chine à un prix supérieur d'environ 20 \$/t aux orges d'origine mer Noire. Si cette situation est avantageuse pour la France, les exportations sont toutefois entièrement dépendantes des besoins chinois, la France n'étant pas compétitive sur les autres marchés en raison de la différence de prix avec l'origine mer Noire. Les productions de l'Argentine et du Canada pourraient venir concurrencer les orges françaises dans la suite de la campagne, l'Australie étant pour l'instant écartée à cause de son différend commercial avec la Chine.

Les cours du maïs en hausse en 2020-2021

La forte demande chinoise induit une hausse des cours du maïs. Entre août et octobre 2019 et la même période de 2020, les cours augmentent de 5 % en moyenne sur le maïs rendu Bordeaux. Par ailleurs, les conditions sèches relevées dans les zones de production ont poussé les cours à 177,25 € en moyenne en octobre 2020, niveau qui n'avait plus été atteint depuis août 2018.

Annexe - Céréales

ESTIMATION DES PRODUCTIONS 2019 ET 2020

	RECOLTE 2019 (1)			RECOLTE 2020 (2)			VARIATION PRODUCTION	
	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	20/19 (%)	20/MOY(c*) (%)
CEREALES (a)	9 393	75,8	71 206	8 894	64,9	57 710	- 19,0	- 12,3
Blé tendre	4 999	79,1	39 516	4 252	68,4	29 098	- 26,4	- 18,5
hiver	4 983	79,1	39 409	4 213	68,5	28 854	- 26,8	- 19,0
printemps	16	68,9	107	39	62,6	245	+ 128,7	+ 167,2
Blé dur	246	63,8	1 566	251	51,8	1 298	- 17,1	- 27,7
hiver	239	63,8	1 524	218	51,8	1 130	- 25,9	- 35,4
printemps	7	61,9	42	33	51,6	169	+ 297,8	+ 264,5
Orge, escourgeon	1 944	70,6	13 725	1 980	53,0	10 501	- 23,5	- 13,2
hiver	1 305	70,8	9 247	1 180	55,5	6 552	- 29,2	- 27,1
printemps	639	70,1	4 478	799	49,4	3 950	- 11,8	+ 26,6
Avoine	87	46,5	407	97	39,3	383	- 6,0	- 9,6
hiver	49	47,6	235	42	38,9	162	- 30,9	- 36,9
printemps	38	45,2	173	56	39,6	221	+ 27,9	+ 32,5
Seigle	29	47,7	137	32	42,3	133	- 2,5	+ 15,5
Triticale	305	54,4	1 661	261	47,2	1 229	- 26,0	- 22,0
Autres (pures et mélanges)	180	38,2	687	199	33,4	665	- 3,2	+ 27,8
Riz	14	58,3	84	14	58,3	83	- 1,3	+ 1,0
Céréales à paille	7 804	74,0	57 783	7 085	61,2	43 390	- 24,9	- 17,1
Maïs (b)	1 506	86,3	12 996	1 687	81,4	13 730	+ 5,7	+ 4,2
grain (b)	1 436	88,9	12 762	1 613	83,6	13 488	+ 5,7	+ 4,2
semences	70	33,4	233	74	32,8	242	+ 3,4	+ 2,6
Maïs fourrage (d)	1 436	113,6	16 323	1 412	117,5	16 587	+ 1,6	- 3,4
Sorgho grain	83	51,5	428	122	48,4	590	+ 37,8	+ 84,7

Source : Agreste

(1) SAA - Agreste

(2) Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2020 - Agreste

Note : les cases grisées indiquent les hausses de production.

(a) y c. semence

(b) y c. maïs grain humide

(c) moyenne 2015-2019

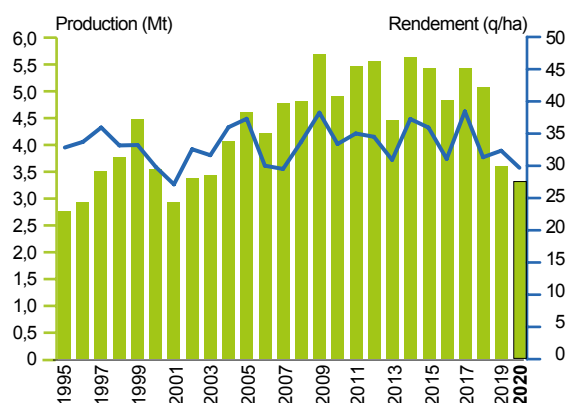
(d) production matière sèche

Oléoprotéagineux – Pommes de terre - Betteraves

En 2020, la production française d'oléagineux est estimée à 5,4 Mt, en hausse de 1,9 % sur un an grâce à la forte progression des récoltes de tournesol et malgré la baisse de celles de colza. Les prix des oléagineux augmentent, principalement sous l'effet d'une demande chinoise plus importante que prévue. En dépit de la hausse sensible des surfaces, la production de protéagineux recule. La récolte de betteraves pâtit d'une chute des rendements, conséquence de la jaunisse et de la sécheresse, dans un contexte de marchés sucriers toujours difficile. La production de pommes de terre augmente nettement sur fond de réduction de la demande de l'industrie de transformation liée au confinement, et d'excédents pesant sur les prix.

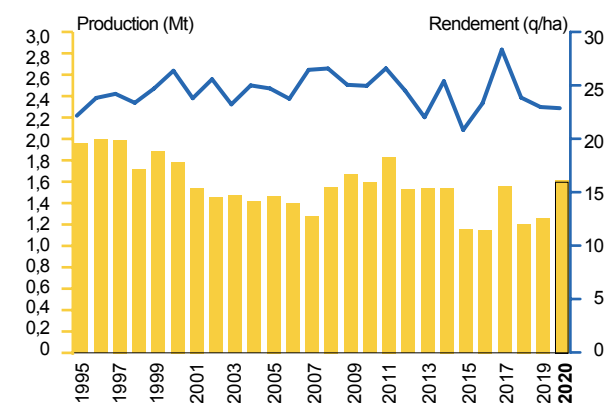
Principaux indicateurs

Graphique 1
Colza



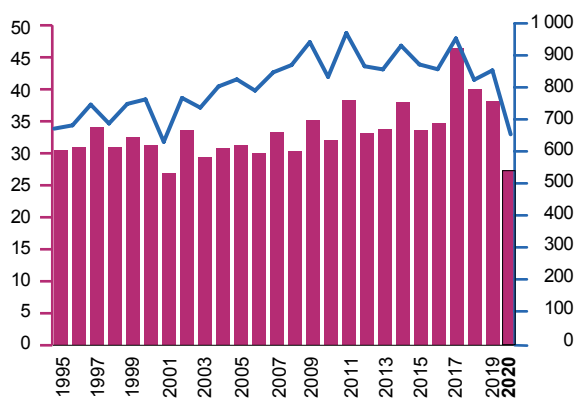
Source : Agreste

Graphique 2
Tournesol



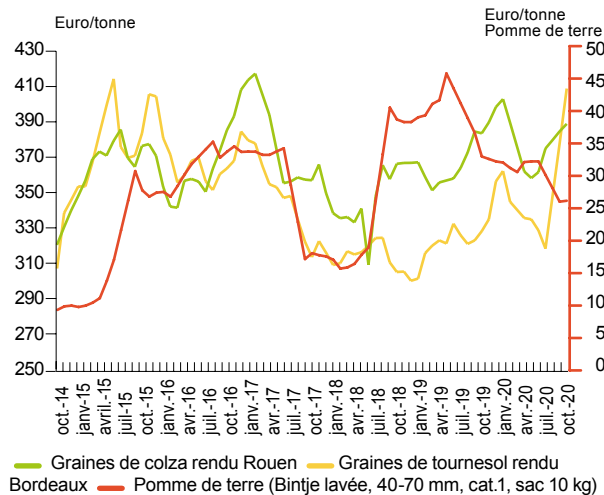
Source : Agreste

Graphique 3
Betterave



Source : Agreste

Graphique 4
Prix



Source : La Dépêche

En 2020, la forte progression de celles de tournesol tirent les récoltes françaises d'oléagineux à la hausse

En 2020, la production française d'oléagineux serait en légère progression (+ 1,9 % par rapport à 2019) sous l'effet de la forte hausse

de celles de tournesol. Le rendement moyen baisse (25,6 q/ha en 2020 contre 27,8 q/ha en 2019), compensé par un accroissement des surfaces de 1,9 million d'hectares (Mha), à 2,1 Mha.

La sole de colza se stabilise à un bas niveau (1,12 Mha contre 1,11 Mha

en 2019 et 1,44 Mha en moyenne de 2015 à 2019). Parallèlement, les rendements baisseraient de 2,6 q/ha sur un an. En conséquence, la production de colza reculerait à 3,3 Mt, en diminution de 7,6 % sur un an et de 32 % par rapport à la moyenne 2015-2019 (graphique 1). Le colza a souffert à la fois des périodes de

sécheresse, notamment à l'automne 2019, et des attaques de ravageurs (altise, charançon), développant des résistances aux insecticides et dont les populations sont favorisées notamment par des températures hivernales douces.

La récolte de tournesol s'établirait à 1,7 Mt (+ 27,6 % sur un an et + 27,2 % par rapport à la moyenne 2015-2019). Les difficultés rencontrées lors des semis des cultures d'hiver, liées à des pluies abondantes, ont favorisé un report sur les cultures de printemps, notamment le tournesol. Les surfaces progressent de 0,2 Mha en 2019 pour s'établir à 0,8 Mha. Le rendement serait quasiment stable à 21,4 q/ha, contre 21,5 q/ha en 2019 (*graphique 2*).

La récolte française de protéagineux baisse (- 12 % sur un an ; -8,8 % par rapport à la moyenne 2015-2019). La production de pois protéagineux reculerait de 11,8 %, à 0,6 Mt du fait d'une forte baisse des rendements à 27,5 q/ha (40,4 q/ha en 2019) et malgré une hausse importante des surfaces (0,23 Mha en 2020, après 0,18 Mha en 2019). Les productions de fèves et féveroles pâtissent également de la baisse des rendements avec pour conséquence un fléchissement de la production (- 16,5 %, à 0,15 Mt).

Hausse de la production mondiale d'oléagineux dans le sillage du soja et hausse des prix

En 2020-2021, la production mondiale d'oléagineux atteindrait 597,3 Mt selon l'USDA (ministère de l'Agriculture des États-Unis), soit 21 Mt de plus que pour la campagne 2019-2020. La part destinée à la trituration représente 511,1 Mt, soit environ 85 % du total de la production. Les exportations seraient en hausse de 0,9 Mt, à 190,8 Mt. Les stocks de fin de campagne d'oléagineux s'élèveraient à 98,6 Mt, en baisse de 11,5 Mt.

Malgré l'abondance de la production, les cours mondiaux des oléagineux augmentent nettement au cours de cette campagne 2020-2021, sous l'effet de plusieurs facteurs. D'une part, la demande chinoise est forte,

notamment en vue de la reconstitution progressive du cheptel porcin suite à l'épidémie de peste porcine de 2018 et, d'autre part, l'hypothèse du retour du phénomène climatique La Nina, entraînant sécheresse ou inondation selon l'endroit, pourrait contribuer à la hausse.

Le soja, qui représente environ 60 % de la production oléagineuse mondiale d'oléagineux, verrait à lui seul sa récolte augmenter de 26 Mt, à 363 Mt d'après l'USDA. Pour 2020-2021, le Brésil reste le premier producteur mondial devant les États-Unis (138 Mt contre 124 Mt). La production de tourteaux de soja est, elle aussi, attendue en hausse de 10 Mt en 2020-2021 à 252 Mt. En moyenne, sur les quatre premiers mois de campagne, les prix de la graine de soja à Chicago se sont accrus de 15,4 % entre 2019-2020 et 2020-2021.

Stagnation de la production mondiale de colza et hausse des prix en ce début de campagne

La production mondiale de colza se stabiliserait à 69,2 Mt d'après l'USDA. La consommation de colza serait de 70,5 Mt, en baisse de 1,1 Mt sur un an. Les stocks mondiaux diminueraient de 22 %, à 5,2 Mt.

En 2020-2021, l'Union européenne enregistrerait une récolte de 17 Mt selon l'USDA, stable par rapport à la campagne précédente et en nette contraction par rapport aux 20 Mt de la campagne 2018-2019. La consommation étant attendue à 23 Mt, l'UE doit recourir massivement aux importations, ce qui favorise la fermeté des prix. Elle devrait importer 5,8 Mt et ses stocks de fin de campagne reculeraient à 1,25 Mt.

En France, les prix moyens du colza rendu Rouen sur les quatre premiers mois de la campagne 2020-2021 sont en hausse de 1,6 % par rapport à la même période de 2019-2020 (*graphique 4*).

Tournesol : baisse des récoltes mondiales et légère hausse des prix

En 2020-2021, la production mondiale de tournesol reculerait à 50 Mt, contre

55 Mt l'an dernier, selon l'USDA. Avec 54 % de la production mondiale, la récolte de l'Ukraine et de la Russie fléchit ; à 14 Mt pour le premier (- 2,5 Mt), et à 13 Mt pour le second (- 2,3 Mt). A 50,3 Mt, la consommation mondiale serait supérieure à la production. Sur les quatre premiers mois de campagne 2020-2021, les prix de la graine de tournesol rendu Bordeaux augmentent de 13,8 % en moyenne par rapport à la même période de la campagne précédente. Les prix se sont nettement appréciés sur la période récente : en octobre 2020, ils atteignent 409 €/t en moyenne, après 328 €/t un an plus tôt (+ 24,8 %).

Sucre : une campagne 2020-2021 incertaine dans le sillage de la nouvelle vague de la Covid-19

En France, les semis 2020 ont été marqués par des conditions météorologiques plutôt compliquées (absence de pluie, vent soutenu ayant desséché les sols en surface). Dans un contexte de crise du secteur sucrier (fermeture de quatre sucreries en France en 2020), les surfaces diminuent de 6 % par rapport à 2019. L'absence de gel en hiver et les températures élevées du printemps ont, par la suite, favorisé l'arrivée précoce de pucerons, vecteurs des virus de la jaunisse. La pression du virus, conjuguée à un été particulièrement sec, a sensiblement affecté le potentiel des cultures. Les rendements, estimés à 64,9 t/ha, sont inférieurs de 24 % à ceux de la récolte 2019 (85,1 t/ha), et de 25 % à la moyenne 2015-2019. La récolte betteravière se contracterait ainsi à 27,2 Mt en 2020 (- 28 % par rapport à la production 2019 et - 29 % par rapport à la moyenne 2015-2019).

En conséquence, la production française de sucre en 2020 ne pourra que reculer par rapport à 2019 : elle devrait se situer entre 3,5 et 3,9 Mt pour le sucre de betterave, contre 5 Mt en 2019, auxquels il faut ajouter 0,2 Mt de sucre de canne produit dans les DOM, selon les dernières estimations.

Après une chute des prix au printemps liée à la crise de la Covid-19, les cours mondiaux du sucre n'ont réussi à

recupérer qu'une partie de leur perte, avant d'afficher une certaine fébrilité. La campagne 2020-2021 débute ainsi par une hausse des prix en octobre, en lien avec la perspective d'un léger déficit du bilan mondial pour la campagne à venir (*graphique 5*). Malgré de nombreuses incertitudes sur les niveaux de production, de consommation et donc sur la balance du bilan, incertitudes elles-mêmes accentuées par la nouvelle vague de la Covid-19, le déficit annoncé pourrait être compris entre 0,7 (pour l'International Sugar Organization) et 1,7 Mt (selon l'analyste FO Licht). Si l'offre est abondante dans l'hémisphère Sud (Brésil, Inde), contrairement à l'hémisphère Nord (UE, Russie), la conjoncture haussière dépend surtout de la situation en Asie, notamment de la forte demande chinoise en commodités agricoles (et donc en sucre), sur la faible présence de la Thaïlande à l'exportation ainsi que sur les interrogations quant aux capacités de l'Inde à exporter. La nouvelle vague de Covid-19, avec ses conséquences potentielles sur la consommation, pourrait cependant interrompre la remontée des cours.

Sur un marché européen peu réactif malgré le contexte déficitaire, les prix du sucre remontent lentement. Les prix de la betterave payés aux agriculteurs devraient ainsi enregistrer une hausse même si elle resterait limitée.

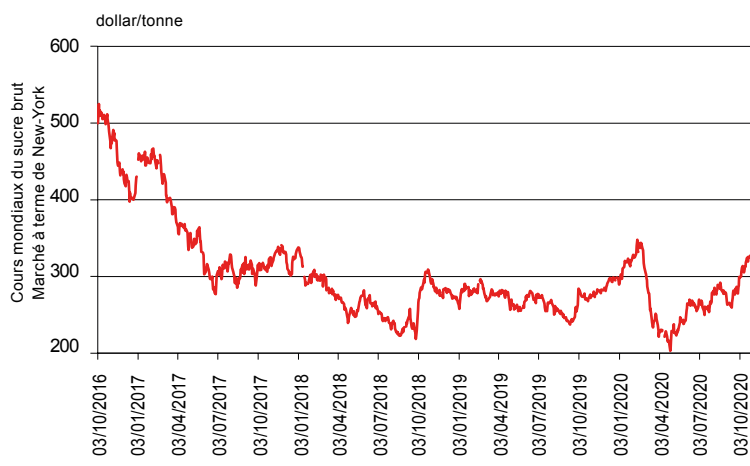
Pomme de terre : hausse de la production et baisse des prix

La production de pommes de terre de conservation et de demi-saison, qui représente plus des trois quarts de la production totale de pommes de terre, s'élèverait à 6,9 Mt en 2020. Elle augmenterait de 6 % par rapport à 2019 et de 17 % par rapport à la moyenne 2015-2019. Cette hausse s'explique par la progression des surfaces (+ 5 % par rapport à 2019 et + 16 % par rapport à la moyenne quinquennale) conjuguée à la progression des rendements (+ 1 % par rapport à 2019 et par rapport à la moyenne 2015-2019). La bonne tenue des prix malgré une récolte 2019 abondante et les besoins de l'industrie de transformation ont été des facteurs incitant à l'accroissement des surfaces. Les rendements affichent de fortes disparités entre régions mais aussi entre parcelles irriguées et non irriguées (en France, 50 à 60 % des surfaces emblavées sont irriguées). Les épisodes de forte chaleur de l'été, particulièrement intenses dans le Nord au mois d'août, ont surtout affecté les variétés précoces et hâtives ainsi que les surfaces non irriguées, tout en accélérant le développement des cultures. La récolte de pommes de terre de féculerie augmenterait, quant à elle, de 8 % sur un an, en lien avec la hausse des surfaces. La récolte française s'inscrit dans

un contexte de hausse également de la production européenne selon l'estimation provisoire du Groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen (NEPG) rassemblant les principaux producteurs d'Europe de l'Ouest (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Allemagne et Belgique). Les récoltes s'établiraient à 27,9 Mt, en augmentation de 4 % par rapport à 2019 et de 7 % par rapport à la moyenne 2015-2019, du fait de la progression des surfaces mais surtout de celle des rendements. À l'échelle européenne, avec la canicule d'août, on constate là aussi une forte hétérogénéité des rendements selon les pays, en lien avec les disponibilités en eau. Ainsi, avec un faible développement de l'irrigation, les rendements en Belgique seraient les plus bas de la zone NEPG.

Les niveaux de prix orientés en baisse depuis septembre anticipent la hausse de l'offre attendue pour la nouvelle campagne (*graphique 4*). Si la demande de l'industrie est bien présente, elle n'atteint cependant pas le niveau d'avant la crise de la Covid-19 et peine donc à soutenir les prix. En effet, depuis deux à trois ans, c'est la hausse des débouchés industriels qui tire les ventes (60 % de la production commercialisée est destinée à l'industrie). Début octobre, selon l'Union nationale des producteurs de pommes de terre (UNPT), l'activité de transformation de pommes de terre, très affectée par le confinement, n'a repris son activité qu'à hauteur de 85 % en moyenne. En outre, les stocks de produits finis semblent être élevés et contribuent au déséquilibre entre offre et demande. En revanche, la demande en frais pourrait aider à soutenir les prix dans un contexte de reprise de la consommation qui devra encore se confirmer dans les prochains mois.

Graphique 5
Des prix du sucre, en début de campagne 2020-2021, qui peinent à retrouver leur niveau de février 2020



Source : FranceAgriMer

Annexe - Oléoprotéagineux – Pommes de terre - Betteraves

ESTIMATION DES PRODUCTIONS 2019 ET 2020

	RECOLTE 2019 (1)			RECOLTE 2020 (2)			VARIATION PRODUCTION	
	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	Superficie (1 000 ha)	Rendement (q/ha)	Production (1 000 t)	20/19 (%)	20/MOY(d*) (%)
OLEAGINEUX (a)	1 907	27,8	5 309	2 118	25,6	5 411	+ 1,9	- 17,1
Colza	1 107	31,8	3 523	1 116	29,2	3 255	- 7,6	- 31,9
hiver	1 105	31,8	3 517	1 113	29,2	3 249	- 7,6	- 31,9
printemps	2	29,8	7	3	24,5	6	- 7,6	+ 9,4
Tournesol	604	21,5	1 298	775	21,4	1 656	+ 27,6	+ 27,2
Soja	164	26,2	429	186	23,0	428	- 0,2	+ 11,4
Autres oléagineux	32	18,4	59	41	17,5	72	+ 23,1	+ 17,8
PROTEAGINEUX (a)	242	37,0	894	310	25,4	786	- 12,0	- 8,8
Féveroles (et fèves)	63	28,1	177	76	19,4	148	- 16,5	- 23,7
Pois protéagineux	176	40,4	709	228	27,5	626	- 11,8	- 4,7
Lupin doux	3	24,5	7	6	22,0	13	+ 81,2	+ 6,3
BETTERAVES (b)	447	851,4	38 024	419	649,2	27 211	- 28,4	- 29,3
POMMES DE TERRE (c)	198	419,1	8 286	...	...	...	...	...
Plants	23	350,6	790	...	...	...	...	...
Féculerie	22	428,3	959	24	432,5	1 032	+ 7,6	+ 5,2
Conservation et demi-saison	153	427,8	6 538	160	432,1	6 913	+ 5,7	+ 17,2

Source : Agreste

(1) SAA - Agreste

(2) Situation mensuelle au 1^{er} novembre 2020 - Agreste

Note : les cases grisées indiquent les hausses de production.

(a) y c. semences

(b) non compris semences, données à 16 % de richesse en sucre

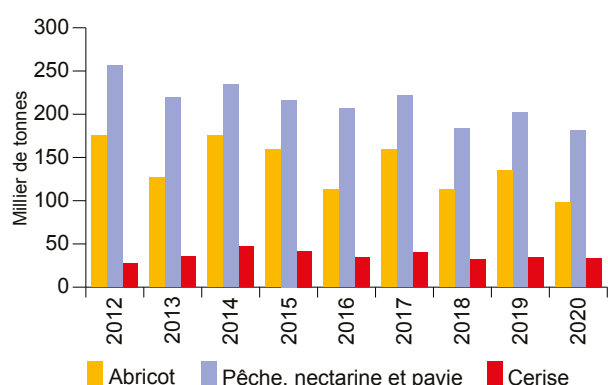
(d) moyenne 2015-2019

FRUITS

En 2020, l'offre française et européenne en fruits d'été chute pour l'abricot, la cerise et la pêche par rapport à 2019, pénalisée par une météo défavorable, mais reste quasiment stable pour la fraise. La hausse des cours est marquée, à l'exception de celui de la cerise. Les récoltes de fruits d'hiver se réduisent fortement pour les pommes, alors que celles de poires se redressent nettement. Le chiffre d'affaires s'accroît en France sur un an pour la plupart des fruits d'été, avec toutefois des disparités entre régions et producteurs. Pour le début de campagne des fruits d'hiver, il progresse pour la sixième année consécutive pour la poire, mais recule pour la pomme. À l'exception de la fraise, la crise sanitaire et le confinement du printemps n'ont pas perturbé les récoltes ni eu d'effets sur la consommation malgré les prix plus élevés.

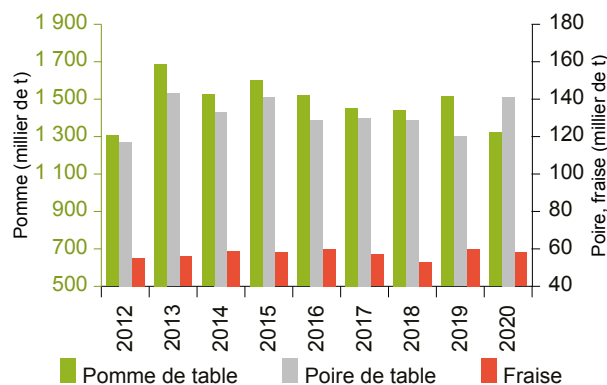
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production en poids



Source : Agreste

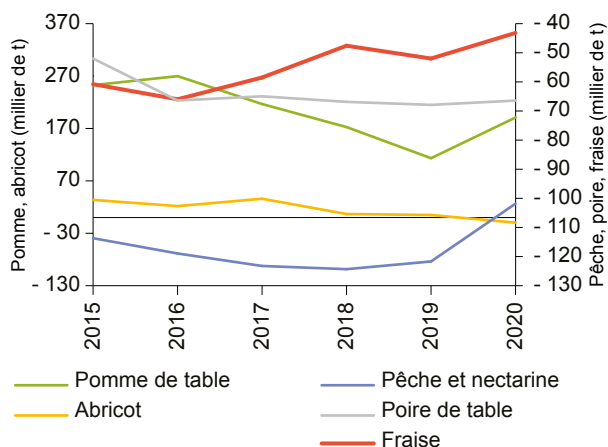
Graphique 2
Production en poids



Source : Agreste

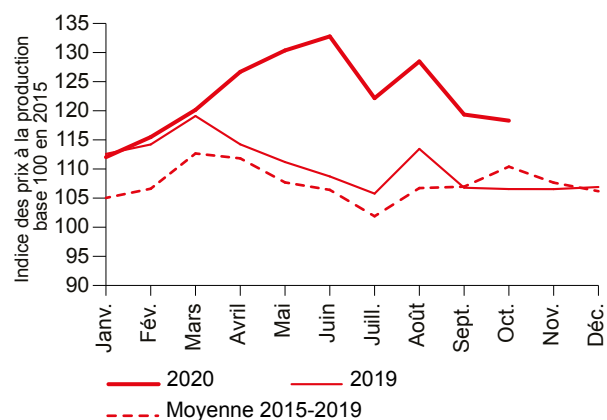
* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3
Solde des échanges en poids (9 mois*)



Source : DGDDI (Douanes)

Graphique 4
Prix des fruits frais



Sources : Insee, Agreste

En 2020, chute des productions de fruits à noyaux en France et dans l'Union européenne

En 2020, la production française de fruits à noyaux (abricot, pêche et cerise) fléchit sur un an (graphique 1 -

annexe Fruits), à l'image des productions dans l'Union européenne (encadré).

La production d'**abricots** recule fortement sur un an et par rapport à la moyenne 2015-2019 (- 27 %). Il s'agit

de la plus faible production depuis douze ans, après la récolte de 2008 frappée par un gel sévère. La floraison et la nouaison ont été affectées par un hiver exceptionnellement doux, puis par des gelées et des intempéries printanières, notamment en Provence

et en Vallée du Rhône. Dans l'UE, les baisses sont encore plus marquées.

La récolte de **pêches** baisse de 10 % sur un an et par rapport à la moyenne 2015-2019. Le plus fort repli concerne la Vallée du Rhône (- 15 %), touchée par des gelées destructrices en mars 2020, après la diminution observée l'année précédente. Dans toutes les régions productrices, la campagne démarre avec une à deux semaines d'avance par rapport à 2019.

La récolte de **cerises** diminue également (- 4 % sur un an et - 9 % par rapport à la moyenne sur cinq ans). Le potentiel initial prometteur s'est particulièrement réduit à la suite de précipitations abondantes et de la non-récolte de fruits de petits calibres. Les pertes les plus élevées sont enregistrées en Roussillon. Seule la production du bassin de la Vallée du Rhône progresse.

La production française de **pommes** est prévue en baisse de 12 % sur un an (*graphique 2*). Il s'agirait de la production la plus faible depuis sept ans. L'alternance (succession de forte puis de faible récolte) est marquée, essentiellement en variété Golden. Cette dernière enregistre une baisse de 26 % de la production. La sécheresse et la canicule estivales accentuent cette baisse.

En revanche, la production de **poires** rebondirait de 17 % par rapport à 2019, année de récolte limitée. La production progresserait dans toutes les régions et pour toutes les variétés. Les plus fortes hausses concernent les poires d'hiver et d'automne.

Léger recul de la production française de fraises par rapport à 2019

En 2020, la production nationale de fraises pour le marché du frais est en légère baisse (- 1 % par rapport à 2019), sur des surfaces en égal repli, mais progresse par rapport à la moyenne quinquennale. La météo du début de printemps a été propice au développement des plants mais les fortes chaleurs, notamment en Nouvelle-Aquitaine et en Centre-

Baisse marquée des récoltes de fruits à noyau dans l'UE

Dans l'Union européenne, la contraction des récoltes de fruits à noyau est marquée. La production européenne d'**abricots** recule de 36 % par rapport à 2019 et de 27 % par rapport au niveau moyen des campagnes 2014 à 2018. Il s'agirait de la plus faible production depuis 2003, conséquence d'une floraison peu abondante et de gels printaniers dans les principaux bassins de production. En Italie, premier pays producteur d'abricots en Europe, la récolte diminue même de moitié par rapport à 2019.

Les récoltes européennes de **pêches et nectarines** se contractent également (- 22 % par rapport à 2019 et - 23 % comparées à la moyenne 2014-2018). Il faut remonter à 2003 pour retrouver une

production aussi faible. La récolte de l'Italie, la plus réduite depuis vingt-cinq ans, plongerait de 28 % sur un an, affectée par des gelées destructrices en Émilie-Romagne. La production espagnole se replierait de 22 %, conséquence du gel, puis de la grêle.

Dans l'UE, la production de **pommes et de poires** resterait limitée. La récolte de la Pologne, premier pays producteur en Europe de pommes, rebondirait sur un an (+ 17 %), après le gel en 2019, tout en restant inférieure au niveau moyen sur cinq ans. En Europe, la production de la variété Golden baisse de 13 % sur un an. En Italie, en tête des pays producteurs, la récolte de poires se redresserait, sans atteindre le niveau moyen.

Val de Loire en mai et en juin, ont favorisé la prolifération de la Drosophile Suzuki et pénalisé les rendements.

Des cours très fermes pour les fruits d'été, excepté la cerise

En 2020, les cours à la production des fruits, mesurés par l'indice des prix agricoles à la production (Ippap), sont soutenus par rapport à ceux de 2019, sauf pour la cerise et la poire (*graphique 4 - annexe*).

Sur la campagne 2020 (juin à août), les prix à la production de l'**abricot** sont supérieurs de 50 % à ceux de 2019 et de 45 % à la moyenne 2015-2019.

En mai 2020, les premiers volumes d'abricots commercialisés sont réduits, bien que la saison soit en avance d'une dizaine de jours par rapport à 2019. Les intempéries de mai entraînent des tris parfois importants pour la commercialisation des variétés précoces. Devant cette relative rareté de l'abricot français en début de campagne, la commercialisation

concerne essentiellement le produit espagnol.

En juin 2020, l'abricot français prend le relais de l'abricot espagnol mais une partie de la récolte est dirigée vers l'industrie, ce qui a pour effet de réduire l'offre commercialisée en frais. La campagne de l'Orangered, variété parmi les plus consommées en France, est plus courte qu'à l'accoutumée. Les ventes sont fluides à l'exportation, en raison d'un déficit de production sur le marché européen. Avec une offre réduite, les prix sont soutenus. La moitié de la récolte se concentre sur ce mois, conséquence des températures printanières élevées.

En juillet 2020, les prix restent très soutenus (+ 49 % sur un an). Le marché est fluide pour les variétés tardives comme le Bergeron, commercialisé en avance. Les stocks hebdomadaires sont faibles. Les fruits de petits calibres manquent.

Sur la période de mai à juillet 2020, les achats d'abricots par les ménages pour leur consommation à domicile diminuent de 5,2 % par rapport à

l'année dernière. Dans le même temps, les prix d'achat au détail sont nettement supérieurs à la moyenne des trois dernières années selon le panel Kantar.

Sur la campagne 2020, en lien avec la chute de la production, les exportations d'abricots reculent de moitié par rapport à 2019, après la baisse d'un quart en 2019. Elles diminuent même des trois quarts par rapport à la moyenne 2015-2019. Excédentaire en 2019, le solde des échanges en volume devient déficitaire pour la première fois de son histoire (*graphique 3 - annexe*).

Pour la pêche, des cours soutenus en début et fin de campagne

Sur la période de juin à septembre 2020, les cours de la **pêche-nectarine** augmentent sur un an (+ 14 % par rapport à 2019), tout en se situant 22 % au-dessus des prix moyens 2015-2019.

En juin 2020, les cours sont fermes par rapport aux années précédentes (+ 19 % sur un an et + 24 % par rapport à la moyenne 2015-2019), conséquence de la réduction de l'offre. Le marché est toutefois peu actif en début de mois, du fait des conditions climatiques fraîches. Les pêches de petits calibres sont mises en avant. La bascule du produit espagnol vers le produit français se réalise progressivement. La commercialisation est moins dynamique pour la pêche que pour la nectarine, prisée des consommateurs.

En juillet, les cours baissent nettement par rapport à un mois de juin atypique. Les prix retrouvent leur niveau de 2019, s'établissant même au-dessus des niveaux moyens 2015-2019. Du fait de l'avance des récoltes, le pic de commercialisation se produit en juillet, contrairement à 2019 où il avait eu lieu début août. En toute fin de mois, la météo caniculaire soutient la demande et les conditions de marché se raffermissent.

En août, les cours remontent nettement (+ 25 % sur un an et + 34 % comparés à la moyenne). Les stocks se résorbent rapidement. La forte réduction de l'offre

commercialisée ne permet pas de répondre complètement à la demande, stimulée par des températures élevées. Le produit espagnol manque également sur les étals.

Les exportations françaises de pêches se contractent également par rapport à 2019 (- 27 %), mais en restant proches de leur niveau moyen (- 2 %). Parallèlement, les importations de pêches en provenance d'Espagne baissent de 17 % sur un an et de 14 % par rapport à la moyenne sur cinq ans. Le déficit des échanges recule de 14 % sur un an (*graphique 3 - annexe*).

Les cours de la cerise fléchissent sur un an mais se situent au-dessus des prix moyens 2015-2019

Sur l'ensemble de la campagne 2020 (mai à juillet), les prix à la production de la cerise baissent de 4 % par rapport à ceux de la campagne précédente. Ils sont toutefois supérieurs à la moyenne 2015-2019 (+ 6 %). Le calendrier de production est plus resserré qu'en 2019.

L'offre commercialisée en tout début de campagne est précoce et réduite, la récolte de la Burlat ayant été écourtée dans toutes les régions productrices, en particulier dans le Roussillon. Les prix sont élevés. Rapidement, les premières cerises sont fragilisées par le climat pluvieux et les tris sont importants afin de pouvoir mettre sur le marché des fruits de qualité. En juin 2020, les cours fléchissent de 10 % sur un an, tout en restant supérieurs aux niveaux moyens 2015-2019 (+ 5 %). Avec l'entrée en production simultanée des principaux bassins, les prix à l'expédition baissent d'un mois sur l'autre. La demande ne suit pas cet afflux de production, malgré la qualité du produit (chair ferme, calibres et taux de sucre élevés). Avec la baisse des volumes commercialisés en fin de campagne et le retour du beau temps, les prix se redressent. Des promotions contribuent aussi à fluidifier le marché.

Hausse des prix de la fraise

En 2020, sur l'ensemble de la campagne (mars à juillet), les prix

moyens de la fraise sont en hausse de 16 % sur un an et de 14 % par rapport à la moyenne 2015-2019. À l'annonce du confinement en mars, les prix tombent à des niveaux très bas (produit fragile et de plaisir, jugé non essentiel par les ménages) tandis que les récoltes progressent. En avril, une reprise de la demande s'opère alors que la consommation des produits français est mise en avant, ce qui permet aux cours de se redresser. La commercialisation est cependant compliquée et le manque de main-d'œuvre qualifiée engendre des coûts supplémentaires. En mai et en juin, les cours retrouvent des niveaux plus habituels avec l'arrivée de la concurrence des autres fruits d'été, tout en restant fermes par rapport aux campagnes précédentes.

Au 1^{er} semestre 2020, la consommation baisse de 9 %, particulièrement en début de campagne, dans un contexte de repli du disponible national (- 11 %) en raison du repli des importations et de la production nationale. Sur la période de janvier à septembre, les importations reculent fortement (- 15 % par rapport à la campagne précédente), conséquence notamment du regain d'intérêt du consommateur pour le produit français. Les exportations diminuent également (- 5 % sur un an) et le déficit du commerce commercial extérieur se réduit (- 17 % sur un an).

Orientation à la hausse des exportations de pommes et de poires vers l'UE

Malgré des températures automnales douces, la consommation de pommes est favorablement orientée par rapport aux années passées. Juste avant le confinement de novembre 2020, la demande est forte, notamment pour le conditionnement en sachet. Sur les trois premiers mois de la campagne 2020-2021 (août à octobre 2020), les cours moyens de la **pomme** sont soutenus, sous l'effet de la diminution de la production française et de la limitation des récoltes dans l'UE. Sur la période d'août à septembre 2020, les volumes exportés vers l'UE se redressent fortement sur un an (+ 46 %) mais s'établissent en dessous de la moyenne 2015-2019 (- 8 %). La

demande est particulièrement bien orientée vers l'Allemagne, l'Italie et le Benelux ; en revanche, les volumes exportés fléchissent vers les pays tiers (- 4 % sur un an et - 21 % comparés à leur niveau moyen sur cinq ans).

En début de campagne 2020-2021 et jusqu'à octobre 2020, la **poire** affiche des prix en baisse sur un an alors que la production s'annonce en nette hausse en France. En 2020, l'écoulement a été fluide pour les poires d'été, qui ont bénéficié d'une offre limitée en fruits d'été. La consommation augmente sur un an. La commercialisation des poires d'automne débute donc dans des conditions d'offre et de demande favorables. Sur les trois premiers mois de campagne (juillet à septembre 2020), les volumes exportés de poires doublent presque sur un an. Ils restent pour l'heure inférieurs à leur niveau moyen sur cinq ans (- 9 %). Les exportations sont particulièrement dynamiques vers l'Italie et l'Allemagne.

En 2020, hausse du chiffre d'affaires des fruits d'été sauf pour la cerise

En 2020, le chiffre d'affaires de l'**abricot** augmente de 9 % sur un an au niveau national, dépassant la moyenne 2015-2019 de 7 %. La hausse des prix fait plus que compenser la baisse des volumes

produits. Malgré son redressement sur un an, le chiffre d'affaires reste en deçà des niveaux antérieurs à 2016, du fait de la faiblesse de la production.

Cette tendance nationale masque cependant des différences entre régions et entre producteurs, selon que leur exploitation a été touchée ou pas par les aléas climatiques. En Paca, le chiffre d'affaires se replie de 4 % sur un an, conséquence de la chute de la production, non compensée par une hausse des prix. En Vallée du Rhône, le chiffre d'affaires progresse de 15 % sur un an, à la faveur de la hausse des prix.

Le chiffre d'affaires à la production de la **pêche** s'accroît de 3 % sur un an, au niveau national, et de 8 % comparé à la moyenne 2015-2019, grâce à des prix fermes. Néanmoins, l'évolution est variable selon les bassins de production et entre producteurs, selon que leur exploitation a été touchée ou pas par les aléas climatiques. Le chiffre d'affaires est en baisse sur un an en Vallée du Rhône (- 2 %), pour la deuxième année consécutive, conséquence de la chute de la production. Il est en hausse en Languedoc et en Roussillon (+ 5 %).

Au niveau national, le chiffre d'affaires 2020 de la **cerise** recule de 9 % sur un an et de 4 % comparé à la moyenne 2015-2019, sous l'effet conjugué de la baisse des quantités

produites et des prix. Le chiffre d'affaires est en baisse par rapport à 2019 dans tous les bassins, sauf en Vallée du Rhône où il bénéficie d'une bonne récolte.

Sur la période de mars à juillet 2020, le chiffre d'affaires de la **fraise**, hors transformation, s'améliore de 14,5 % par rapport à celui de 2019 et de 16 % par rapport à la moyenne 2015-2019, sous l'effet de la hausse importante des prix. En Centre-Val de Loire, la progression des prix est marquée ; elle l'est également en Auvergne-Rhône-Alpes où elle se combine à la croissance de la production, favorisant ainsi la hausse importante du chiffre d'affaires.

Sur les premiers mois de campagne, malgré la hausse des prix, le chiffre d'affaires national de la **pomme** reste stable sur un an, en lien avec le recul de la production. Il se situe au-dessous du niveau moyen des cinq dernières campagnes.

Pour la **poire**, le chiffre d'affaires national des premiers de campagne progresse pour la sixième année consécutive, à la faveur d'une production en nette hausse.

Les évolutions de ces deux derniers fruits sont néanmoins à relativiser dans la mesure où elles ne portent que sur les premiers mois de la campagne.

Annexe - Fruits

Chiffre d'affaires, prix à la production, production et surface

	Campagne	Indice du chiffre d'affaires*		Indice de prix*		Indice de production*		Indice de surface*	
		Ecart en % par rapport à la campagne précédente	Ecart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Ecart en % par rapport à la campagne précédente	Ecart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Ecart en % par rapport à la campagne précédente	Ecart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Ecart en % par rapport à la campagne précédente	Ecart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes
Abricot	Juin-août. 2020	+ 9,3	+ 6,5	+ 50,0	+ 45,0	- 27,0	- 28,0	- 0,8	...
Pêche	Juin.-sept. 2020	+ 2,5	+ 8,4	+ 14,3	+ 22,1	- 10,3	- 11,7	- 0,8	- 3,8
Cerise	Mai.-juil. 2020	- 8,7	- 3,7	- 3,9	+ 5,8	- 4,9	- 9,5	- 0,3	- 1,0
Fraise	Mars-juil. 2020	+ 14,5	+ 16,4	+ 15,7	+ 13,8	- 1,1	+ 2,2	- 0,9	- 0,5
Pomme	Août 2020 - juin 2021	...	- 1,4	+ 13,7	+ 11,1	- 12,1	- 11,3	+ 0,6	+ 1,7
Poire	Juil. 2020 - avr.2021	+ 7,2	+ 6,1	- 8,5	- 2,2	+ 17,1	+ 8,2	+ 2,1	+ 0,9

Champ : France métropolitaine

Source : Agreste

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne jusqu'au dernier mois, sauf pour la pomme et la poire pour lesquelles le calcul est fait du 1^{er} mois de campagne jusqu'à octobre.

Note de lecture : pour la cerise (de bouche uniquement), l'indice de chiffre d'affaires sur la campagne de mai à juillet 2020 baisse de 8,7 % par rapport à mai-juillet 2019.

L'écart de prix par rapport à la moyenne quinquennale sur cette même période est de - 3,7 %.

Commerce extérieur

Millier de tonnes

	Année	Abricot	Pêche	Cerise	Fraise	Pomme	Poire
Exportations	2012	58 254	47 046	3 913	19 733	451 189	19 614
	2013	45 450	43 614	4 477	16 451	305 125	21 047
	2014	65 145	43 828	7 079	13 201	501 052	16 178
	2015	52 704	46 004	4 624	12 199	402 380	16 933
	2016	42 041	40 880	2 732	11 167	402 438	10 085
	2017	56 088	43 359	2 721	10 701	353 447	10 705
	2018	28 173	25 096	1 879	8 595	295 563	5 669
	2019	21 719	29 019	1 746	8 474	239 718	5 311
	2020	11 355	26 250	2 844	8 032	283 295	11 339
Importations	2012	13 868	121 314	7 672	100 908	133 858	82 542
	2013	19 842	141 730	6 540	89 746	214 967	83 316
	2014	17 714	138 552	7 011	82 427	119 031	74 313
	2015	19 010	159 691	7 768	72 989	149 743	68 926
	2016	20 181	159 819	7 609	77 137	132 559	76 475
	2017	20 217	166 587	6 598	69 201	136 821	75 658
	2018	21 398	149 423	8 588	56 175	122 901	72 532
	2019	16 856	150 697	10 864	60 457	126 459	73 208
	2020	21 052	128 072	5 905	51 208	92 385	77 755
Solde des échanges	2012	+ 44 385	- 74 268	- 3 759	- 81 175	+ 317 331	- 62 928
	2013	+ 25 608	- 98 115	- 2 063	- 73 295	+ 90 158	- 62 269
	2014	+ 47 430	- 94 724	+ 67	- 69 226	+ 382 021	- 58 134
	2015	+ 33 694	- 113 687	- 3 144	- 60 790	+ 252 637	- 51 993
	2016	+ 21 860	- 118 938	- 4 877	- 65 969	+ 269 879	- 66 390
	2017	+ 35 871	- 123 228	- 3 877	- 58 500	+ 216 626	- 64 953
	2018	+ 6 775	- 124 327	- 6 709	- 47 580	+ 172 662	- 66 863
	2019	+ 4 863	- 121 678	- 9 118	- 51 983	+ 113 260	- 67 898
	2020	- 9 697	- 101 822	- 3 062	- 43 175	+ 190 910	- 66 416

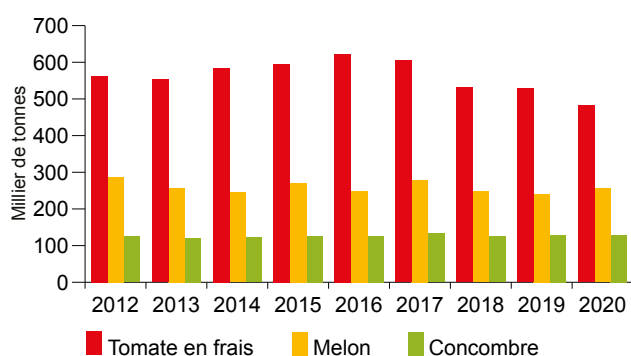
Source : Douanes, cumul de janvier à septembre

LÉGUMES

En 2020, les récoltes des légumes d'été, à l'exception du concombre et du melon, sont amoindries par la baisse des surfaces, les intempéries du printemps et la sécheresse de l'été. La hausse de la consommation des légumes sur les neuf premiers mois, en lien avec le premier confinement, contribue au raffermissement des prix, sauf pour le melon. La quasi-totalité des productions de légumes d'hiver se replie également sur un an, sous l'effet des aléas climatiques. Leurs cours sont en hausse par rapport à ceux de la campagne précédente et de la moyenne quinquennale. Le chiffre d'affaires s'accroît pour tous les légumes, sauf pour la tomate, le melon et les salades, fragilisés par les difficultés de commercialisation liées à la crise sanitaire. Le solde des échanges commerciaux s'améliore pour la plupart des légumes d'été mais se dégrade pour les légumes d'hiver.

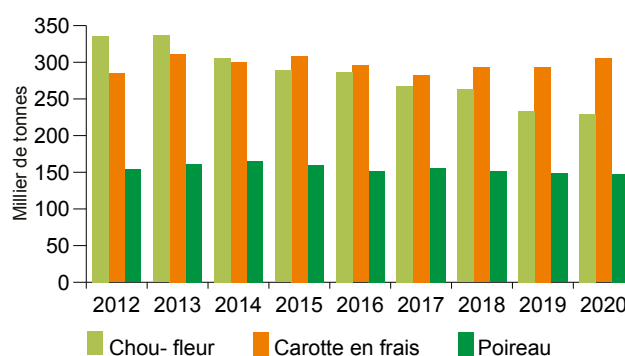
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production en poids



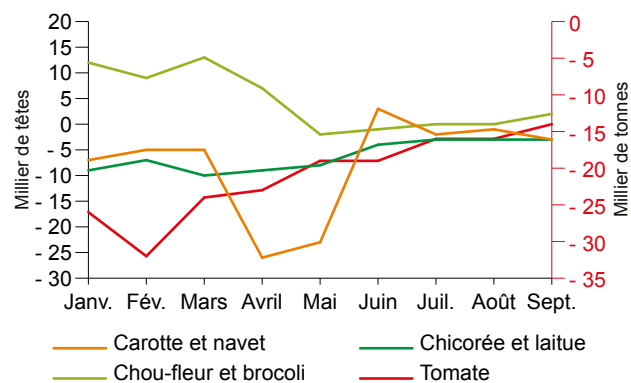
Source : Agreste

Graphique 2
Production en poids



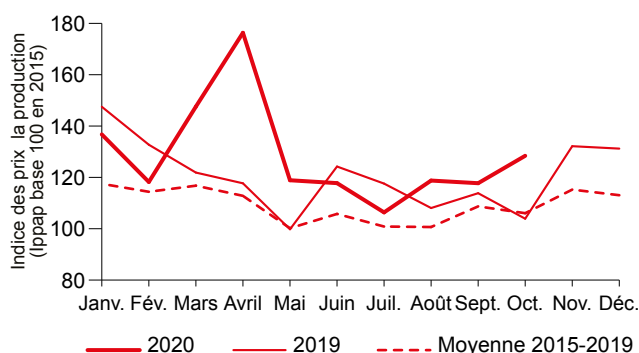
Source : Agreste

Graphique 3
Solde des échanges 2020



Source : DGDDI (Douanes)

Graphique 4
Prix des légumes frais



Sources : Insee, Agreste

Légumes d'été en 2020 : après une météo satisfaisante en début de campagne, des cultures pénalisées par les intempéries et la canicule

De mars à mai, les cultures bénéficient d'un bon niveau d'ensoleillement, assurant un développement satisfaisant des légumes d'été en début de période. En juin, les

cultures sont pénalisées par le retour des températures fraîches et les intempéries sur la plupart du territoire, engendrant notamment des problèmes de qualité. La canicule qui survient à partir de juillet occasionne des pertes pour de nombreux légumes en favorisant la prolifération des nuisibles chez le concombre, la tomate et les salades. Fin août, les températures

sont plus faibles que la normale, freinant le développement des cultures ; de violents orages locaux perturbent les cultures de laitues.

Combinées à la réduction quasi généralisée des surfaces, les conditions météorologiques pèsent sur les volumes et les rendements, sauf pour le concombre et le melon

qui ont profité d'une météo favorable au printemps.

La crise sanitaire du printemps a favorisé la consommation à domicile ainsi que l'offre française mais a aussi perturbé les circuits de production et de commercialisation (salades et tomates) ; les prix à la production ont ainsi augmenté, parfois de façon marquée, sauf pour le melon.

Concombre : hausse conjuguée des prix et de la production

Sur la campagne 2020 (de janvier à décembre), la production de **concombres** (129 600 tonnes) augmenterait de 8 % par rapport à 2019 et de 3 % par rapport à la moyenne quinquennale, malgré une réduction des surfaces (- 3 % sur un an) (*graphique 1*). La production s'étoffe à la faveur d'un climat ensoleillé au printemps tandis que la demande dynamisée par le confinement du printemps soutient les prix. La consommation s'essouffle toutefois à partir de juin et ne suffit plus à écouler les stocks en juillet. La tendance s'inverse de nouveau en août avec une offre insuffisante, pénalisée par les aléas climatiques de juin et la prolifération des nuisibles. Sur la période de janvier à septembre 2020, le chiffre d'affaires du concombre progresserait de 28 % par rapport à 2019 et de 33 % par rapport à la moyenne sur cinq ans, porté par la hausse conjuguée des prix (+ 19 % par rapport à 2019 et + 29 % par rapport à la moyenne 2015-2019) et de la production (*graphique 5*).

Courgette : la hausse du chiffre d'affaires est portée par la fermeté des prix

La production de **courgettes** destinées au marché du frais pour la campagne 2020 (d'avril à octobre) est estimée à 105 000 tonnes, en baisse de 5 % sur un an et de 6 % par rapport à la moyenne sur cinq ans. Le printemps est propice au développement des cultures. En avril, des difficultés liées au confinement perturbent la commercialisation et contribuent à la hausse des cours. Les fortes chaleurs qui surviennent pendant l'été affectent le potentiel

de production. La bonne tenue de la consommation à domicile (+ 11 % sur un an), notamment pendant le premier confinement, soutient également les prix (+ 25 %). Le chiffre d'affaires progresserait de 19 % par rapport à 2019 et de 20 % par rapport à la moyenne sur les cinq dernières campagnes.

Tomate et salades : un chiffre d'affaires en baisse malgré la hausse des prix à la production

La production de **tomates** destinées au marché du frais est estimée à 472 000 tonnes sur la campagne (février à octobre 2020), en baisse de 7 % sur un an, en dépit de la stabilité des surfaces (2 400 ha), et de 16 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes (*graphique 1*). Les récoltes sont amoindries par les températures élevées lors de la canicule estivale et la pression des maladies. En début de campagne, la consommation des ménages à domicile est stimulée (+ 2 % par rapport à la campagne précédente entre février et juillet 2020), ce qui favorise la hausse des prix. La situation se dégrade à la sortie du confinement, avec une demande de produits français moins dynamique et des débouchés en restauration hors domicile encore à l'arrêt, provoquant une succession de crises conjoncturelles au sens du Réseau des nouvelles du marché (RNM). Malgré la légère augmentation des prix (+ 3 %), le chiffre d'affaires de la tomate hors industrie se replierait de 4 % par rapport à 2019 et de 9 % par rapport à la moyenne sur cinq ans (*graphique 5*).

Pour la campagne d'été 2020 (mai à septembre) de la **laitue**, les récoltes diminueraient de 12 % sur un an (230 millions de têtes) et de 14 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Outre la baisse de l'assolement (- 4 % sur un an), la production fait face à une situation climatique et une commercialisation compliquées. L'excès d'humidité en fin d'hiver et le climat trop sec au printemps ont pénalisé le potentiel de production, contribuant ainsi à la hausse des cours. Le temps maussade de juin

et la canicule estivale limitent les volumes récoltés. En parallèle, dans une période post confinement où l'activité de la restauration hors domicile reste ralentie, la demande est insuffisante pour écouler les stocks : les destructions au champ se poursuivent tout au long de l'été. En moyenne, les prix augmentent de 11 % par rapport à la campagne précédente, dont les cours avaient été exceptionnellement faibles. Le chiffre d'affaires reculerait de 3 % par rapport à 2019.

La production de **chicorée d'été**, dont la campagne s'étend de mai à septembre 2020, s'établirait à 28 millions de têtes, en recul de 21 % par rapport à l'été 2019 et de 62 % par rapport à la moyenne 2015-2019. La commercialisation est chaotique, à l'image de la campagne précédente. Les destructions au champ sont courantes en réponse à la faible activité de la restauration hors domicile tandis que les prix restent légèrement supérieurs à ceux de 2019 et à la moyenne 2015-2019. Avec des récoltes pénalisées par les aléas climatiques et une situation de marché fortement dégradée, le chiffre d'affaires se contracterait de 18 % par rapport à l'été 2019 et de 59 % par rapport à la moyenne 2015-2019.

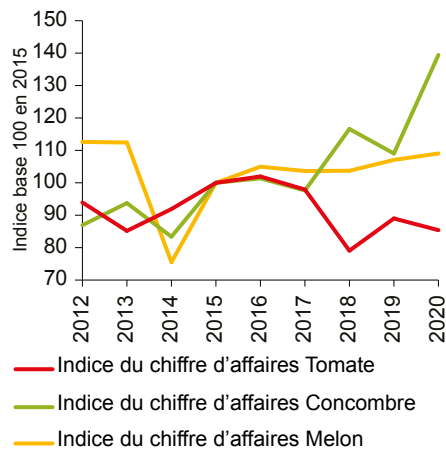
Melon : le chiffre d'affaires s'accroît, la hausse de la production ayant plus que compensé la baisse des prix

Sur la campagne 2020 (mai à octobre), la production de **melons** (255 600 tonnes) augmenterait de 6 % par rapport à la campagne précédente, malgré la baisse de 5 % des surfaces (*graphique 1*). Elle reculerait toutefois de 1 % par rapport à la moyenne 2015-2019. En juin, la consommation est peu active, en lien avec une météo pluvieuse ; elle se dynamise ensuite avec le retour de la chaleur, sans toutefois être suffisante pour empêcher le recul des achats des ménages sur l'ensemble de la campagne (- 8 % sur un an). Cette moindre demande, conjuguée à la concurrence espagnole en début de campagne, pèse sur les cours du melon, en baisse de 4 % par rapport à 2019. Ils sont cependant

5 % au-dessus du niveau moyen de 2015-2019. Le chiffre d'affaires afficherait une légère hausse de 2 % par rapport à celui de 2019 et de 5 % par rapport au montant moyen sur cinq ans (*graphique 5*).

Graphique 5

Le chiffre d'affaires* du concombre repart à la hausse



* Chiffre d'affaires à la production calculé à partir de la production et des prix (Ippap).
Source : Agreste

Réduction du déficit commercial extérieur de la plupart des légumes d'été

Sur la période de janvier à septembre 2020, le déficit du commerce extérieur se réduit en volume pour la plupart des légumes d'été (*graphique 3*). Les déficits de la chicorée et du melon diminuent du fait d'un net repli des importations, bien supérieur à celui des exportations. Ceux des tomates, laitues et concombres profitent d'une reprise des exportations et d'une baisse des importations.

Le déficit de la courgette se creuse légèrement sous l'effet d'exportations en baisse alors que les importations se stabilisent.

Légumes d'hiver de la campagne 2020-2021 : hausse des prix

En janvier 2020, les cours des légumes d'hiver 2019-2020 sont soutenus par rapport à la moyenne quinquennale, à l'exception des prix du poireau. La douceur de température du mois de février est propice à la croissance des légumes mais pas

à la consommation des produits hivernaux, et les cours s'affichent en baisse. La fin de campagne est fortement perturbée par la situation exceptionnelle qui s'installe en mars avec le confinement tandis que les récoltes de légumes d'hiver sont en baisse saisonnière. Ainsi, les prix atteignent des niveaux inhabituels dès le mois de mars dans un contexte de difficultés d'organisation des filières, et ce, jusqu'à la fin de campagne.

La campagne 2020-2021 des légumes d'hiver enregistre des conditions climatiques qui compliquent les récoltes des légumes d'hiver. Au printemps, les semis de carottes et d'endives sont parfois perturbés tandis que les fortes chaleurs de l'été 2020 affectent les rendements de tous les légumes d'hiver. Les prix sont fermes depuis le début de la campagne, en raison des effets de la crise sanitaire et d'une offre amoindrie tandis que la demande est dynamique (poireau et chou-fleur lors des épisodes de fraîcheur et endive). Les chiffres d'affaires seraient en hausse sur un an, à l'exception de celui du poireau qui resterait stable.

Carotte : croissance du chiffre d'affaires grâce à la production et aux cours

Au début 2020, le commerce de la carotte hors industrie pour la campagne 2019-2020 est fluide même si les températures douces de février sont peu favorables à la consommation. Avec la crise sanitaire du printemps, la demande en fin de campagne se redresse, générant une hausse des prix.

La production de la campagne 2020-2021 (de mai 2020 à avril 2021) de carottes destinées au marché du frais est estimée à 305 000 tonnes, en augmentation de 4 % par rapport à la campagne précédente (*graphique 1*). En début de campagne, l'amputation d'une partie du potentiel de production à la suite d'un printemps maussade au moment des semis et des problèmes dus aux adventices favorise la hausse des cours de la carotte primeur par rapport aux campagnes précédentes. En revanche, la qualité est plus hétérogène et le produit est moins

demandé à l'export. La canicule estivale vient affecter un peu plus le potentiel de production et les cours restent dans la fourchette haute pour la carotte de saison en août. À partir de septembre, la demande manque de dynamisme tandis qu'un temps plus frais semble être favorable aux récoltes. Les cours moyens sont en hausse entre mai et octobre 2020 (+ 10 %) et le chiffre d'affaires s'accroîtrait de 14 % sur un an (*graphique 6*).

Poireau : baisse de la production et hausse des cours : stabilité du chiffre d'affaires

En janvier et février 2020, période de fin de campagne 2019-2020 pour le poireau, les prix pâtissent d'une demande peu active. En mars et avril, la tendance s'inverse avec le premier confinement ; les prix sont alors soutenus par la demande qui privilégie les légumes de garde.

Pour la campagne 2020-2021 (mai 2020 à avril 2021), la production nationale de poireaux (148 000 tonnes), baisserait de 6 % sur un an (*graphique 1*). Les prix sont fermes en début de campagne pour le poireau primeur par rapport à la moyenne 2015-2019, la situation cumulant creux traditionnel de production et poursuite des difficultés de commercialisation en sortie de confinement. Les cours se contractent en août sur un an, la météo estivale jouant en défaveur de la consommation de légumes d'hiver. L'offre redevient toutefois déficitaire en septembre, conséquence du manque d'eau pendant l'été, par rapport à une demande revigorée par le retour d'un climat plus automnal. Entre mai et octobre 2020, le chiffre d'affaires se stabiliserait sur un an, la hausse du prix moyen (+ 7 %) ayant compensé la baisse de production (*graphique 6*).

Endive et chou-fleur : hausse du chiffre d'affaires à la faveur de la fermeté des prix

Au 1^{er} semestre 2020, période de fin de campagne 2019-2020 pour le chou-fleur, les situations contrastées s'enchaînent. Une inflexion des prix à la baisse dans un contexte de pic de production précède une flambée des

cours en mars tandis que les récoltes entament leur baisse saisonnière.

Pour la **campagne 2020-2021** du **chou-fleur** (de juin 2020 à mai 2021), les récoltes afficheraient une diminution de 5 % sur un an, à 229 600 tonnes, et de 12 % par rapport à la moyenne quinquennale (*graphique 1*). Les épisodes de fortes chaleurs de l'été puis les intempéries de début d'automne pénalisent les récoltes. Le contexte de commercialisation reste perturbé depuis la fin de la campagne précédente, contribuant au soutien des prix dans la fourchette haute, tandis que le marché à l'exportation est actif vers l'Allemagne. De juin à octobre 2020, avec des prix moyens sur la campagne en nette hausse (+ 51 %), le chiffre d'affaires progresserait de 44 % sur un an et de 23 % par rapport à la moyenne 2015-2019 (*graphique 6*).

Au 1^{er} semestre 2020, la production de **chicons d'endives** de la **campagne 2019-2020** se contracte sensiblement, à l'instar de l'ensemble de la campagne. La demande étant présente, les cours sont fermes, atteignant même des niveaux exceptionnels à partir de mars au moment du confinement.

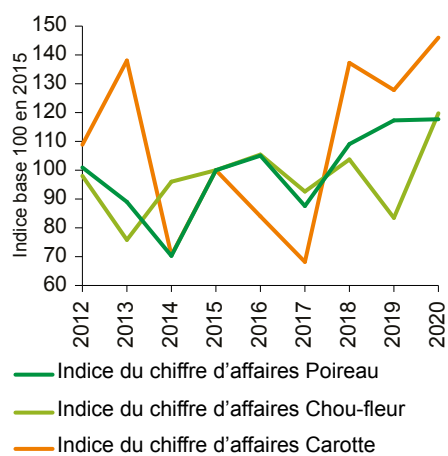
La production de racines d'endives de la **campagne 2020-2021** (de mai à octobre) serait en légère augmentation par rapport à celle de 2019-2020 très insuffisante. Celle de **chicons d'endives** (154 000 tonnes) diminuerait de 9 % par rapport aux récoltes de la campagne précédente tout en progressant légèrement par rapport à la moyenne quinquennale (+ 1 %). La production des variétés

tardives a pâti des difficultés de levée en raison de la sécheresse des sols. En septembre et octobre 2020, les prix moyens augmentent de 32 % sur un an, conséquence d'un manque de production et de la forte demande de début de campagne. En conséquence, le chiffre d'affaires s'élèverait de plus de 20 % par rapport à la campagne précédente.

Commerce extérieur des légumes d'hiver : dégradation du solde commercial sous l'effet de la contraction des exportations

Entre janvier et septembre 2020, le déficit commercial de la carotte (y compris navet) s'accroît tandis que l'excédent du chou-fleur (y compris brocolis) se réduit sous l'effet conjugué d'une baisse des exportations et d'une forte augmentation des importations (*graphique 3*). L'excédent commercial de l'endive se contracte de moitié suite au net retrait des exportations, en dépit du recul des importations. Le solde commercial du poireau (et autres légumes alliacés), exceptionnellement excédentaire l'année passée à la même période, devient très déficitaire, avec la forte baisse des exportations et importations (- 38 % chacune).

Graphique 6
Un chiffre d'affaires* à nouveau à la hausse pour le chou-fleur et la carotte



* Chiffre d'affaires à la production calculé à partir de la production et des prix (Ippap).
Source : Agreste

Annexe - Légumes

Chiffre d'affaires, prix à la production, production et surface

	Campagne	Indice du chiffre d'affaires*		Indice de prix*		Indice de production*		Indice de surface*	
		Ecart en % par rapport à la campagne précédente	Ecart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Ecart en % par rapport à la campagne précédente	Ecart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Ecart en % par rapport à la campagne précédente	Ecart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes	Ecart en % par rapport à la campagne précédente	Ecart en % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes
Concombre	Janv. - oct. 2020	+ 27,9	+ 32,9	+ 18,5	+ 28,8	+ 7,9	+ 2,9	- 2,7	+ 0,4
Courgette	Avril - oct. 2020	+ 18,6	+ 20,3	+ 25,0	+ 28,3	- 5,1	- 6,1	- 0,8	+ 4,7
Tomate en frais	Fév. - déc. 2020	- 4,1	- 8,8	+ 3,1	+ 8,4	- 6,9	- 15,8	+ 0,0	+ 1,5
Melon	Mai - sept. 2020	+ 1,9	+ 5,0	- 4,3	+ 5,1	+ 6,3	- 0,7	- 5,4	- 10,2
Laitue	Mai - sept. 2020	- 2,8	- 4,8	+ 10,5	+ 10,5	- 12,1	- 14,2	- 3,9	
Chicorée**	Mai - sept. 2020	- 18,2	- 58,9	+ 3,5	+ 6,0	- 21,0	- 61,9	- 0,2	
Carotte en frais	Mai 2020 - avr. 2021	+ 14,2	+ 41,1	+ 10,1	+ 28,8	+ 3,7	+ 9,7	- 1,0	+ 6,3
Chou-fleur	Juin 2020 - mai 2021	+ 43,5	+ 23,4	+ 50,5	+ 41,4	- 4,7	- 12,0	+ 1,7	- 6,2
Poireau	Mai 2020 - avr. 2021	+ 0,3	+ 13,4	+ 6,7	+ 21,7	- 5,9	- 7,2	- 1,3	+ 1,1
Endive chicon	Sept. 2020-août 2021	+ 20,6	+ 38,6	+ 32,3	+ 37,1	- 8,8	+ 1,2		

Champ : France métropolitaine

Source : Agreste

* La période de calcul des indices s'étend du premier mois de campagne à octobre 2020 sauf pour la laitue et la chicorée (mai à septembre)

** hors bassin Sud-Est

Note de lecture : pour la tomate, l'indice de chiffre d'affaires, sur la campagne de février à décembre 2020, régresse de 4 % par rapport à février-décembre 2019.

L'écart de chiffre d'affaires par rapport à la moyenne quinquennale sur cette même période est de - 9 %.

Commerce extérieur

Millier de tonnes

	Année	Concombre	Courgette	Tomate	Melon	Laitue et chicorée toutes variétés	Carotte et navet	Chou-fleur et brocoli	Poireau et autres légumes alliacés	Endive chicon
Exportations	2012	8	15	160	42	24	71	112	16	9
	2013	9	16	168	44	24	83	116	16	15
	2014	10	16	176	46	24	61	100	15	13
	2015	10	14	167	46	23	92	102	17	14
	2016	13	17	181	43	25	89	66	14	12
	2017	13	17	171	41	25	72	107	13	11
	2018	7	14	154	37	22	56	71	11	8
	2019	6	17	162	36	22	66	89	14	8
	2020	7	16	174	32	21	62	74	8	5
Importations	2012	52	99	409	157	85	101	32	17	3
	2013	51	103	414	166	93	107	37	22	3
	2014	53	97	405	163	89	110	35	18	2
	2015	54	88	390	168	98	111	36	15	3
	2016	57	109	398	166	99	112	40	15	2
	2017	55	101	380	171	94	120	39	17	2
	2018	52	103	380	162	88	116	36	15	2
	2019	50	108	374	163	84	114	36	13	3
	2020	48	108	363	148	78	131	36	18	2
Solde des échanges	2012	-44	-85	-250	-115	-61	-30	80	-1	6
	2013	-42	-87	-246	-122	-69	-24	79	-6	12
	2014	-43	-81	-229	-117	-65	-49	65	-3	11
	2015	-43	-74	-224	-122	-75	-19	66	2	11
	2016	-45	-92	-217	-124	-74	-23	26	-2	10
	2017	-42	-84	-209	-130	-69	-47	68	-3	9
	2018	-46	-89	-226	-125	-65	-61	34	-4	6
	2019	-44	-92	-212	-127	-62	-48	54	1	5
	2020	-41	-92	-189	-116	-57	-69	38	-10	3

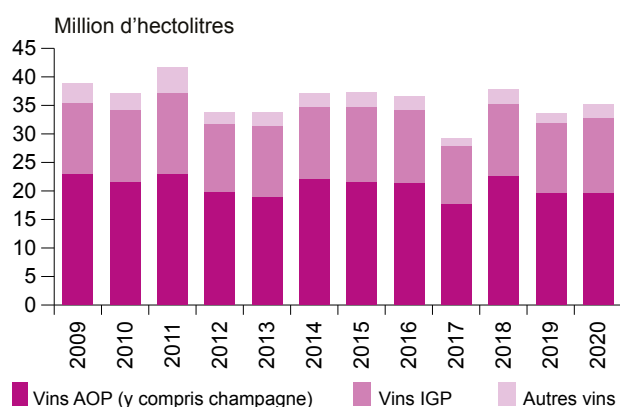
Source : Douanes - cumul de janvier à septembre

VINS

En 2020, la récolte viticole française s'établirait à 44,7 Mhl, supérieure de 6 % à celle de 2019 et proche du niveau moyen des cinq dernières campagnes (+ 1 %). Après le repli de 2019, toutes les catégories de vins sont concernées par la hausse, à l'exclusion du Champagne. Compte tenu des stocks de report, les disponibilités pour la campagne 2020-2021 augmentent sur un an et, à l'exception des vins sans IG, par rapport à la moyenne quinquennale. La filière vins fait partie des filières les plus pénalisées par la pandémie de Covid-19 du printemps 2020, dans un contexte international déjà lourd depuis fin 2019 (tensions commerciales avec les États-Unis, ralentissement des achats chinois). Pour la première fois depuis 2013-2014, les exportations de vins français, hors spiritueux, reculent ainsi en valeur. Soutenus par une demande européenne stable et des disponibilités limitées pendant la campagne 2019-2020, les prix des vins, hors appellation, augmentent légèrement tandis que les prix des vins AOP fléchissent.

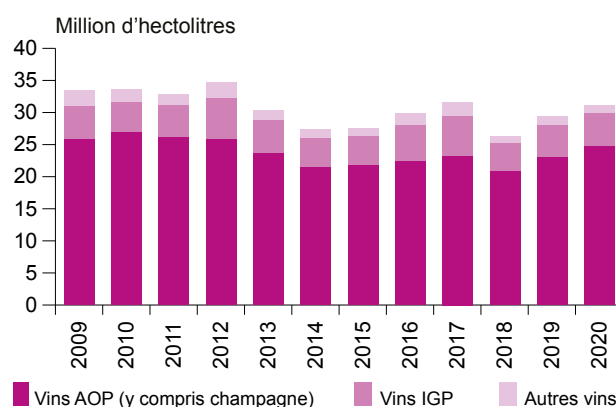
Principaux indicateurs

Graphique 1
Récolte



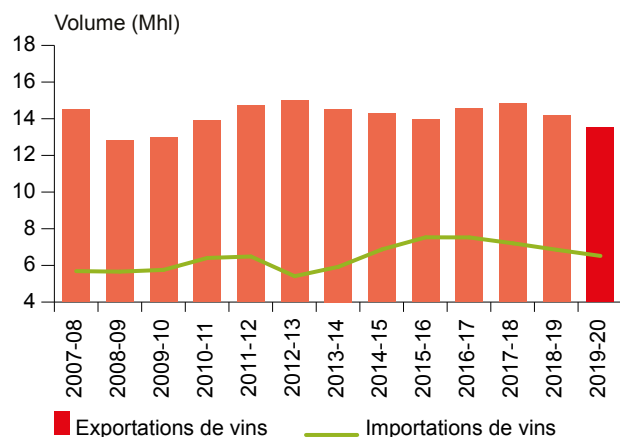
Sources : Agreste (récolte 2020), SAA-DGDDI (pour années antérieures)

Graphique 2
Stocks



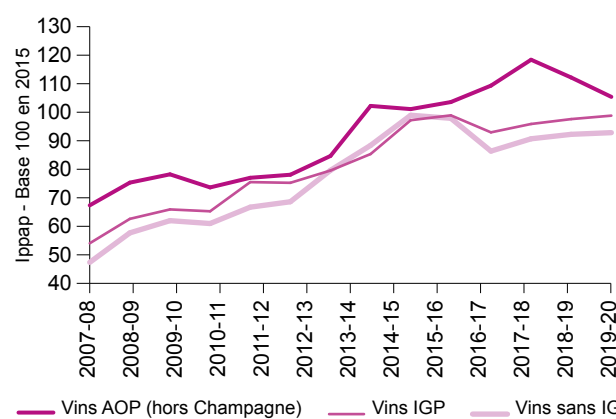
Source : DGDDI - Estimation au 31/10/20

Graphique 3
Commerce extérieur en volume (campagne)



Source : DGDDI

Graphique 4
Prix des vins (campagne)



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) en moyenne sur 12 mois

Une récolte 2020 proche de la moyenne 2015-2019, à l'image de l'Espagne et de l'Italie

Selon les estimations établies au 1^{er} novembre 2020, la récolte viticole française s'établirait à 44,7 millions d'hectolitres (Mhl) en

2020, supérieure de 6 % à 2019 et proche de la moyenne des récoltes des cinq dernières années (+ 1 %) (*graphique 1 - annexe Viticulture*).

Elle progresse dans la plupart des bassins par rapport à l'an passé, qui a été l'une des plus basses depuis

cinq ans, à l'exception de certaines zones touchées par les aléas climatiques ou par des plafonds de rendement fixés plus bas qu'en 2019 en raison d'un marché dégradé par la pandémie de Covid-19 (*encadré*). Les vendanges ont été précoces (dès août, notamment pour celles dans le bassin

Chute des échanges de vins pendant le confinement du printemps 2020

Sur les trois mois de confinement, de mars à mai 2020, les exportations de vins se contractent de 15,0 % en volume et de 30,7 % en valeur, soit trois fois plus que sur l'ensemble de la campagne 2019-2020. Le repli des ventes de vins d'appellation tranquilles (- 29,9 % en valeur et - 13,0 % en volume) et, plus encore, des vins effervescents (respectivement - 41,7 % et - 32,7 %) explique ces baisses marquées. Boisson festive par excellence, le Champagne affiche la baisse la plus soutenue (- 44 % en volume et en valeur) de tous les vins effervescents, les autres diminuant de 20,5 % en volume et en valeur.

Le repli de l'ensemble des vins est plus important vers les pays tiers (- 32,8 % en valeur et - 19,3 % en volume) que vers l'UE (- 25,3 % en valeur et - 9,7 % en volume) (graphique 5).

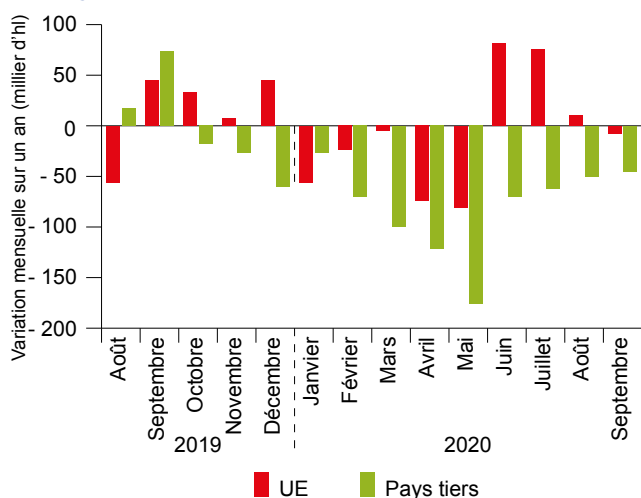
En parallèle, les importations se réduisent de 20 % en volume et de 18 % en valeur. Dans ce contexte, la Commission européenne a autorisé les États membres à mettre en œuvre des mesures de régulation du

marché : distillation de crise, aide au stockage privé, vendanges en vert et transformation en gel hydro-alcoolique ou utilisation pour le bioéthanol. De leur côté, certaines interprofessions de bassins ont fixé pour la récolte 2020 des niveaux de rendements maximaux en appellation plus bas que ceux de 2019 (notamment en Champagne et Alsace).

Sur le marché intérieur et plus particulièrement en grande distribution, les Français ont maintenu leurs achats en volume (+ 1,1 % du 02/03/20 au 24/05/20), mais réduit leurs dépenses (- 3,1 % en valeur), privilégiant les vins les moins chers (IGP/Bag in box) au détriment des vins d'appellation et effervescents (- 42 % en volume en mars-avril). Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte où sur la période de mars à avril, la baisse des prix à la production des vins d'appellation (- 2,6 %) a été moins forte que sur l'ensemble de la campagne (- 6,0 %) ; et où, en revanche, la hausse des prix des autres vins a été plus soutenue (respectivement + 6,9 % et + 1,1 %), sous l'effet de la progression des vins sans IG (graphique 6).

Graphique 5

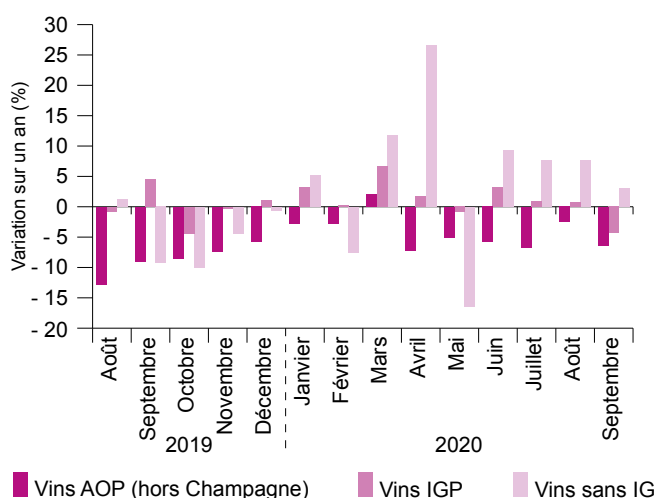
Baisse amplifiée des exportations en volume vers les pays tiers pendant le confinement



Source : DGDDI

Graphique 6

Hausse des prix à la production des vins sans IG en mars et avril 2020



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

Baisse des exportations de vins sur les neuf premiers mois de 2020 par rapport à 2019

Sur les neuf premiers mois de 2020 (sept derniers mois de la campagne 2019-2020 et deux premiers mois de la campagne 2020-2021), les exportations des vins français (hors spiritueux) fléchissent à la fois en volume et en valeur sur un an (annexe). Inférieures dès janvier aux volumes de 2019, les volumes retrouvent en juin et en juillet, en sortie de confinement, les niveaux de 2019

grâce au rebond des ventes vers l'UE, les exportations vers les pays tiers demeurant en deçà de celles de 2019. En août et septembre, les volumes repassent sous les niveaux de 2019, les exportations avec l'UE retombant au niveau de 2019. L'excédent commercial de l'ensemble des vins se contracte sur un an en volume et en valeur.

Contraction du prix des vins d'appellation sur les neuf premiers mois de 2020 par rapport à 2019

Sur les neuf premiers mois de 2020, les prix à la production des vins d'appellation tranquilles fléchissent par rapport à 2019, tout en se maintenant quasiment au

niveau moyen des cinq dernières années. Les prix des autres vins sont en hausse sur un an, surtout comparés aux prix moyens.

Grand-Est, les plus précoces de son histoire) sous l'effet d'un printemps à la seconde place des printemps les plus chauds depuis 120 ans et d'un hiver doux. La qualité du millésime s'annonce plutôt bonne.

Après des vendanges exceptionnelles en 2018, la production mondiale de vins (hors jus et moûts) se maintiendrait à son niveau de 2019, à 258 Mhl, mais serait inférieure à la moyenne des cinq dernières vendanges, selon l'Organisation internationale de la vigne et du vin (OIV) fin octobre. Elle est en hausse significative en Espagne (+ 11 % sur un an) et serait en léger repli en Italie (- 1 %), deux pays qui avec la France représentent 49 % de la production mondiale. Les vendanges de ces deux pays sont toutefois légèrement en deçà de la moyenne quinquennale en raison des limitations de production dans certains vignobles pour limiter les baisses de prix. Dans l'hémisphère sud, les vendanges ont souffert de la météo (sécheresse au Chili, phénomène El Niño en Argentine). La France se maintiendrait derrière l'Italie et devant l'Espagne.

Hausse des disponibilités en 2020-2021 par rapport à la moyenne des cinq dernières années, sauf pour les vins sans IG

Stables sur un an, les volumes de vins d'appellation d'origine contrôlée (AOP), qui constituent la majorité du vignoble français, augmentent si on exclut le Champagne. Les récoltes des autres vins sont en hausse plus marquée, surtout le segment des vins sans indication géographique (IG), particulièrement pénalisés en 2019. Les récoltes sont toutefois en deçà des niveaux moyens 2015-2019 pour les AOP (d'autant plus avec le Champagne) et pour les vins sans IG. Les stocks à la production en début de campagne (stocks de report) sont confortables sur un an et par rapport aux niveaux moyens pour les AOP et les indications géographiques protégées (IGP) mais reculent pour les autres vins (*graphique 2*). Au total, les disponibilités en début de campagne 2020 (ensemble formé par la récolte et les stocks de report) progressent sur un an et, à l'exception des vins

sans IG, par rapport à la moyenne 2015-2019 ce qui pourrait peser sur les prix dans un contexte incertain.

Pour la première fois depuis 2013-2014, recul des exportations françaises de vins en valeur

Sur la campagne 2019-2020 (août 2019 à juillet 2020), les exportations de vins français, hors spiritueux, affichent une baisse des volumes quasiment équivalente à celle de 2018-2019 (- 4,6 %), qui les place parmi les échanges les plus faibles des dix dernières campagnes (*graphique 3 - annexe*). Mais c'est surtout en valeur que les ventes fléchissent le plus (- 10 %), et ce, pour la première fois depuis 2013-2014. Les montants repassent ainsi en dessous de la barre des 9 Md€, atteinte en 2017-2018.

La fermeture de la restauration hors foyer et les moindres occasions festives pendant le confinement (*encadré*) sont venues s'ajouter à un contexte déjà fort dégradé depuis l'automne 2019 pour le commerce des vins français : ralentissement des échanges avec les États-Unis à la suite de la mise en place en octobre par l'administration américaine de taxes à l'importation (+ 25 % sur les vins tranquilles européens), concurrence avec les vins chiliens et australiens sur le marché chinois, ralentissement des achats chinois. Les plus fortes baisses affectent les vins effervescents, au premier rang le Champagne.

Pour la deuxième année consécutive, repli marqué des exportations en volume vers les pays tiers et quasi-stabilité vers l'UE

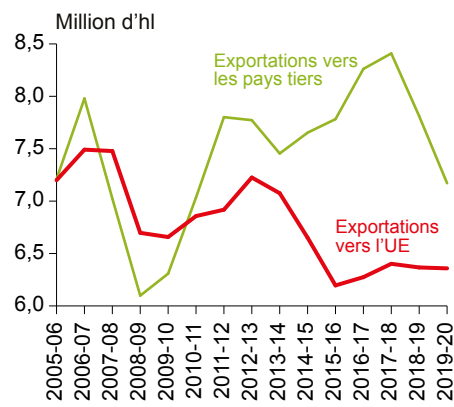
Sur la campagne 2019-2020, les exportations françaises en volume de vins vers l'Union européenne (UE27) sont quasiment stables par rapport à la campagne 2018-2019 (- 0,1 %) mais se contractent vers les pays tiers (- 8,2 %) (*graphique 7 - annexe*). En valeur, elles reculent pour la première fois depuis 2015-2016 vers l'UE, et depuis 2013-2014 vers les pays tiers.

Vers l'UE, toutes les catégories de vins résistent au repli, à l'exception

du Champagne (- 7,8 %) : + 2 % en volume pour les appellations tranquilles, + 1 % pour les vins effervescents (hors Champagne) et - 1 % pour les IGP et les sans IG. Pour ces derniers, la baisse est contenue grâce aux achats de l'Allemagne (+ 1,2 %), principal consommateur de ce type de vins. La Belgique, premier débouché des vins d'appellation depuis la sortie de l'UE du Royaume-Uni, ainsi que les Pays-Bas, sont les principaux contributeurs à la bonne tenue des ventes de vins d'appellation.

Avec une contraction des volumes pour la deuxième année consécutive (- 8,2 % en 2019-2020 et - 7,1 % en 2018-2019), les pays tiers confirment qu'ils ne sont plus le moteur de la croissance à l'exportation des vins français. Outre la dégradation des échanges avec l'Asie, amorcée dès 2018-2019, et qui se poursuit en 2019-2020 (- 27,6 % en volume et - 26,5 % en valeur vers la Chine et des baisses quasi similaires vers Hong Kong et Singapour), s'ajoute en 2019-2020 une contraction des échanges avec les États-Unis (- 8,5 % en volume et - 15,9 % en valeur). Les mesures de rétorsion prises par l'administration américaine à l'automne 2019 envers les vins français à la suite du conflit sur l'aéronautique ont pesé sur les exportations (*graphique 8*). La baisse vers la Chine représente à elle seule 15 % de la perte totale en valeur à l'exportation ; celle vers les États-Unis, le double. En Chine, le ralentissement de la croissance,

Graphique 7
Sur la campagne 2019-2020, les exportations de vins vers l'UE résistent



Source : DGDDI (Douanes)

la concurrence grandissante des exportations australiennes de vins bénéficiant de droits de douanes nuls et les conséquences de la Covid dès décembre 2019, contribuent à expliquer la baisse de ses achats.

Malgré la chute des volumes de Champagne expédiés au Royaume-Uni (- 30,4 %), conséquence des précautions prises en 2018-2019 en vue du Brexit, la France maintient ses ventes vers ce pays, grâce aux vins d'appellation tranquilles qui s'exportent en quantité plus importante depuis mars 2020 que sur la même période de 2019. En revanche, les ventes reculent en valeur (- 12,9 %).

Pour la première fois depuis 2010, les exportations de Champagne

reculent, à la fois en volume (- 16,3 %) et en valeur (- 14,4 %). Outre le Royaume-Uni, deuxième débouché derrière les États-Unis, les exportations diminuent vers la plupart des autres grandes destinations (États-Unis, Allemagne). Quant aux autres vins effervescents, leurs ventes fléchissent également (- 3,5 % en volume), après plusieurs années de croissance particulièrement dynamique, mais comparativement moins grâce au maintien des envois vers l'Allemagne, premier débouché devant les États-Unis.

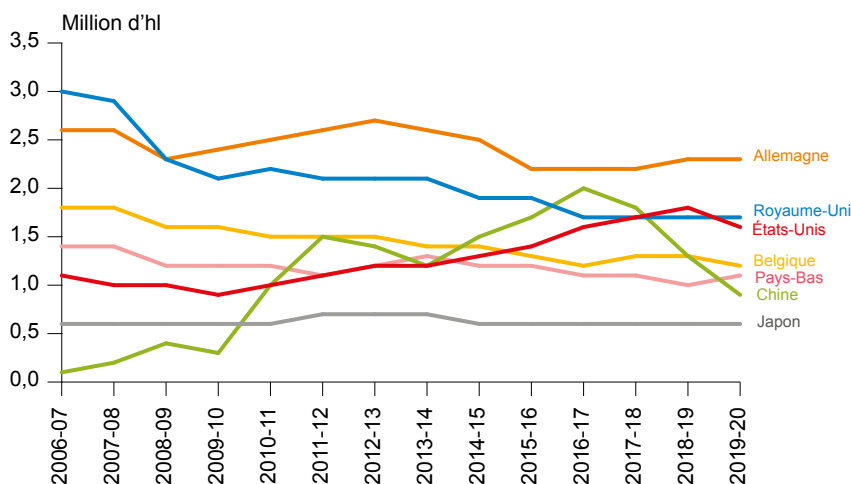
Toutes catégories de vins confondus, l'Allemagne demeure le premier marché des vins français en volume, suivi du Royaume-Uni, des États-Unis. En valeur, les États-Unis

caracolent toujours en tête, devant le Royaume-Uni.

Dégradation en valeur de l'excédent commercial pour la première fois depuis la campagne 2013-2014

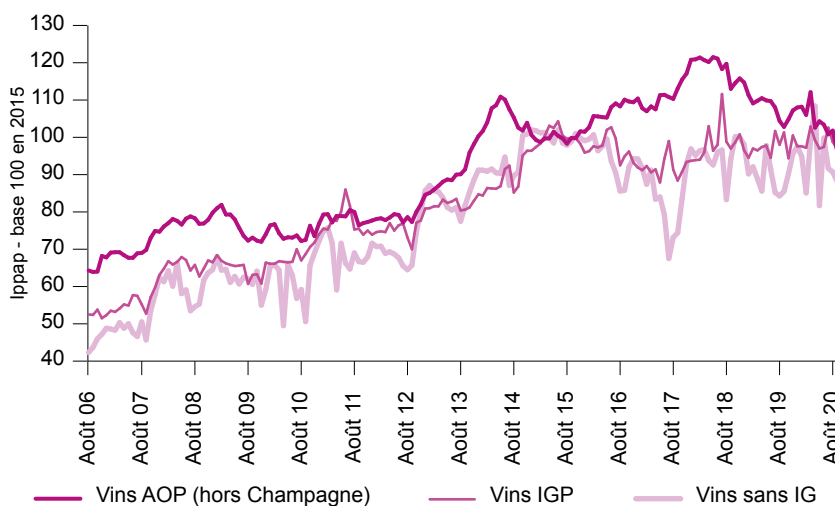
En 2019-2020, les importations françaises de vins reculent dans les mêmes proportions que les exportations (*annexe*). Le vrac continue d'alimenter l'essentiel de nos importations (76 % du total), la France manquant de vins d'entrée de gamme. L'Espagne demeure le principal fournisseur de vins en vrac (78 % des volumes) à des prix en baisse de 12 % sur la campagne. L'excédent en volume de la balance commerciale des vins se détériore pour la deuxième année consécutive. En valeur, il recule pour la première fois depuis 2013-2014 (- 10 %), et de façon aussi marquée depuis 2007-2008.

Graphique 8
En 2019-2020, contraction des exportations de vins vers les États-Unis



Source : DGDDI (Douanes)

Graphique 9
Les prix des vins AOP reculent sur la campagne 2019-2020



Source : Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

Sur la campagne 2019-2020, repli des prix à la production des vins d'appellation

Sur la campagne 2019-2020, les prix à la production des vins d'appellation, hors Champagne, mesurés par l'Ippap (indice des prix des produits agricoles à la production) se replient pour la deuxième campagne consécutive (- 6 %), (*graphiques 4 et 9 - annexe*). Ils demeurent toutefois fermes par rapport aux prix moyens sur les cinq dernières campagnes (+ 4,9 %). Compte tenu de disponibilités en hausse sur un an et d'une grande incertitude à l'international, la baisse des cours des vins d'appellation pourrait se poursuivre sur un an en 2020-2021.

Hausse des prix des vins sans appellation

En moyenne annuelle, les prix des vins hors appellation restent supérieurs à ceux de la campagne précédente pour la troisième campagne consécutive (+ 1,1 %), ainsi qu'aux prix moyens (+ 3,0 %), soutenus par des disponibilités limitées et le maintien d'une certaine demande intérieure et extérieure.

Annexe -Vins

Estimation de récolte viticole au 1^{er} novembre 2020

Unité : 1000 hl ou %

	Moyenne 2015-2019	2019	2020	2020/2019	2020/ Moy
Vins AOP	20 458	19 518	19 478	- 0,2	- 4,8
Vins pour eaux-de-vie	8 336	7 846	8 887	+ 13,3	+ 6,6
Vins IGP	12 277	12 442	13 258	+ 6,6	+ 8,0
Autres vins (dont vins sans IG)	3 314	2 511	3 100	+ 23,5	- 6,5
TOTAL VINS	44 386	42 316	44 724	+ 5,7	+ 0,8

Sources : Agreste pour 2020, Agreste-Douanes pour années antérieures

Estimation de récolte par vignoble au 1^{er} novembre 2020

Unités : 1000 hl ou %

	Tous vins (*)					Récolte pour AOP hors vins pour eaux-de-vie				
	Moy (***)	2019	2020	2020/ 2019	2020/ Moy	Moy (****)	2019	2020	2020/ 2019	2020/ Moy
Champagne**	2 528	2 410	2 033	- 16,0	- 20,0	2 250	2 182	1 764	- 19,0	- 22,0
Bourgogne - Beaujolais	2 286	1 905	2 163	+ 14,0	- 5,0	2 167	1 838	2 041	+ 11,0	- 6,0
Alsace	1 103	1 053	1 101	+ 4,0	...	1 062	1 031	1 020	- 1,0	- 4,0
Val de Loire	2 549	2 192	3 021	+ 38,0	+ 19,0	2 064	1 817	2 453	+ 35,0	+ 19,0
Charentes	8 425	7 871	8 980	+ 14,0	+ 7,0	ns	ns	ns	ns	ns
Sud-Ouest	3 552	3 352	3 313	- 1,0	- 7,0	1 114	1 022	1 017	- 1,0	- 9,0
Bordelais	5 368	5 296	4 861	- 8,0	- 9,0	5 046	5 025	4 600	- 8,0	- 9,0
Languedoc- Roussillon	12 253	12 165	13 180	+ 8,0	+ 8,0	2 586	2 471	2 570	+ 4,0	- 1,0
Sud-Est	5 159	5 052	4 927	- 2,0	- 4,0	3 397	3 427	3 267	- 5,0	- 4,0
Autres vignobles	517	444	552	+ 24,3	+ 6,8	261	235	275	+ 17,0	+ 5,4

(*) La catégorie « tous vins » inclut, outre les vins avec ou sans IG, une estimation des dépassements de plafonds (distillation) et des lies

(**) Pour la Champagne, le total des vins ("tous vins") est constitué uniquement des AOP et des volumes en dépassement de plafond ou de lies

(***) moyenne des années 2015 à 2019

Sources : Agreste pour 2020, Agreste-Douanes pour années antérieures

Commerce extérieur des vins

	Exportations			Importations			Solde		
	Campagne 2019-2020	2019-2020 /2018-2019	9 mois 2020/2019	Campagne 2019-2020	2019-2020 /2018-2019	9 mois 2020/2019	Campagne 2019-2020	2019-2020 /2018-2019	9 mois 2020/2019
	Milliers d' hl	%	%	Milliers d' hl	%	%	Milliers d' hl	%	%
Vins AOP tranquilles	5 246,0	- 2,6	- 4,2	806,3	- 11,7	- 11,2	4 439,7	- 0,7	- 2,8
Vins IGP tranquilles	3 580,4	- 4,4	- 6,5	236,3	- 2,3	- 9,3	3 344,1	- 4,5	- 6,3
Autres vins tranquilles	2 932,3	- 4,2	- 7,8	5048,8	- 3,4	- 13,5	-2 116,4	- 2,3	- 20,7
Vins effervescents	1 770,7	- 10,9	- 19,5	427,0	- 9,0	- 10,4	1 343,7	- 11,5	- 21,5
dont Champagne	966,1	- 16,3	- 25,9	16,4	50,7	28,5	949,7	- 17,0	- 26,6
Total vins	13 529,5	- 4,6	- 7,6	6 518,3	- 4,9	- 13,1	7 011,2	- 4,3	- 1,9

Source : DGDDI

Prix des vins à la production

	Campagne 2019-2020 /2018-2019	9 mois 2020/2019	Campagne 2018-2019 /2017-2018	9 mois 2019/2018
	%	%	%	%
Vins AOP	- 6,0	- 4,1	- 5,3	- 9,4
dont Champagne	+ 1,6	+ 1,8	+ 1,2	+ 1,5
Vins IGP	+ 1,0	+ 0,9	+ 2,1	- 0,8
Autres vins	+ 1,8	+ 6,5	+ 0,6	- 6,7
Total vins	- 3,0	- 1,7	- 2,7	- 5,5

Source : Insee (Ippap)

PRODUCTIONS ANIMALES

En 2020, les productions animales augmentent légèrement en volume sur neuf mois, malgré des baisses parfois sensibles dans certaines filières : ovins, veaux de boucherie, canards. La consommation globale de viande recule, en dépit du premier confinement qui a accru la consommation à domicile et favorisé les productions nationales. Ce confinement s'est en effet accompagné d'un net repli des importations de viandes et de produits laitiers, en lien avec la chute de la restauration hors domicile, plus fort que celui des exportations. Le déficit du commerce extérieur de viandes se réduit tandis que l'excédent des produits laitiers augmente sensiblement. Les prix à la production se replient, à l'exception notable des œufs, des ovins et, dans une moindre mesure, des porcins. Les prix des intrants sont inférieurs à ceux de l'an passé, sous l'effet du net recul des prix de l'énergie, consécutif à la récession économique au printemps. Au troisième trimestre, les prix des aliments pour animaux dépassent à nouveau les niveaux de 2019, reflétant ainsi la fermeté des cours des matières premières (céréales et tourteaux).

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, le niveau global des productions animales en volume progresse légèrement par rapport à celui de 2019, avec des évolutions plus contrastées entre filières.

Après un recul en 2019, la production bovine se maintient : la hausse de la production de gros bovins finis, plus particulièrement celle de vaches laitières, compense le recul important de la production de veaux de boucherie et de broutards. Après le redressement observé en 2019, la production ovine s'infléchit légèrement à la baisse en 2020. Pour la troisième année consécutive, la production porcine augmente, dépassant désormais le volume moyen des cinq dernières années. Le repli global de la production de volailles s'accroît en 2020, sous l'effet de la chute de la production de canards à rôti et de pintades, et en dépit de la reprise de la production de dindes, la production de poulets étant stable par rapport à 2019.

Après une très forte baisse en 2019, la production d'œufs se redresse très nettement, cette hausse s'accompagnant d'une montée en puissance des modes de production alternatifs (bio, plein air et sol).

La production laitière progresse très légèrement sur les neuf premiers mois, grâce à une hausse marquée au 1^{er} trimestre et en dépit d'une baisse du cheptel laitier et de la sécheresse.

En 2020, la consommation apparente de viandes diminue par rapport à 2019. Elle baisse particulièrement au printemps, durant le confinement pour

toutes les viandes. Le confinement s'est en effet accompagné d'une forte réduction de la restauration hors domicile (cantines, restaurants, restauration rapide) et, de ce fait, des importations, qui en constituent une source d'approvisionnement importante ; cette baisse de la RHD n'a été compensée que partiellement par la nette augmentation des achats des ménages pour leur consommation à domicile.

La consommation d'œufs est en revanche en nette hausse, à la faveur du confinement. L'évolution est également positive pour les produits laitiers ultra-frais (yaourts, crèmes, laits liquides). En revanche, la crise sanitaire a pesé sur les achats de fromages AOP.

En 2020, l'excédent global des produits de l'élevage et de l'abattage se renforce, à la faveur du maintien de l'excédent des échanges d'animaux vivants et d'une réduction globale du déficit des échanges de viandes et préparations. Le premier confinement a en effet conduit à une baisse des échanges extérieurs, caractérisée par une réduction des exportations moindre que celle des importations. Les exportations de viandes porcines ont toutefois été soutenues grâce à la demande chinoise.

L'excédent des échanges extérieurs de produits laitiers se renforce également. Sur les neuf premiers mois, les importations se réduisent, principalement celles de beurre et de produits frais ; les exportations sont stables, alors même que les ventes de fromages reculent. Les exportations de poudres de lait ont en effet progressé,

portées par une demande mondiale dynamique, dont la logistique n'a pas été perturbée par la pandémie.

En 2020, les prix à la production dans les filières d'élevage sont en léger repli, la baisse des prix des bovins et des volailles n'ayant été que partiellement compensée par la forte augmentation des prix des œufs et des ovins. Pendant le premier confinement, les consommateurs ont privilégié les achats de steaks hachés au détriment des morceaux de qualité dont la valorisation a ainsi baissé, pesant sur les prix d'ensemble des bovins. Les prix à la production porcine progressent légèrement, grâce à leur bonne tenue en début d'année ; ils accusent néanmoins une tendance nettement baissière depuis mai 2020. Les prix du lait reculent, plus particulièrement depuis le mois de mars ; la bonne résistance de la demande mondiale de produits laitiers n'a pas suffi, face à une compétitivité-prix des exportations de l'UE et de la France dégradée par la hausse du taux de change €/\$.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, les prix des intrants baissent, principalement du fait du repli des prix de l'énergie, lié à la récession économique au printemps. Les prix des aliments pour animaux d'élevage diminuent également en moyenne sur un an, ce recul s'observe au 1^{er} semestre ; ensuite, les prix des aliments dépassent légèrement les niveaux de 2019, en lien avec la hausse des cours des matières premières (céréales et tourteaux).

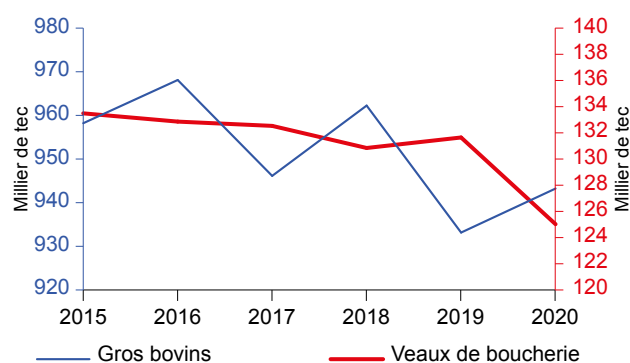
Bovins

En 2020, la production globale de bovins finis s'accroît légèrement en poids sur les neuf premiers mois (+ 0,3 %) mais recule de 1,6 % en têtes. La crise sanitaire, en modifiant la consommation des ménages – demande de steaks hachés issus essentiellement des vaches laitières et baisse de celle de viande de veau –, a eu des effets contrastés selon les filières : chute de la production de veaux de boucherie, hausse de la production de gros bovins finis. En sortie du confinement du printemps, la demande de viande de qualité s'est redressée dans le sillage de la réouverture des restaurants mais celle de viande de veau de boucherie n'a que très faiblement repris. La consommation globale de viande bovine recule légèrement ainsi que les importations. Sur neuf mois, les cours à la production des bovins finis et des veaux de boucherie se replient par rapport à 2019. Après trois années de hausse, les exportations de bovins maigres reculent.

Principaux indicateurs

Graphique 1

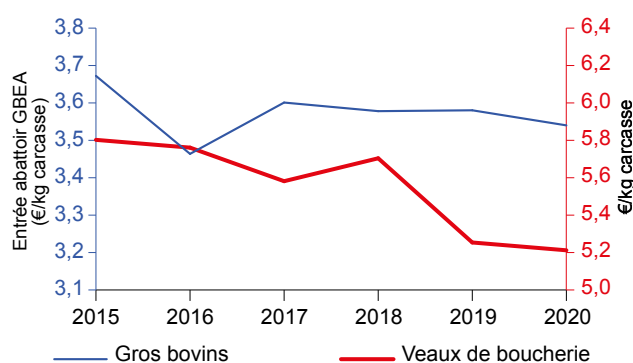
Production de gros bovins et de veaux de boucherie (9 mois*)



Source : Agreste - BDNI traitement SSP

Graphique 2

Cotations de gros bovins et de veaux de boucherie (9 mois*)

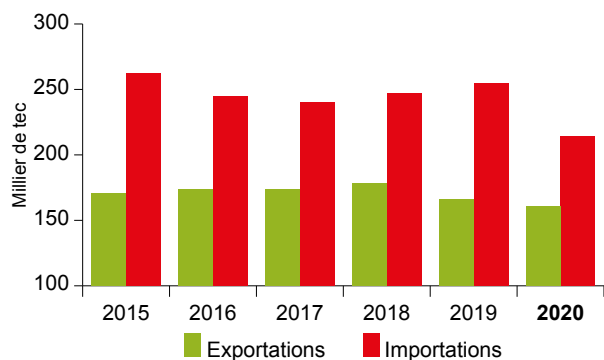


Source : FranceAgriMer

* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3

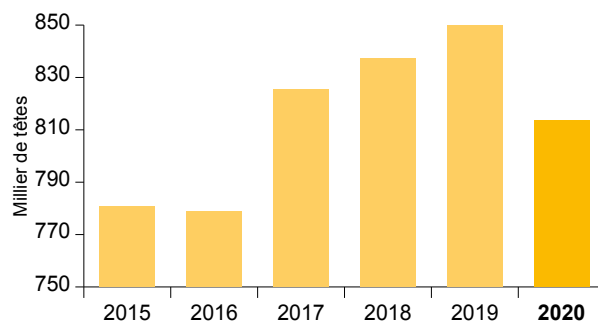
Commerce extérieur de viande bovine (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Graphique 4

Exportations de brouillards (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Repli de la production de bovins finis sur les neuf premiers mois de 2020

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, la production de bovins finis recule de 1,6 % en têtes par rapport au niveau de 2019, mais augmente

légèrement en poids (+ 0,3 %) (*annexe Bovins*). En poids, le net repli de la production de veaux de boucherie (- 5,0 %) est en effet plus que compensé par la hausse de la production de gros bovins (+ 1,1 %) (*graphique 1*). Toutefois, comparée au niveau moyen de la période 2015-

2019, la production de bovins finis est plus faible en têtes et en poids (respectivement - 4,1 % et - 1,6 %). Dans le même temps, les importations et les exportations sont en retrait, conduisant à un déficit du solde du commerce extérieur de bovins vivants finis.

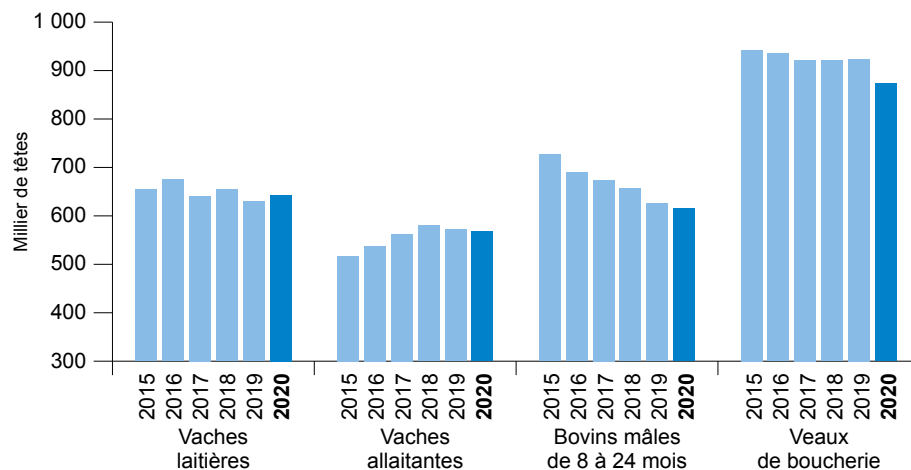
Repli des abattages de bovins en têtes, hausse pour les vaches laitières...

En 2020, les abattages de bovins reculent sur un an, en têtes, conséquence du repli de 5,5 % des abattages de veaux de boucherie et d'une stabilité des abattages de gros bovins.

De janvier à septembre 2020, les abattages de vaches laitières dépassent de 2,1 % le niveau de 2019, tout en restant en deçà de la moyenne quinquennale (- 1,2 %) (*graphique 5*). Au printemps, le confinement lié à la crise sanitaire modifie la demande de viande des consommateurs. La fermeture de la restauration hors domicile (restaurants, cantines professionnelles et scolaires) s'est traduite par une hausse de la demande de steaks hachés des ménages, générant une demande accrue de viande issue de la race laitière. Parallèlement, afin de soutenir le marché du lait, l'interprofession laitière a mis en place pour le mois d'avril une mesure d'incitation à la baisse de production de lait, consistant à indemniser tout éleveur qui acceptait de réduire ses livraisons, ce qui a pu contribuer aussi à la hausse des abattages. Enfin, les difficultés climatiques du printemps et de l'été conduisent les éleveurs à accroître les abattages afin de ne pas être mis en difficulté en fin d'année en cas de manque de fourrage dans les exploitations. Cette hausse des abattages s'inscrit cependant dans une dynamique plus structurelle de décapitalisation engagée les années précédentes qui se traduit par une baisse des effectifs de vaches laitières dans les exploitations. Au 1^{er} octobre 2020, avec 3,9 millions de vaches laitières, le cheptel de vaches laitières français est inférieur de 62 000 têtes aux effectifs au 1^{er} octobre de 2019 et de 85 000 têtes à la situation au 1^{er} octobre 2018.

Sur les neuf premiers mois de 2020, les abattages de vaches allaitantes sont inférieurs de 0,9 % au niveau de 2019 tout en dépassant de 2 % la moyenne 2015-2019. Sur les trois mois du premier confinement, la hausse de la demande en steak

Graphique 5
En 2020, plus de vaches laitières abattues



Source : Agreste - BDNI traitement SSP - Données sur les 9 premiers mois de chaque année

haché au détriment de morceaux issus de viande dite de qualité s'est traduite par une baisse des abattages de vaches allaitantes (- 2,5 % sur un an). La sortie du confinement et la réouverture des restaurants début juin s'accompagnent d'une reprise de la demande hors foyer et donc des abattages de vaches allaitantes en juin et juillet. Toutefois, à compter du mois d'août, ils repartent à la baisse. En poids, sur les neuf premiers mois de 2020, les abattages dépassent de 0,5 % le niveau de 2019 et de 4 % le niveau moyen 2015-2019.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, les abattages de bovins mâles de 8 à 24 mois (79 % des abattages de gros bovins mâles) reculent en têtes : - 1,7 % sur un an et - 8,9 % par rapport à la moyenne quinquennale. Ce nouveau repli s'inscrit dans un contexte de réduction du cheptel de vaches allaitantes et donc des naissances, entamée dès 2013. Ainsi, entre le 1^{er} janvier 2019 et 2020, les effectifs de bovins mâles de 8 à 24 mois fléchissent de 0,6 %. Pendant le confinement du printemps, les animaux ont été maintenus dans les exploitations, augmentant ainsi leur poids moyen à l'abattage sur cette période. Sur l'ensemble des neuf premiers mois, les abattages se maintiennent toutefois en poids.

De janvier à septembre 2020, les abattages de veaux de boucherie

sont les plus pénalisés, en retrait sur un an (- 5,5 % en têtes et - 5 % en poids). En repli constant depuis 2010, la filière des veaux de boucherie subit de plein fouet la crise sanitaire liée à la Covid-19 : de mars à mai 2020, les abattages de veaux de boucherie reculent de 12,2 % par rapport à 2019 (soit - 41 000 têtes). À la différence de la filière ovine, les actions mises en place n'ont pas permis de soutenir la demande qui s'écroule dès le début du confinement. Avec la réouverture des restaurants en juin, les abattages reprennent et dépassent en juin et juillet les niveaux de 2019. À partir du mois d'août, ils sont de nouveau en recul. Constatée dès 2014, l'augmentation du poids moyen des animaux abattus se poursuit en 2020. Entre 2014 et 2020, le poids moyen à l'abattage des veaux de boucherie passe de 138 kg/carcasse en 2014, à 147 kg/carcasse en 2020.

...et un solde du commerce extérieur de bovins finis vivants qui se dégrade

Sur les neuf premiers mois de 2020, les exportations françaises de gros bovins finis, toutes catégories confondues, reculent aussi bien en têtes qu'en poids (*annexe*). Elles restent peu importantes et concernent avant tout les gros bovins mâles (50 % des exportations totales de gros bovins finis) ainsi que les veaux de boucherie (29 % des volumes).

En limitant la demande européenne, la crise sanitaire a perturbé les échanges.

Constituées à 95 % de veaux de boucherie, les importations de bovins finis sont en léger repli (- 1,7 % sur un an). Si les achats en provenance de Belgique sont en hausse (+ 5,9 %), ceux en provenance des Pays-Bas chutent (- 88,7 % sur un an).

À l'équilibre en 2019, le solde du commerce extérieur de bovins vivants finis devient négatif en 2020 (- 4 220 têtes).

En 2020, repli des cours des gros bovins finis et de ceux des veaux de boucherie

En 2020, les cours des gros bovins finis se replient de 4 cts/kg carcasse en moyenne (soit - 1,1 % sur les neuf premiers mois) par rapport à 2019 et aux cours moyens de la période 2015-2019 (*graphiques 2 et 6*).

Déjà en retrait en début d'année par rapport à 2019, les cours des bovins finis chutent nettement entre les semaines 12 et 15 avec la mise en place du confinement et l'incertitude de la profession quant à l'évolution de la demande des consommateurs. À compter de la semaine 16, les cours augmentent jusqu'à mi-juin pour ensuite se maintenir jusqu'à fin

septembre (semaine 40) autour de 3,60 €/kg carcasse.

Ces évolutions varient selon la catégorie de bovins concernés. Ainsi, si les cours des vaches de type « O » (plutôt laitières) se caractérisent par des niveaux inférieurs à ceux de 2019 tout au long de l'année, ceux des vaches de type « R » (vache de qualité supérieure et plutôt de race allaitante) augmentent fortement entre la sortie du confinement (semaine 20 - du 11 mai) et la réouverture des restaurants (semaines 24 à 26). Durant le confinement, la demande de steak haché a permis d'éviter une baisse trop marquée des cours des vaches laitières tandis que la moindre demande de morceaux de qualité a pesé sur les cours des vaches allaitantes mais dans des proportions moins importantes par rapport à 2019. Dès la sortie du confinement et avec la réouverture des restaurants, la demande en viande de qualité supérieure se redresse et tire les cours à la hausse. Au final, de janvier à septembre 2020, le cours moyen des vaches de type « O » (3,07 €/kg carcasse) est inférieur de 4,5 % (- 14 cts/kg carcasse) au niveau de 2019, alors que le cours des vaches « R » dépasse de 1,3 % (+ 5 cts/kg carcasse) le cours de 2019.

S'agissant des jeunes bovins, les cours baissent durant toute la période, y compris après le confinement et la

réouverture des restaurants. Cette viande plutôt destinée à l'exportation s'est heurtée à la baisse de la demande des principaux clients (Italie et Grèce), pénalisés eux aussi par les conséquences économiques de la crise sanitaire. À 3,72 €/kg carcasse en moyenne sur les neuf mois de l'année, le cours est inférieur de 7 cts/kg carcasse à celui de 2019 (- 1,6 %).

Amorcée fin 2019 et se poursuivant début 2020, la reprise sur un an des cours des veaux de boucherie s'interrompt avec le confinement : avec la contraction de la demande, les cours se retrouvent à des niveaux inférieurs à ceux de 2019. La hausse traditionnelle des cours liée à la demande pascale reste limitée. La sortie du confinement et la réouverture des restaurants n'ont pas l'impact attendu sur les cours qui demeurent en retrait par rapport à 2019. À compter de mi-août, la hausse saisonnière est limitée, proche du niveau de 2019. En moyenne sur l'année, les cours sont inférieurs de 0,8 % à ceux de 2019 et de 10,3 % à la moyenne 2015-2019.

Recul de la consommation apparente de viande bovine

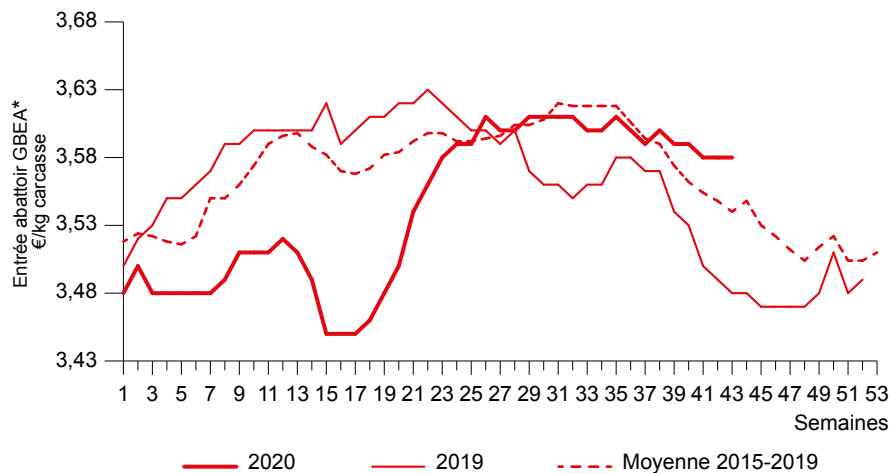
Dans le prolongement de la tendance constatée depuis 2010, et à l'exception du pic de 2018, la consommation apparente de viande bovine (abattages + importations - exportations) recule de 2,7 % sur les neuf premiers mois de 2020 par rapport aux mêmes mois de 2019 et de 3,1 % par rapport à la moyenne quinquennale (*tableau 1*). La baisse a été particulièrement marquée durant les trois mois de confinement : de mars à mai, elle varie de - 8 % à - 15 % sur un an selon le mois.

En 2020, réduction des importations de viande bovine

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, le déficit du commerce extérieur français de viande bovine se réduit, en volume et en valeur par rapport à 2019, passant de - 89 000 tonnes-équivalent-carcasse (tec) à - 54 000 tec et de - 361 millions d'euros à - 227 millions d'euros (*annexe*).

Graphique 6

En 2020, des cours des gros bovins déprimés jusqu'à mi-juin et soutenus ensuite



* Indicateur national FranceAgriMer des prix moyens pondérés (PMP) des gros bovins entrée abattoir (GBEA).
Source : FranceAgriMer

En 2020, les exportations de viande bovine reculent de 3,4 % en volume et de 5,4 % en valeur (*graphique 3*). Ce repli concerne la plupart des échanges avec les principaux partenaires traditionnels : l'Italie (- 4,5 %), la Grèce (- 12,1 %) et l'Espagne (- 16 %). Ces pays touchés par la crise économique générée par la pandémie ont diminué leurs achats de viande ou se sont orientés vers d'autres fournisseurs, notamment la Pologne. Parallèlement, une demande émerge en provenance d'Israël et de plusieurs pays asiatiques (Hong Kong, Chine et Viêt Nam).

Les importations de viande bovine fléchissent (- 16 % en volume et en valeur). Pendant le confinement, les ménages ont privilégié la viande d'origine française, limitant de ce fait les besoins d'importation des opérateurs. Les importations françaises en provenance de tous les pays fournisseurs, à l'exception des flux venant de Pologne, diminuent.

Des exportations de bovins maigres en repli et des cours à la production plutôt déprimés

Sur les neuf premiers mois de 2020, les exportations totales de bovins maigres (ou broutards) reculent de 4,2 % sur un an, tout en se maintenant par rapport à la moyenne 2015-2019 (*graphique 4 - annexe*).

Le marché des broutards regroupe deux types d'animaux : les broutards légers, dont le poids vif est compris entre 160 et 300 kg, et les broutards lourds (mâles ou femelles), de plus de 300 kg vif. Les évolutions sont disparates entre catégories (*graphique 7*). Les ventes de broutards lourds de plus de 300 kg (84 % des exportations de broutards français en 2020) augmentent de 1,6 % (+ 10 900 têtes sur un an). Cette hausse ne suffit pourtant pas à compenser le repli des ventes d'animaux légers qui reculent de 26,6 %, à - 47 000 têtes, prolongeant la tendance à la baisse engagée depuis 2017.

Tableaux 1

Consommation apparente de viande bovine

	2020	2020/2019	2020/Moyenne 2015-2019
			%
Abattages bovins (tec*) (a)	1 066	0,4	- 1,2
Importations de viande bovine (tec) (b)	214	- 16,0	- 14,2
Exportations de viande bovine (tec) (c)	161	- 3,4	- 6,9
Consommation apparente (tec) (a + b - c)	1 120	- 2,7	- 3,1

* tec : tonne-équivalent-carcasse.

Source : Agreste - Cumul de janvier à septembre

Près de 95 % des broutards lourds sont destinés au marché européen, dont 85 % rien que pour l'Italie. Depuis 2019, ce pays recentre sa demande sur les broutards mâles : + 13,9 % en 2020, soit + 56 000 animaux sur un an, au détriment des exportations de broutards lourds femelles (- 19 % d'exportations, soit - 36 000 têtes). En parallèle, l'Algérie conforte sa seconde place comme débouché après l'Italie pour ce type d'animaux, malgré un repli (- 28,8 % sur un an, soit - 8 600 animaux).

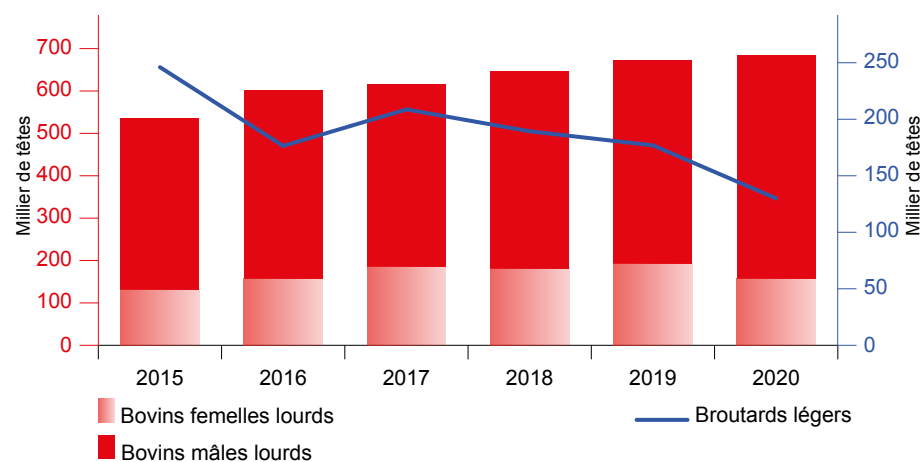
Dans le même temps, les exportations de broutards légers reculent pour la troisième année consécutive, conséquence de la contraction des demandes espagnole (- 29,7 %

soit 29 700 têtes) et italienne (- 24,1 % soit 16 700 têtes). Seule la demande algérienne se maintient sur ce marché.

Sur les neuf premiers mois de 2020, les cours des bovins maigres sont inférieurs de 5,5 % au niveau de 2019 et de 3,1 % aux cours moyens de la période 2015-2019. En deçà des niveaux de 2019 durant toute la période, ils ont été peu affectés par le confinement. Les incertitudes du marché italien dans un contexte de crise économique et les conditions climatiques estivales pèsent sur les cours. Ils restent peu soutenus, malgré un déficit d'offre dans les exploitations, conséquence du repli du cheptel de vaches allaitantes.

Graphique 7

En 2020, hausse des exportations de bovins lourds et repli de celles de broutards légers



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

Annexe - Bovins

Production

	Abattages			Exportations animaux finis			Importations animaux finis			Production bovins finis		
	2020	2020/2019 (%)	2020/Moy. 2015-2019 (%)	2020	2020/2019 (%)	2020/Moy. 2015-2019 (%)	2020	2020/2019 (%)	2020/Moy. 2015-2019 (%)	2020	2020/2019 (%)	2020/Moy. 2015-2019 (%)
en têtes												
TOTAL BOVINS	3 319 723	-1,5	-2,0	36 331	-11,9	-10,8	40 551	-1,7	+59,0	3 315 503	-1,6	-4,1
Veaux de boucherie	873 286	-5,5	-0,5	10 466	-6,1	-2,9	38 619	-1,8	+86,2	845 133	-5,7	-8,1
GROS BOVINS	2 446 437	+0,0	-2,5	25 865	-14,1	-13,4	1 932	+0,4	-60,0	2 470 370	-0,1	-2,7
Vaches	1 210 722	+0,7	-0,2	2 646	-37,1	+13,5	1 301	-0,8	-11,3	1 212 067	+0,6	+0,4
Génisses	458 051	+0,7	+2,0	5 023	+43,1	+2,6	12	-	-	463 062	+1,0	+3,0
Gros bovins mâles	777 664	-1,3	-8,0	18 196	-18,7	-19,1	619	+1,0	-81,6	795 241	-1,8	-9,8
en tec												
TOTAL BOVINS	1 066 447	+0,4	-1,6	7 172	-13,5	-16,3	5 360	-2,5	+67,5	1 068 259	+0,3	-1,6
Veaux de boucherie	128 533	-5,0	+1,7	1 366	-2,6	-2,9	4 877	-3,1	+133,9	125 022	-5,0	-5,5
GROS BOVINS	937 914	+1,2	-2,1	5 806	-15,8	-18,5	483	+3,4	-58,7	943 237	+1,1	-1,1
Vaches	444 412	+1,6	+0,4	628	-34,3	+5,2	343	-2,0	-2,1	444 697	+1,6	+2,0
Génisses	167 925	+2,2	+2,2	1 041	+32,8	+4,7	1	-	-	168 966	+2,3	+4,6
Gros bovins mâles	325 577	+0,1	-7,1	4 137	-19,7	-24,3	139	+18,8	-84,8	329 574	-0,2	-7,4

Source: Agreste-DGDDI (Douanes) - BDNI - Données de janvier à septembre

Exportations françaises de viande bovine (avec onglet et hampe)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	20/19 (%)
Millier de tec							
Monde	171,2	173,7	173,6	177,9	166,2	160,6	-3,4
Italie	61,1	60,7	57,2	56,0	51,7	49,3	-4,5
Grèce	33,4	34,8	33,3	33,7	33,2	29,2	-12,1
Allemagne	32,6	33,9	33,3	32,9	30,6	31,7	+3,5
Autres pays	34,2	34,0	38,4	40,5	34,4	35,0	+1,9
Million d'euros							
Monde	719	715	726	760	720	681	-5,4
Italie	286	277	271	263	247	231	-6,3
Grèce	124	125	120	128	124	110	-11,4
Allemagne	141	143	142	145	139	141	+1,4
Autres pays	169	170	193	225	209	198	-5,4

Source : Agreste DGDDI (Douanes) - données de janvier à septembre

Importations françaises de viande bovine (avec onglet et hampe)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	20/19 (%)
Millier de tec							
Monde	262	245	240	247	255	214	-16,0
Pays-Bas	59	59	57	60	62	53	-14,9
Allemagne	47	43	43	44	43	30	-30,9
Irlande	44	44	42	41	45	41	-10,1
Pologne	22	19	22	26	22	22	+2,2
Autres pays	90	81	77	76	83	69	-17,1
Million d'euros							
Monde	1 074	990	983	1 042	1 081	907	-16,1
Pays-Bas	271	253	249	263	282	233	-17,5
Allemagne	190	169	169	169	166	115	-30,5
Irlande	161	153	149	159	173	162	-6,6
Pologne	60	50	61	79	68	70	+2,1
Autres pays	79	68	70	2,1	391	328	-16,2

Source : Agreste DGDDI (Douanes) - données de janvier à septembre

Exportations françaises de broutards

Millier de têtes		2015	2016	2017	2018	2019	2020	20/19 (%)
Monde	Broutards légers	246	176	209	189	177	130	-26,6
	Broutards femelles lourds	131	158	186	181	193	157	-18,4
	Broutards mâles lourds	404	444	430	467	480	527	9,7
	TOTAL	781	779	826	837	850	814	-4,2
dont Italie	Broutards légers	83	73	89	71	69	53	-24,1
	Broutards femelles lourds	126	150	182	177	189	153	-19,2
	Broutards mâles lourds	345	380	372	400	404	460	13,9
	TOTAL	553	603	643	648	662	665	0,5
dont Espagne	Broutards légers	75	71	113	111	100	70	-29,7
	Broutards femelles lourds	2	4	2	3	3	2	-23,9
	Broutards mâles lourds	14	15	16	22	18	17	-4,4
	TOTAL	91	90	131	136	120	89	-25,8

Source : Agreste DGDDI (Douanes) - données de janvier à septembre

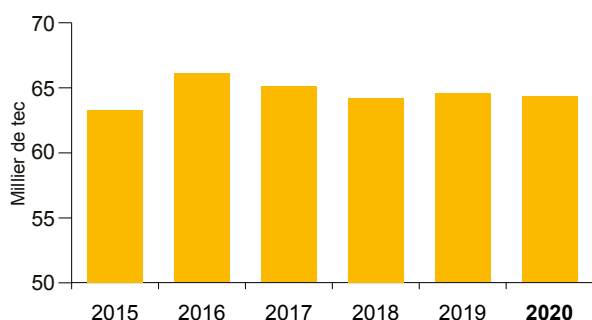
Ovins

Sur les neuf premiers mois de 2020, la production ovine recule sur un an, de 0,7 % en têtes et de 0,3 % en poids. Les abattages d'agneaux sont quasiment stables, ceux d'ovins de réforme reculent. Les cours de l'agneau sont en nette hausse sur la période. Le premier confinement les a fragilisés en mars, pour ensuite les soutenir dès la première semaine d'avril. Depuis ils n'ont cessé de progresser jusqu'à atteindre des niveaux élevés en septembre. La fermeture de la restauration hors foyer et la mise en avant de l'agneau français ont eu deux effets très marqués : l'augmentation de la consommation à domicile et la réduction des importations de viande ovine. La consommation de viande recule globalement et la part de la production issue des exploitations françaises s'accroît.

Principaux indicateurs

Graphique 1

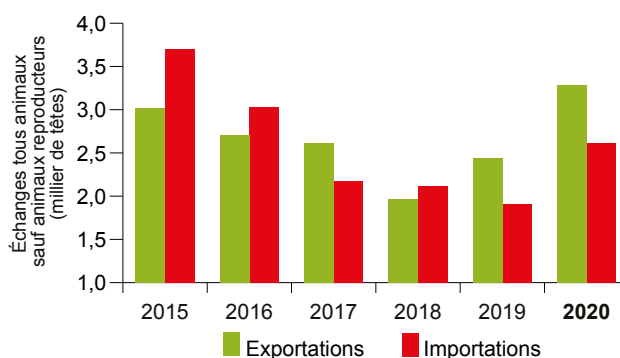
Production ovine en poids (9 mois*)



Source : Agreste

Graphique 2

Commerce extérieur d'ovins vivants en têtes (9 mois*)

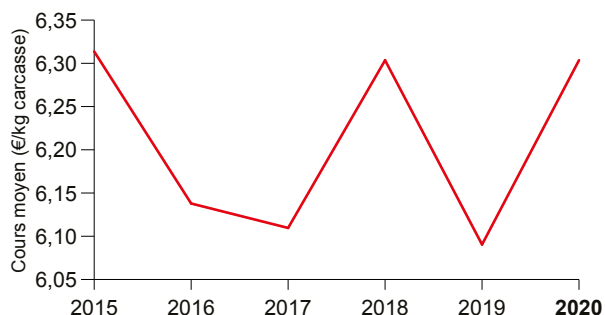


Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3

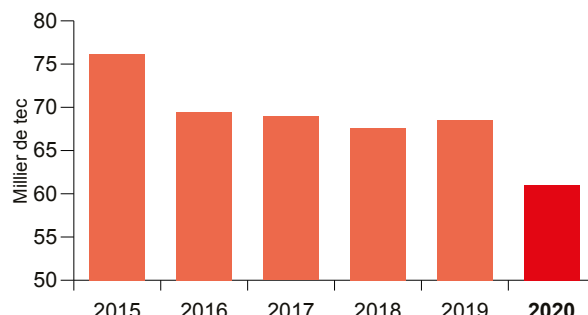
Cotations des agneaux (9 mois*)



Source : FranceAgriMer

Graphique 4

Importations de viande ovine en poids (9 mois*)



Sources : DGDDI (Douanes), Agreste

En 2020, repli de la production ovine en poids

Après s'être redressée en 2019, rompant ainsi avec trois années de repli, la production ovine française (sommes des abattages totaux d'ovins et du solde du commerce extérieur d'ovins vivants) repart à la baisse en 2020 (graphique 1 - annexe Ovins). Sur les neuf premiers mois de l'année, elle recule de 0,7 % en têtes et 0,3 % en poids, dans un contexte

de contraction des importations et de dynamisme des exportations d'ovins vivants (graphique 2).

De janvier à septembre 2020, les abattages totaux d'ovins sont inférieurs de 0,6 % en têtes et en poids à ceux de 2019. Ce repli concerne uniquement les ovins de réforme (12,5 % des ovins abattus), les abattages d'agneaux se maintenant quasiment (en têtes et en poids). Perturbés au début du premier

confinement, à l'approche de Pâques, les abattages ont été soutenus par les actions mises en œuvre par la filière, en lien avec les grandes et moyennes surfaces et la boucherie artisanale, pour favoriser l'agneau français, et par l'émergence d'initiatives locales. À partir de fin avril, en lien avec la fin du Ramadan, la sortie du confinement ainsi que la réouverture des restaurants, les abattages retrouvent un profil plus habituel.

Par rapport à la période 2015-2019, le repli des abattages d'agneaux est plus marqué (- 1,5 % en têtes, soit - 42 000 animaux). Ceux d'ovins de réforme fléchissent plus (- 6,2 %, soit -27 200 têtes). Ces évolutions se situent dans un contexte de recul généralisé des effectifs de femelles reproductrices dans les exploitations françaises comme dans les autres principaux pays producteurs européens depuis 2010. Entre fin 2018 et fin 2019, les effectifs reproducteurs ovins dans les sept principaux pays producteurs européens (Royaume-Uni compris) ont de nouveau diminué (- 611 000 têtes), après un repli de 688 000 têtes, entre 2017 et 2018. Cette situation conduit à un recul des naissances qui pourrait induire à terme un déficit d'offre de viande ovine sur le marché européen.

Net redressement des exportations d'ovins vivants et recul marqué des importations

Entamée en 2019, la hausse des exportations françaises d'ovins vivants se poursuit à un rythme soutenu en 2020 (+ 18,8 % en têtes et + 34,6 % en poids sur les neuf premiers mois) (*graphique 2 - annexe*). Elle est imputable aux ventes d'agneaux (plus de 70 % des ventes totales d'ovins). Les exportations d'animaux vers les clients traditionnels de la France, l'Espagne et l'Italie, augmentent de respectivement 4,7 % et 21,8 % en têtes. En parallèle, de nouveaux pays apparaissent ponctuellement, soit au sein du marché européen (Allemagne et Pologne), soit hors de l'UE (Israël).

Sur la même période, les importations d'ovins vivants s'accroissent quasiment dans les mêmes proportions en têtes et en poids (respectivement + 33,7 % et + 36,4 % sur un an). En net repli de janvier à avril 2020 par rapport à 2019, elles se redressent à compter de la fin du confinement, en mai. La hausse est particulièrement marquée pendant l'été, afin de répondre à la demande liée à la fête de l'Aïd-El-Kébir. La part des agneaux est plus importante que les années précédentes (95 % des ovins importés contre 90 %). Après un creux en 2019, les achats d'agneaux en provenance d'Espagne

sont en hausse (+ 37,2 % en têtes sur les neuf premiers mois de 2020). Les animaux achetés aux Pays-Bas augmentent également (+ 33,4 % en têtes sur un an). À compter des mois de mai et de juin, de nouveaux fournisseurs apparaissent sur le marché français, notamment le Portugal et la Hongrie.

Des cours nettement en hausse sur les neuf premiers mois de 2020

En moyenne sur les neuf premiers mois de 2020, le cours de l'agneau dépasse en moyenne de 52 cts/kg carcasse (soit + 8,5 %) le niveau bas de 2019, retrouvant ainsi son niveau de 2018 (*graphique 3*). Ces niveaux de prix sont largement expliqués par les effets de la crise sanitaire qui leur confère ainsi une évolution assez atypique tout au long de l'année (*graphique 5*).

Sur les deux premiers mois de l'année, le cours de l'agneau est supérieur à celui de 2019 et à la moyenne des cours de la période 2015 à 2019. La concurrence limitée des produits d'importation, associée à une offre limitée d'animaux dans les exploitations, soutient les cours. La mise en place du premier confinement (semaines 12 à 14) et, dans son sillage, l'arrêt de la consommation hors domicile, entraînent une chute des cours d'autant plus inhabituelle pour les producteurs que la fête de Pâques est proche. À partir de la

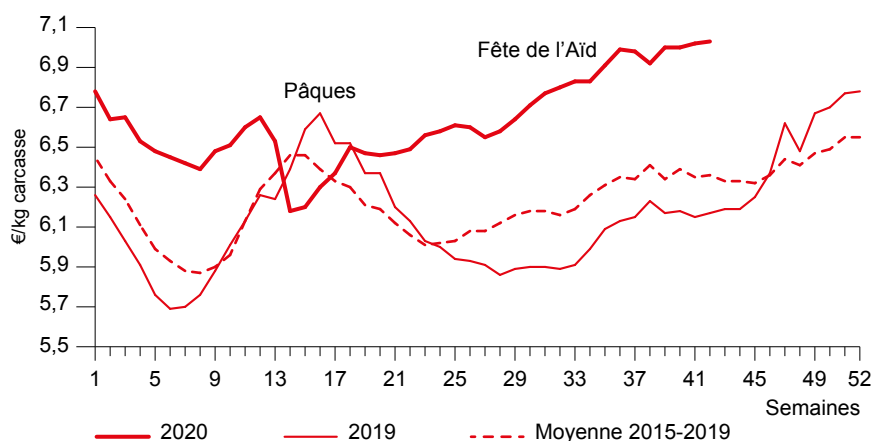
semaine 15, la mise en avant de l'agneau français par l'ensemble de la filière permet de redynamiser la demande qui tire alors les cours à la hausse. Alors que l'offre reste limitée, la demande en agneaux se maintient après Pâques, avec la sortie du confinement (semaine 20), la fête de fin du Ramadan (semaine 21) et la réouverture des restaurants (semaine 23). À la différence des autres années, le cours de l'agneau ne recule quasiment pas durant l'été. À compter de juillet, la fête de l'Aïd-El-Kébir, qui a eu lieu le 31 juillet en 2020 (le 11 août en 2019), contribue à soutenir le cours de l'agneau qui reste alors à des niveaux historiquement élevés.

Nouvelle baisse des importations de viande ovine en 2020 largement expliquée par le confinement

Déjà en baisse régulière depuis 2010, à l'exception d'une légère hausse en 2019, les importations de viande ovine sont de nouveau en repli en 2020 sur un an : de façon nette en volume (- 11,6 %) et moins marquée en valeur (- 2,5 %) (*graphique 4*). À compter de mi-mars, avec le confinement, la demande se recentre sur l'agneau français et les importations chutent. La suspension de la consommation hors domicile, la préférence accordée à l'agneau français et la baisse des achats des industries agroalimentaires se traduisent par un recul d'un quart des importations de viande sur la

Graphique 5

En 2020, profil atypique pour le cours de l'agneau suite à la crise sanitaire



Source : FranceAgriMer

période de mars à mai 2020. Elles repartent légèrement à la hausse avec la fête de l'Aïd-El-Kébir, décalée par rapport à 2019. Sur les mois de juillet et août 2020, elles dépassent de 0,5 % en moyenne le niveau de 2019.

Sur les neuf premiers mois de 2020, la France augmente ses achats à l'Irlande (+ 12,6 % sur un an) (*graphique 6*). Après une année 2019 au cours de laquelle le Royaume-Uni avait anticipé le Brexit et les nouvelles règles à venir en augmentant significativement ses abattages d'ovins et ses ventes de viande, les importations françaises de viande anglaise baissent de 13,9 % par rapport à 2019, retrouvant ainsi leur niveau de 2018. Les importations diminuent aussi en provenance de Nouvelle-Zélande (- 28 %), et d'Espagne (- 23 %).

Les importations de viandes fraîches et réfrigérées (83 % des importations totales en 2020) reculent de 11 % sur un an. Le repli des viandes congelées atteint 21,8 %.

En 2020, la baisse des importations s'insère dans un contexte de repli de la consommation apparente de viande ovine (- 5,3 %) quasiment constant depuis plusieurs années. En revanche, la part de la viande importée dans la consommation totale diminue, de 54,5 % en 2019 à 51,2 % en 2020.

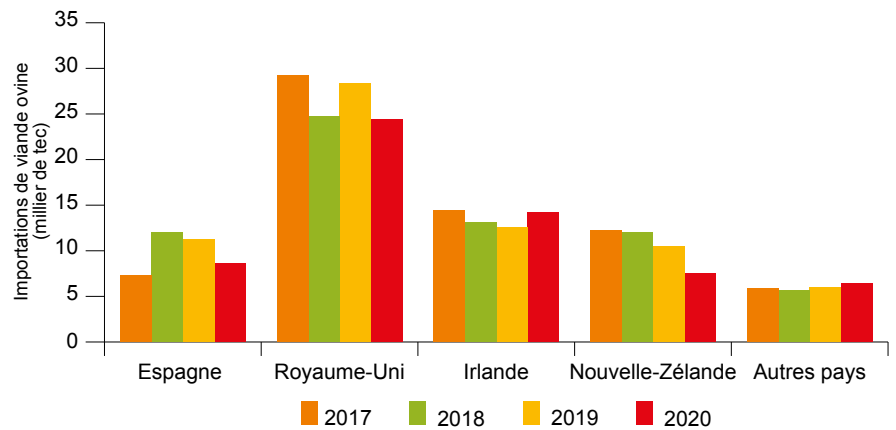
La baisse de la consommation apparente est confirmée sur le seul champ de la consommation des ménages à domicile. Sur les

neuf premiers mois de 2020, la consommation recule de 6,4 % (*graphique 7*). De mars à avril, en période de premier confinement, les achats de viande ovine par les

ménages augmentent fortement, dépassant de 24 % en mars et de 88 % en avril les niveaux de 2019 pour ensuite, dès le mois de mai, repartir à la baisse.

Graphique 6

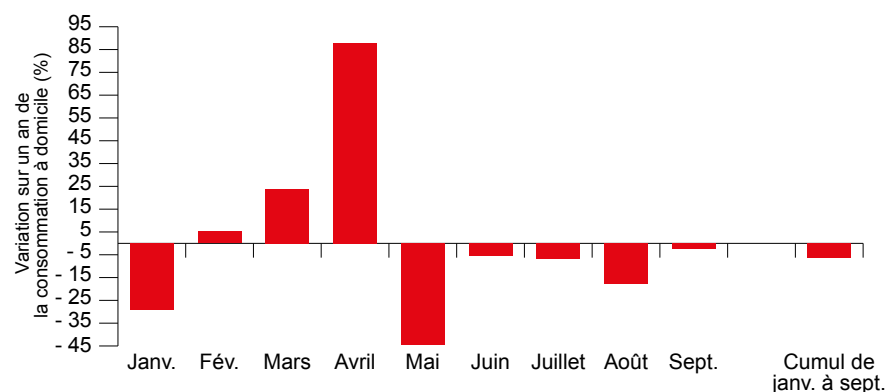
En 2020, seules les importations françaises de viande irlandaise s'accroissent



Source : Agreste - DGDDI (Douanes) de janvier à septembre

Graphique 7

Hausse des quantités de viande ovine achetée par les ménages en mars et avril 2020



Source : FranceAgriMer - Enquête Kantar WorldPanel

Annexe - Ovins

Production ovine, commerce extérieur d'animaux vivants et abattages

	Abattages			Exportations animaux vivants			Importations animaux vivants			Production Ovins		
	2020	2020/2019 (%)	2020/Moy. 2016-2019 (%)	2020	2020/2019 (%)	2020/Moy. 2016-2019 (%)	2020	2020/2019 (%)	2020/Moy. 2016-2019 (%)	2020	2020/2019 (%)	2020/Moy. 2016-2019 (%)
en têtes												
Total OVINS	3 282 468	- 0,6	- 2,1	241 100	+ 18,8	+ 7,6	172 795	+ 33,7	- 9,5	3 350 773	- 0,7	- 1,0
Agneaux	2 872 516	- 0,0	- 1,5	167 738	+ 7,2	- 7,0	163 596	+ 41,4	- 2,2	2 876 658	- 1,3	- 1,8
Ovins de réforme	409 952	- 4,3	- 6,2	73 362	+ 58,0	+ 67,6	9 199	- 32,1	- 61,1	474 115	+ 2,8	+ 3,7
en tec												
Total OVINS	63 671	- 0,6	- 1,6	3 284	+ 34,6	+ 28,8	2 609	+ 36,4	+ 0,9	64 346	- 0,3	- 0,5
Agneaux	52 626	- 0,3	- 0,9	1 367	+ 13,5	- 2,0	2 391	+ 51,1	+ 22,7	51 602	- 1,6	- 1,8
Ovins de réforme	11 045	- 1,7	- 4,6	1 917	+ 55,2	+ 66,0	218	- 34,0	- 65,7	12 744	+ 5,0	+ 5,4

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Abattages - Exportations et importations d'ovins vivants par année

	Abattages (milliers de têtes)			Abattages (milliers de tec)		
	Ovins	Agneaux	Ovins de réforme	Ovins	Agneaux	Ovins de réforme
2015	3 328,4	2 897,2	431,2	64,0	52,6	11,4
2016	3 445,3	3 009,9	435,4	66,4	54,8	11,6
2017	3 351,4	2 906,3	445,0	64,6	52,9	11,7
2018	3 332,8	2 886,8	446,0	64,4	52,5	11,9
2019	3 302,2	2 873,8	428,4	64,0	52,8	11,2
2020	3 282,5	2 872,5	410,0	63,7	52,6	11,0

Source : Agreste

	Exportation d'ovins vivants (milliers de têtes)			Exportation d'ovins vivants (milliers de tec)		
	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants
2015	254,4	213,6	40,8	3,0	1,8	1,2
2016	240,6	200,4	40,2	2,7	1,5	1,2
2017	237,6	187,3	50,3	2,6	1,4	1,2
2018	185,1	144,0	41,1	2,0	1,0	1,0
2019	202,9	156,5	46,4	2,4	1,2	1,2
2020	241,1	167,7	73,4	3,3	1,4	1,9

Source : Agreste, Douanes (DGDDI)

	Importation d'ovins vivants (milliers de têtes)			Importation d'ovins vivants (milliers de tec)		
	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants	Total Ovins	Agneaux jusqu'à l'âge d'1 an, vivants	Ovins de plus d'1 an vivants
2015	278,0	237,6	40,4	3,7	1,1	1,1
2016	221,2	192,5	28,7	3,0	0,9	0,8
2017	167,3	148,1	19,3	2,2	0,9	0,6
2018	158,5	142,1	16,3	2,1	1,0	0,4
2019	129,3	115,7	13,5	1,9	0,8	0,3
2020	172,8	163,6	9,2	2,6	0,8	0,2

Source : Agreste, Douanes (DGDDI)

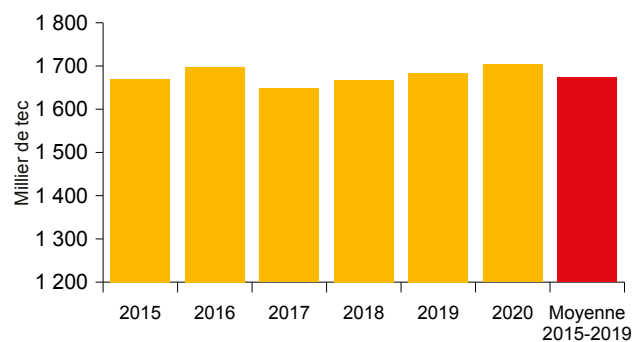
Porcins

Dans un contexte de marché européen toujours soutenu par les achats asiatiques de viande porcine à la suite de la peste porcine africaine, la production française est stable sur un an en têtes, mais progresse en poids sur les neuf premiers mois de 2020. Les exportations françaises de viande porcine sont étales, tout en restant très dynamiques vers la Chine : + 35 % sur un an. Les importations se replient pour la deuxième année consécutive, notamment pendant le premier confinement. La consommation de porc baisse, la hausse de la consommation à domicile durant le confinement n'ayant pas compensé la fermeture de la restauration hors domicile. À la différence de 2019, les cours européens et français s'orientent à la baisse sous l'effet de la concurrence des exportations américaines et de l'impact de la Covid. En outre, l'apparition d'un foyer de peste porcine en Allemagne et la deuxième vague de l'épidémie de coronavirus assombrissent les perspectives du marché européen pour la fin d'année.

Principaux indicateurs

Graphique 1

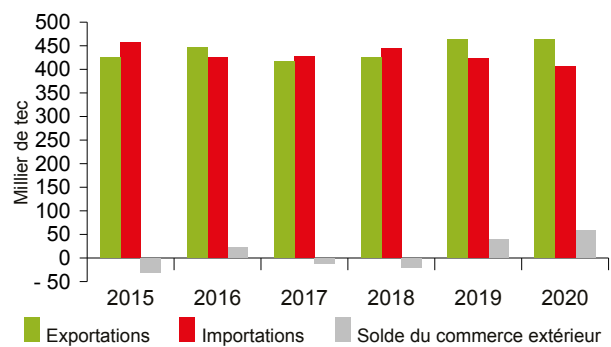
Production en poids (9 mois*)



(Production = abattages corrigés du commerce extérieur des animaux vivants).
Source : Agreste

Graphique 2

Commerce extérieur de viande porcine en poids (9 mois*)

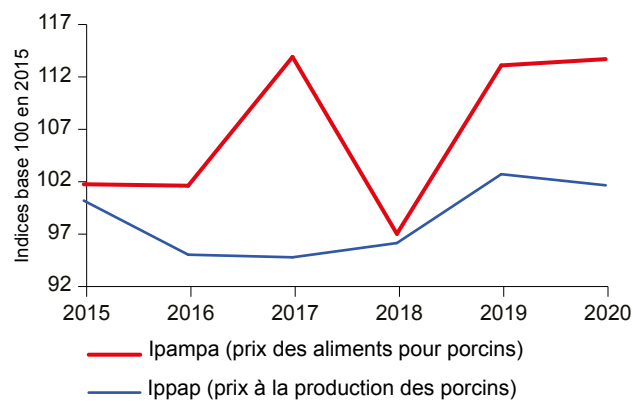


Source : DGDDI (Douanes)

* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3

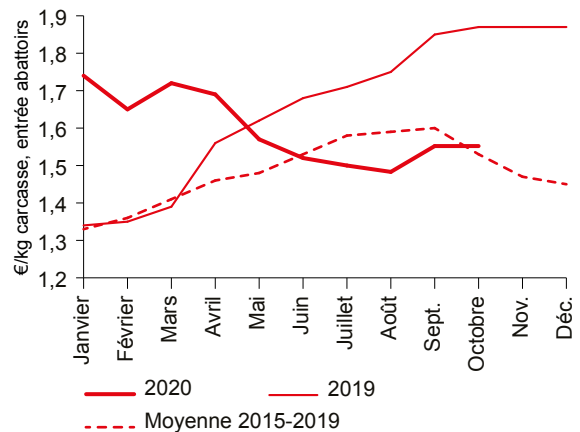
Prix à la production du porc et coût des aliments pour porcins (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

Graphique 4

Cotations mensuelles du porc charcutier E + S



Source : FranceAgriMer (RNM)

En 2020, le marché porcin européen reste fortement soutenu par la demande asiatique

En 2020, les échanges mondiaux de viande porcine sont, comme en 2019, largement dépendants de la demande asiatique. Depuis l'apparition de la

peste porcine africaine (PPA) en 2018 et la chute de sa production, l'Asie, et plus particulièrement la Chine, importe massivement d'Europe et des États-Unis. L'Europe est ainsi le premier fournisseur de viande de porc en Chine, devant les États-Unis (encadré 1).

En 2020, stabilité de la production porcine française en têtes

Sur les neuf premiers mois de 2020, la production porcine française (abattages et exportations nettes des importations d'animaux vivants) est stable en têtes, comparée à la

moyenne 2015-2019 et sur un an (- 0,1 %), après une légère hausse en 2019 (+ 0,5 %).

En volume, la production porcine est supérieure à la moyenne sur cinq ans (+ 1,8 %) (*graphique 1 - annexe Porcins*). Elle continue de progresser sur un an (+ 1,1 %, comme en 2019), compte tenu du poids élevé des carcasses lié à l'optimisation

et à l'allongement de la durée d'engraissement, souvent à la suite de la fermeture de certains abattoirs.

Augmentation des exportations de porcs vivants vers l'Espagne

En 2020, les exportations de porcs vivants français progressent de 34 % en têtes, sous l'effet du dynamisme de la demande espagnole (+ 157 %),

l'offre porcine intérieure ne suffisant pas à satisfaire ses capacités d'abattage (en augmentation). 42 % des porcs exportés par la France sont désormais destinés à l'Espagne, et 45 % partent vers la Belgique.

Les exportations de porcs représentent 3,5 % de la production en têtes (2,6 % en 2019).

Encadré 1

Baisse de la production mondiale depuis 2019 due à l'épizootie de peste porcine africaine

Apparue en Chine en août 2018, la peste porcine africaine (PPA) se propage en 2019 en Asie, décimant une part importante de son cheptel porcin et conduisant à une chute de sa production (- 18 %) et de la consommation (- 16 %) selon la FAO, malgré la hausse de ses importations. L'épizootie s'étend vers l'ouest de l'Europe, notamment en Pologne, puis en Belgique en septembre 2019 et enfin en Allemagne, en septembre 2020.

L'UE, premier fournisseur de viande porcine à la Chine

En 2020, les importations asiatiques de viande de porc seraient de nouveau en hausse (+ 11 % selon la FAO). En 2019, elles avaient augmenté de 18 % sans pour autant parvenir à couvrir tous les besoins.

Sur les sept premiers mois de 2020, les exportations européennes de produits porcins augmentent très fortement vers la Chine (+ 118 % en volume sur un an) (*tableau 1*). Avec une consommation plutôt morose et un ralentissement des échanges intra-UE en 2020, sur fond de production européenne relativement stable, le débouché asiatique contribue à la fluidité du marché européen.

L'UE se positionne comme le premier fournisseur de la Chine mais elle est fortement concurrencée par les

États-Unis, le Canada et le Brésil, plus compétitifs en termes de prix. Aux États-Unis, les exportations vers la Chine offrent un appel d'air à une production porcine en forte croissance.

Les exportations européennes en volume s'accompagnent d'une forte valorisation (+ 188 % en valeur).

Les volumes exportés vers la Chine n'ont pas souffert du premier confinement, les exportations atteignant un pic en avril et mai 2020.

En 2021, la demande chinoise devrait perdurer

En 2020, en l'absence de vaccin, la production de la zone asiatique continuerait de diminuer (- 7 %) tandis que les importations de viande porcine augmenteraient (+ 11 %), selon le ministère de l'Agriculture des États-Unis (USDA). Par conséquent, les exportations françaises vers la Chine pourraient rester soutenues en 2021.

Toutefois, selon FranceAgriMer et l'USDA, la Chine espère pouvoir reconstituer 80 % de son cheptel fin 2021 grâce à la construction (retardée) de grands complexes de production, laissant ainsi présager un ralentissement de ses importations de viande porcine à moyen terme.

Tableau 1

En 2020, forte hausse des exportations de viandes porcines européennes vers la Chine

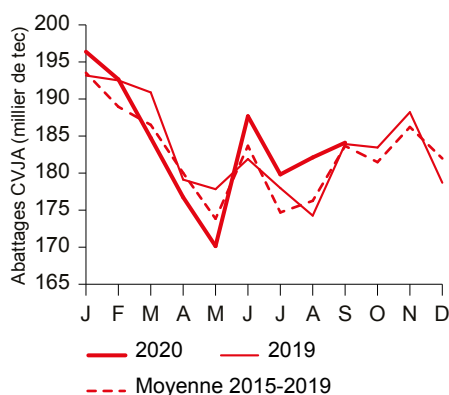
	Exportations viande porcine				dont vers la Chine			
	2020	2020/2019	2020	2020/2019	2020	2020/2019	2020	2020/2019
	Millier de tonnes	%	Million €	%	Millier de tonnes	%	Million €	%
UE 27	4 656	3,8	11 825	20	1 225	118	3 088	188
Espagne	1 164	21,6	3 160	35	4 573	151	1 140	216
Allemagne	998	- 0,5	2 665	17	264	98	682	176
France	273	- 0,5	602	15	56	22	134	48

Source : Eurostat (7 mois)

En 2020, les abattages en légère hausse en volume sur un an

En 2020, les abattages se stabilisent quasiment en poids sur un an (+ 0,3 après + 0,8 % en 2019) et progressent légèrement par rapport à la moyenne 2015-2019 (+ 0,7 %) (*annexe*). Ils s'inscrivent dans un contexte de relative stabilité de l'offre de viande disponible dans l'UE (*encadré 2*). En retrait marqué durant la période de premier confinement, les abattages se redressent nettement de juin à août (*graphique 5*).

Graphique 5
En 2020, baisse marquée des abattages pendant le confinement



Source : Agreste

Nouveau recul des importations de viande porcine, notamment en provenance d'Espagne

En 2020, les importations françaises de viande et graisse porcine se replient de nouveau en volume (- 3,9 % sur un an, après - 4,9 % en 2019) (*graphique 2 - annexe*), conséquence du tassement de la consommation mais aussi des moindres disponibilités pour les échanges intracommunautaires. Les principaux pays exportateurs (Espagne, Allemagne, Danemark et Pays-Bas) ont en effet été incités à réorienter une partie de leur offre vers les marchés asiatiques. L'Espagne, principal fournisseur de viande porcine de la France, est également devenue le premier fournisseur mondial de la Chine, réduisant de fait ses volumes vers la France (- 6 % en 2020). Ce repli en provenance d'Espagne représente 80 % de la baisse totale des volumes importés par la France.

Encadré 2

Sur les sept premiers mois de 2020, les abattages de porcins sont stables en volume dans l'UE

Sur les sept premiers mois de 2020, les abattages porcins sont quasiment stables en volume dans l'Union européenne (- 0,3 %, après - 1,0 % en 2019) (*tableau 2*). À l'image de la situation française, le poids moyen élevé des porcs compense le recul des abattages en têtes (- 1,2 % sur un an).

La stabilité des abattages cache cependant des disparités entre pays. Avec le développement de ses capacités d'abattage et son orientation accrue vers le grand export depuis 2019, l'Espagne se positionne juste derrière l'Allemagne. De son côté, principal producteur européen, l'Allemagne réduit chaque année un peu plus ses volumes. Touchée par

la PPA depuis 2014, la situation de la Pologne continuerait de se dégrader, ce qui pénaliserait sa production (- 5,4 %).

Tableau 2
En 2020, quasi-stabilité de l'offre européenne de viande

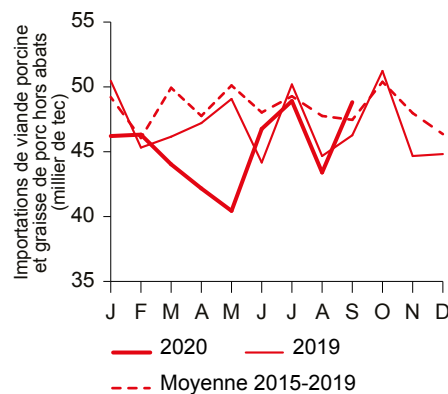
Principaux pays	Millier de tonnes	2020/2019 (%)
UE 27	13 228	- 0,3
Allemagne	2 964	- 1,6
Espagne	2 918	6,2
France	1 284	- 0,2
Pologne	1 094	- 5,4
Pays-Bas	935	0,3
Danemark	917	7,3

Source : Eurostat (7 mois)

Durant le premier confinement, les importations reculent nettement (*graphique 6*), en lien avec le ralentissement de l'activité des salaisons et des industries agroalimentaires, puis se redressent progressivement.

En valeur, les importations renchérissent de 4,4 %, compte tenu des niveaux très soutenus des cours mondiaux qui atteignent leur niveau maximum en janvier 2020 (3,13 €/kg).

Graphique 6
Recul marqué des importations de viande porcine pendant le confinement



Source : DGDDI (Douanes)

Les exportations se stabilisent en volume à des niveaux élevés

En 2020, les exportations françaises de viande et graisse porcine se stabilisent (+ 0,3 % en volume sur un an, après + 9,0 % en 2019) (*graphique 2 - annexe*). Comparées au niveau moyen 2015-2019, les exportations progressent de façon plus marquée (+ 6,7 %). L'essor de la demande chinoise se poursuit (+ 35 %, après + 79 % en 2019), ainsi que celui de la demande néerlandaise (+ 17 %, après + 39 % en 2019). Les hausses sont toutefois un peu moins soutenues qu'en 2019.

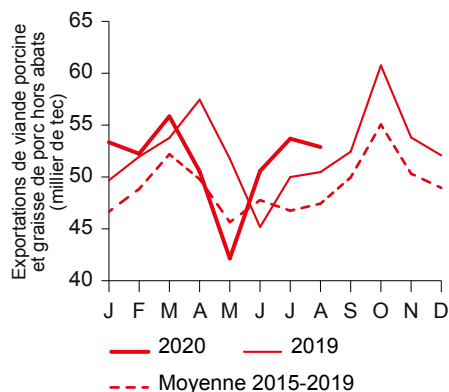
Moins consommés dans l'UE, les ventes de coproduits (abats et graisses) à la Chine représentent notamment 56 % des exportations totales pour les abats de porc (contre 44 % en 2019), et 21 % pour la graisse (contre 7 % en 2019).

Le dynamisme sur ces marchés compense le recul des ventes vers les Philippines (- 35 % sur un an) et l'UE (- 2,6 %) : Allemagne (- 14 %), Royaume-Uni (- 7 %) et Italie (- 2,7 %). Historiquement

premier client de la France, l'Italie ne représente plus que 16,7 % des ventes totales en volume, derrière la Chine (18,4 %).

Graphique 7

Des exportations en poids soutenues, sauf en avril et mai



Source : DGDDI (Douanes)

Durant le premier confinement, la demande à l'exportation se contracte en avril et en mai. Dès juin, elle se redresse et retrouve des niveaux soutenus (graphique 7).

En valeur, forte progression des exportations liée à la hausse des cours mondiaux du porc

Alors que les exportations françaises de viande et grasse porcine sont stables en volume, elles progressent de nouveau fortement en valeur (+ 10,8 %, après + 17,0 % en 2019) (graphique 8 - annexe). Depuis la flambée des cours chinois à compter de l'été 2019, les cours mondiaux ont fluctué, culminant fin 2019. Bien qu'en diminution depuis le début de l'année 2020, la valeur unitaire des exportations demeure supérieure à celle des neuf premiers mois de 2019.

Hausse de l'excédent commercial extérieur de viande porcine en volume et réduction du déficit en valeur

Excédentaire en volume depuis 2019, le solde du commerce de la viande porcine s'accroît (+ 46 %, à 57,3 K tec) sur les neuf premiers mois de 2020 (graphique 2 - annexe). Sous l'effet en outre de la hausse des prix à l'exportation, le déficit extérieur se réduit nettement en valeur (- 193 M€ en 2020, - 241 M€ en 2019).

Nouveau recul de la consommation française de viande de porc, principalement lors du confinement du printemps

En 2020, la consommation de viande porcine calculée par bilan se replie pour la deuxième année consécutive (- 0,9 % sur un an) ; toutefois la baisse est moins marquée qu'en 2019 (- 2,7 %) (graphique 9).

Pendant le premier confinement, le repli de la demande intérieure est particulièrement marqué (entre - 5 et - 6 % de mars à mai, par rapport à la moyenne sur cinq ans et hors

considération de l'usage d'éventuels stocks sur ces mois).

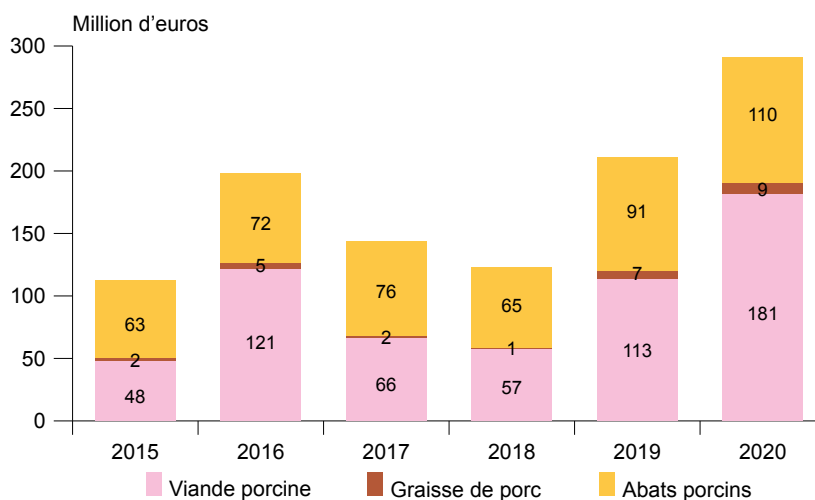
La hausse de la consommation à domicile ne compense pas le recul en RHD

Mesurés sur les huit premiers mois de 2020, les achats des ménages de produits à base de porc pour leur consommation à domicile se redressent, après un recul marqué en 2019 : + 6,8 % pour le porc frais, + 5,0 % pour les charcuteries.

Pendant le confinement du printemps, la consommation de viande de porc

Graphique 8

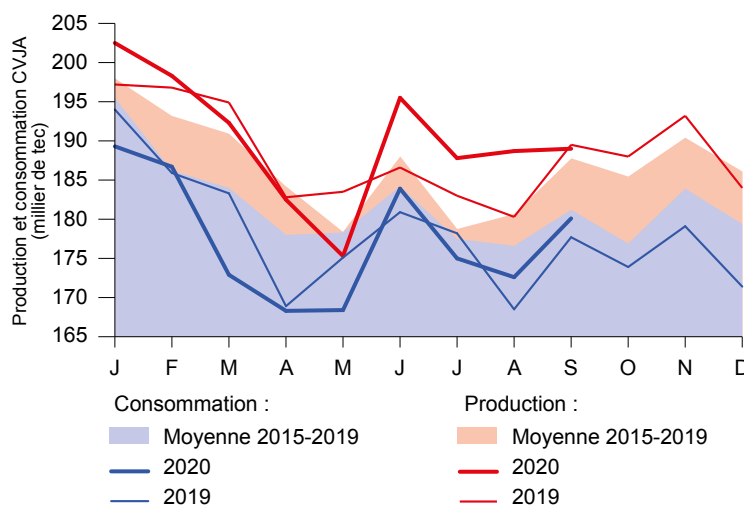
Hausse exportations en valeur de produits porcins vers la Chine



Source : DGDDI (viande porcine et co-produits sur 9 mois)

Graphique 9

Au printemps 2020, forte baisse de la consommation en volume



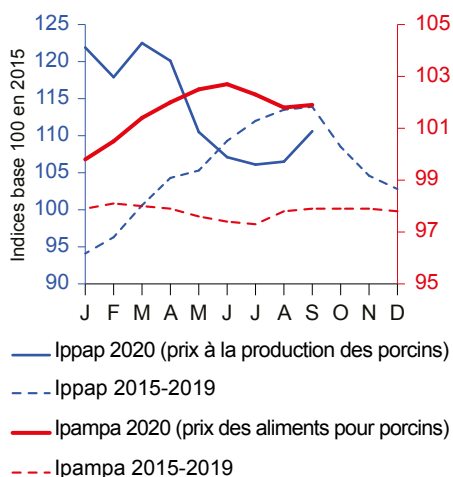
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattage. Sources : DGDDI, Agreste

et de charcuterie en restauration hors domicile ne s'est reportée que partiellement vers la consommation à domicile, la consommation totale (à domicile et restauration hors domicile) étant en repli marqué. De juin à août, les achats pour la consommation à domicile restent plébiscités dans un contexte de reprise partielle de la restauration collective.

Baisse sur un an du prix des aliments

Sur les neuf premiers mois de 2020, le prix de l'aliment recule de 1,0 % sur un an tandis que le prix à la production du porc progresse de 0,5 % (graphique 3).

Graphique 10
Un prix de l'aliment au-dessus du niveau moyen 2015-2019



Sources : Insee, Agreste

Comparé à la moyenne sur cinq ans, le prix de l'aliment est supérieur de 4,0 %, en lien avec les prix soutenus des matières premières (blé et tourteaux principalement) (graphique 10). Les cours du porc à la production sont, en moyenne sur les neuf premiers mois, encore plus élevés que les prix moyens (+ 7,8 %).

Début 2020, chute des cours du porc, après leur envolée fin 2019

Sur les neuf premiers mois de 2020, le cours du porc charcutier entrée abattoirs s'établit à 1,60 €/kg en moyenne, supérieur de seulement 12 cts d'€/kg au cours moyen sur cinq ans, et en hausse de 1,2 % par rapport à 2019 (graphique 4).

Cette faible différence masque cependant des variations plus marquées au cours de l'année. Malgré le dynamisme de la demande chinoise, les cours exceptionnellement élevés fin 2019 s'érodent en effet de manière continue en 2020, compte tenu de la concurrence de l'offre américaine, du manque de dynamisme du marché européen et des perturbations liées à la pandémie.

Supérieurs de 19 % à la moyenne 2015-2019 de janvier à mai, les cours français passent en juin 2020 sous le niveau moyen 2015-2019. Au printemps 2020, la fermeture d'abattoirs nord-européens, notamment en Allemagne, engendre des reports d'abattage et des tensions

sur le marché de la viande. En France, la fermeture provisoire de deux abattoirs est suivie d'un rattrapage de l'activité d'abattage de porcs plus lourds. En août et septembre, les promotions de rentrée et le maintien de la demande chinoise favorisent la reprise des cours.

En septembre-octobre, apparition de la PPA en Allemagne et 2^e vague de la COVID-19 : les marchés européens du porc résistent, sauf en Allemagne

Déjà fortement pénalisé par la Covid-19 et la fermeture de marchés asiatiques, le secteur porcin allemand doit faire face à l'apparition de la PPA sur son territoire en septembre 2020. Cette nouvelle difficulté interrompt la hausse des cours européens.

En France, les cours ne fléchissent quasiment pas, portés par des besoins soutenus à l'exportation. Dans l'UE, hors Allemagne, les cours se stabilisent en septembre-octobre sur un marché toujours tourné vers l'Asie. Toutefois l'apparition de la deuxième vague de la Covid-19 et l'annonce de nouveaux confinements en Europe instaurent un nouveau climat d'incertitude sur les marchés. L'Ifip (Institut du porc) prévoit ainsi une forte baisse des cours du porc sur un an jusqu'à la fin du premier trimestre 2021. En Belgique, aucun nouveau cas n'a été détecté depuis mars 2020 et la France est indemne de PPA à la mi-novembre 2020.

Annexe - Porcins

Abattages - production porcine en 2020

	Abattages		Exportations animaux vivants		Importations animaux vivants		Production porcine	
	2020	2020/2019 (%)	2020	2020/2019 (%)	2020	2020/2019 (%)	2020	2020/2019 (%)
Porcins (1000 têtes)	17 410	- 1,0	628	33,8	103	- 1,4	17 935	- 0,1
Porcins (1000 tec)	1 644	0,3	59	31,6	1	- 12,9	1 702	1,1

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Production porcine de 2015 à 2020

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2020/2019 (%)	2020/Moy 2015-2019 (%)
1000 têtes								
Abattages bruts	17 714	17 918	17 417	17 527	17 586	17 410	- 1,0	- 1,3
Production	18 006	18 187	17 639	17 851	17 951	17 935	- 0,1	0,0
1000 tec								
Abattages bruts	1 628	1 659	1 614	1 626	1 640	1 644	0,3	0,7
Production	1 669	1 697	1 646	1 667	1 683	1 702	1,1	1,8

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)
Données de janvier à septembre

Exportations françaises de viande porcine

	2020	2019	2020/2019	2020/ moy 2015-2019
	Millier de tec		%	
Monde	464	463	0,3	6,7
UE	282	290	-2,6	1,7
Italie	77	80	-2,7	4,6
Belgique	34	33	4,3	-1,3
Espagne	28	27	4,8	16,2
Pays-Bas	27	23	16,7	61,5
Allemagne	24	28	-14,3	-6,6
Pays tiers	182	173	5,2	15,5
Chine	86	63	35,3	82,5
Royaume-Uni	32	34	-6,6	-9,0
Japon	13	14	-7,6	3,1
Philippines	13	20	-34,7	-24,5
	Million d'euros		%	
Monde	1 022	922	10,8	24,3
UE	619	584	6,0	17,6
Italie	158	156	1,4	16,2
Belgique	103	86	19,3	16,0
Allemagne	76	75	2,6	14,1
Pays-Bas	51	38	34,2	74,0
Espagne	47	45	4,3	26,8
Pays tiers	403	338	19,3	36,4
Chine	190	120	58,7	125,9
Royaume-Uni	74	70	6,1	4,1
Japon	47	45	6,6	23,5
Philippines	24	33	-26,9	-5,1

Source : Agreste-DGDDI (Douanes), données sur 9 mois
Viande porcine et grasse de porc (hors abats)

Importations françaises de viande porcine

	2020	2019	2020/2019	2020/ moy 2015-2019
	Millier de tec		%	
Monde	407	424	-3,9	-6,6
Pays tiers	7	10	-27,7	-16,9
UE	400	414	-3,3	-6,3
Espagne	205	218	-6,1	-11,1
Allemagne	74	74	0,7	-1,9
Italie	46	46	1,7	7,6
Belgique	36	37	-3,1	-3,2
	Million d'euros		%	
Monde	1 215	1 163	4,4	9,3
Pays tiers	17	17	0,0	3,4
UE	1 198	1 147	4,5	9,4
Espagne	582	554	4,9	7,1
Allemagne	224	207	8,1	10,0
Italie	198	193	2,7	12,1
Belgique	98	88	11,1	29,6

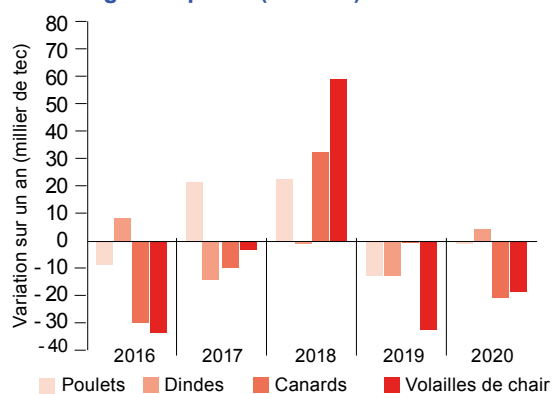
Source : Agreste-DGDDI (Douanes), données sur 9 mois

Volailles - Œufs

Sur les neuf premiers mois de 2020, les abattages de volailles de chair sont inférieurs à ceux de 2019 et à la moyenne 2015-2019. Les productions de canards à rôtir et pintades se réduisent fortement ; elles sont confrontées à une crise des débouchés et de la consommation, notamment lors du premier confinement. *A contrario*, la filière poulets reste dynamique. Après plusieurs années de baisse, la production de dindes amorce une reprise. Les échanges de viandes de volailles et de foie gras se contractent, en particulier pendant le confinement du printemps. La baisse des exportations, en particulier de poulet, est plus importante que celle des importations et pèse sur le déficit de la balance commerciale.

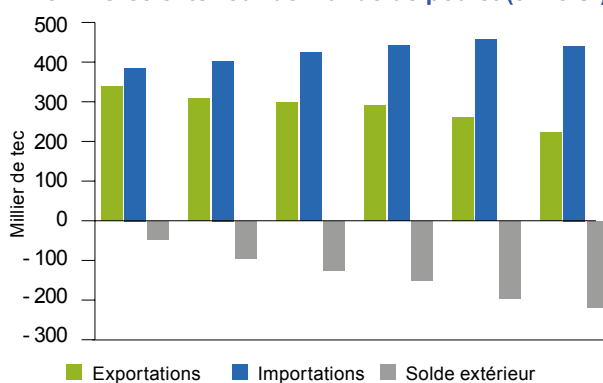
Principaux indicateurs

Graphique 1
Abattages en poids (9 mois*)



Source : Agreste

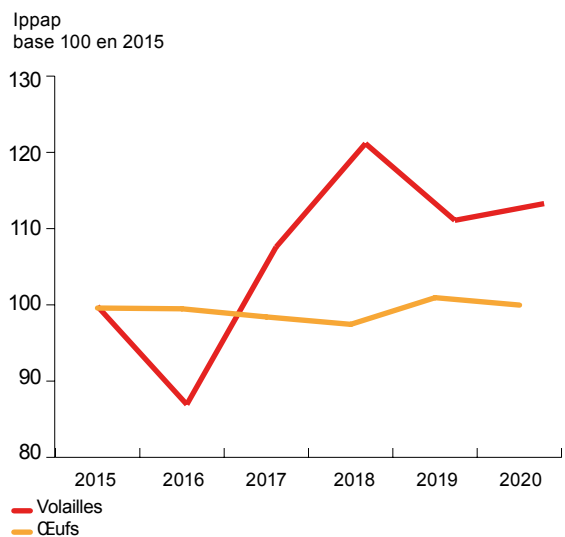
Graphique 2
Commerce extérieur de viande de poulet (9 mois*)



Source : DGDDI (Douanes)

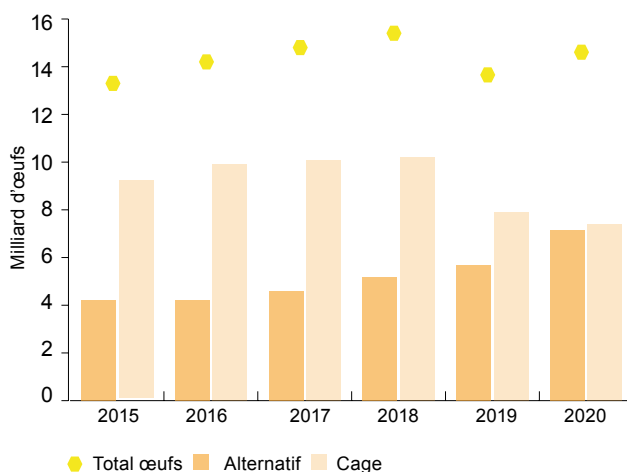
* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3
Prix à la production des volailles et des œufs (9 mois*)



Sources : Insee - Agreste

Graphique 4
Production annuelle d'œufs de consommation (12 mois)



Source : Modèle ITAVI/SSP/CNPO V2, production intensive des élevages professionnels

Hausse de la production mondiale de volailles

Selon les données de l'OCDE (juillet 2020, avant la deuxième vague de Covid-19), la croissance de la production mondiale de viandes de volaille se poursuivrait en 2020 (+ 2,1 % sur un an), portée par la

hausse de la population et de la consommation par habitant.

En 2020, la production de l'Union européenne (hors Royaume-Uni) augmenterait également (+ 1,5 %), stimulée par l'essor européen de la filière dindes, les abattages de poulets se stabilisant et la

production de canards se réduisant fortement (*encadré 1*). En 2019, l'UE représentait 17 % de la production mondiale, loin derrière l'Asie, et talonnée par les États-Unis. La hausse de la consommation de viande de volailles se poursuivrait à un rythme légèrement inférieur à celui de la production (+ 1,1 %).

Encadré 1

Sur les sept premiers mois de 2020, croissance des abattages de volailles dans l'UE

Sur les sept premiers mois de 2020, les abattages de volailles augmentent de nouveau dans l'UE : + 1,5 % en volume, après + 2,0 % en 2019 (*tableau 1*). La croissance ne s'explique pas tant par la filière poulets que par le redressement des abattages de dindes (+ 5,5 %, après - 1,3 % en 2019). L'essor de la production espagnole se poursuit. La Pologne et surtout l'Italie sont particulièrement dynamiques, renforçant la compétition entre pays européens.

La production européenne de canards recule dans tous les pays, sauf en Pologne. La baisse est marquée (- 16 %, après - 2 % en 2019). L'épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) réapparaît en janvier 2020 en Europe de l'Est, nécessitant le dépeuplement d'élevages, notamment en Hongrie.

Tableau 1

En 2020, baisse des abattages de canards dans l'UE

Principaux pays	Total volailles		Poulets		Dindes		Canards	
	millier de tonnes	2020/2019 (%)	millier de tonnes	2020/2019 (%)	millier de tonnes	2020/2019 (%)	millier de tonnes	2020/2019 (%)
Pologne	1 546	2,7	1 255	2,0	244	8,6	39	1,2
Espagne	1 005	0,3	820	-1,7	142	17,7	3	-16,2
France	964	-1,6	650	0,0	188	2,7	111	-11,2
Allemagne	937	1,3	624	3,1	273	-1,4	12	-33,3
Italie	813	9,0	622	2,5	187	8,2	1	-4,4
Hongrie	289	-5,3	200	5,4	46	2,0	35	-37,4
Bulgarie	66	0,6	50	-2,4	-	-	10	-10,8
UE 27	7 860	1,5	6 243	0,3	1 126	5,5	217	-16,3

Source : Eurostat (7 mois cumulés)

En France, repli des abattages de volailles, à l'exception de ceux de dindes

Sur les neuf premiers mois de 2020, les abattages de volailles, toutes espèces confondues, sont inférieurs à la moyenne des cinq dernières années (- 1,3 % en poids) et à ceux de 2019 (- 1,5 %) (*graphique 1*). L'année se caractérise par un net recul de l'activité des filières canards et pintades (*encadré 2 – annexe volailles - oeufs*).

Des abattages de poulets toujours dynamiques

En 2020, les abattages de poulet de chair (96 % des Gallus) sont stables sur un an (+ 0,1 % en tég) et en hausse par rapport à la moyenne des cinq dernières années (+ 1,0 %), la hausse du poids des carcasses faisant

plus que compenser la diminution des effectifs (- 1 % sur un an).

Les abattages de poulets sont peu touchés par la première vague de la Covid-19. Seul le mois d'avril est

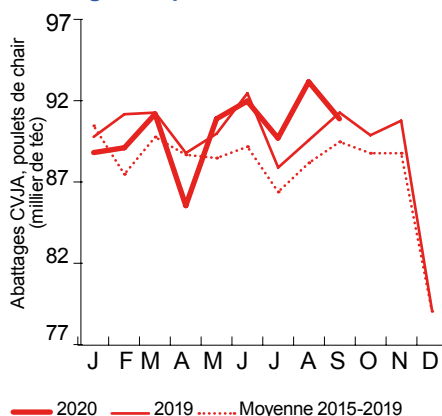
marqué par un fléchissement de l'activité d'abattage (*graphique 5*).

Les abattages de dindes reprennent un peu de vigueur sur un an

Après une année 2019 morose, les abattages de dindes se redressent de 2,0 % en poids sur les neuf premiers mois de 2020. Cette inflexion, qui s'insère dans une tendance baissière depuis deux décennies, est également due à la hausse du poids des carcasses, les effectifs augmentant légèrement par rapport à 2019 (+ 0,8 %). Les effectifs se contractent également comparés à la moyenne 2015-2019 (- 7,6 %).

La filière semble profiter d'une relance de la consommation française (+ 1,7 %), à l'image du nouvel élan de la production européenne (+ 5,5 %) (*encadré 1*).

Graphique 5
Abattages de poulets



Source : Agreste

Les abattages de canards gras restent inférieurs aux niveaux d'avant les deux influenza aviaires

Sur les neuf premiers mois de 2020, les abattages de palmipèdes gras reculent (- 8,7 % après une stabilisation en 2019) (*graphique 6*). Ils restent inférieurs de 7,7 % à ceux de 2016 et 2017, années correspondant aux épizooties d'influenza aviaire : H5N1 en 2016 et H5N8 en 2017.

En 2020, le retour à des niveaux d'activité d'avant l'épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) ne semble pas l'objectif principal de la filière. La production est en priorité redimensionnée afin de s'adapter aux nouvelles mesures prises dans les domaines de la biosécurité.

Les densités des bâtiments sont ainsi abaissées. En hiver, les volailles élevées en plein air sont en effectif plus réduit et mises à l'abri afin de les préserver des contaminations éventuelles par la faune sauvage. À l'automne 2020, certains pays européens, dont la France, sont à nouveau confrontés à l'influenza aviaire (*encadré 2*).

Crise des débouchés pour la filière canards à rôtir

Après une année 2018 dynamique, la filière canards à rôtir a été confrontée en 2019 à une surproduction européenne et à une crise des débouchés extérieurs. D'une part, la viande a été concurrencée sur le marché français, notamment par les magrets, d'autre part, les exportations se sont contractées vers l'Allemagne et Hong-Kong, engendrant des stocks importants selon l'interprofession Anvol. Pendant l'été 2020, les abattages de canards à rôtir décrochent (*graphique 6*), en lien avec la chute des mises en place des canetons dans les élevages au printemps.

Fortement dépendante de la restauration et de l'exportation (production de canards supérieure de 18 % à la consommation), l'ensemble de la filière a particulièrement souffert

Encadré 2

En novembre 2020, réapparition de l'influenza aviaire en France

Depuis le 16/11/2020, la France est à nouveau touchée par le virus H5N8. Au 23/11/2020, deux foyers sont concernés, l'un en Haute-Corse et l'autre dans les Yvelines.

Depuis son apparition aux Pays-Bas le 20/10/2020, l'IAHP se propage en Europe de l'Ouest par les couloirs de migration des oiseaux sauvages.

En France, lors des épizooties de 2016 et 2017, le plan d'actions pour endiguer l'épidémie avait nécessité le dépeuplement d'élevages de palmipèdes dans le Sud-Ouest. La filière canards gras avait été particulièrement touchée entre 2015 et 2017, engendrant d'importants abattages sanitaires chez les éleveurs et une chute de 35 % des abattages.

de la fermeture des débouchés pendant le confinement du printemps 2020, au même titre que la pintade et la caille (*graphique 7*), les filières poulet et dinde ayant, quant à elles, bénéficié d'un meilleur report vers la consommation à domicile.

Le déficit commercial en viande de volailles continue de se dégrader : les exportations de viandes de poulet fléchissent deux fois plus que les importations

Déficitaire depuis 2014, le solde du commerce extérieur de viande de volailles se dégrade de nouveau en 2020. Il s'établit à - 197,5 K téc (milliers de tonne équivalent carcasse) et à - 418,7 M€ sur les neuf premiers mois.

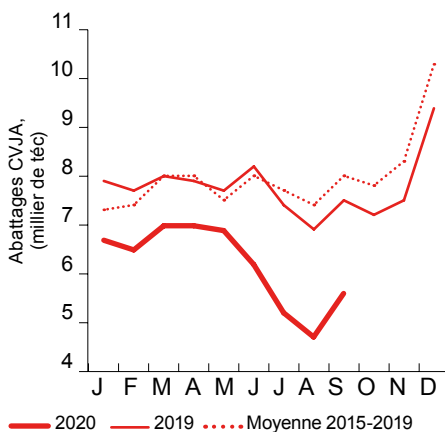
Le creusement du déficit s'explique par la nouvelle dégradation du solde des viandes de poulet (de - 194 K téc en 2019 à - 215 K téc en 2020 et de - 432 M€ à - 458 M€) (*graphique 2*).

Net recul des exportations de viande de poulet vers les partenaires européens

Déjà en repli de 10 % en 2019, les exportations de viande et préparations de poulet se contractent de nouveau fortement en 2020 (- 15 % sur un an, soit - 38,5 K téc).

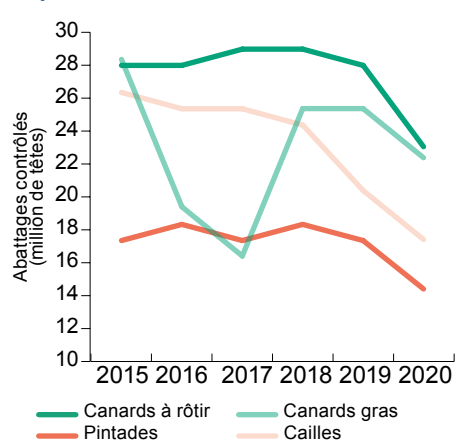
La baisse atteint 19 % (- 20,7 K téc) vers l'ensemble des partenaires de l'UE (Espagne, Pays-Bas, Belgique, Allemagne) et - 39 % (- 10,8 K téc) vers le Royaume-Uni, en lien avec le Brexit.

Graphique 6
En 2020, net recul des abattages de canards à rôtir en poids



Source : Agreste

Graphique 7
Forte baisse des abattages des petites espèces



Source : Agreste

La crise sanitaire qui a frappé l'Europe au printemps a fortement ralenti les exportations françaises en avril et en mai.

En grand export, les débouchés traditionnels également en perte de vitesse

Depuis 2016, les ventes de poulets de chair au Moyen-Orient déclinent. En 2020, elles se replient de nouveau (- 8 %), malgré le frémissement de la demande saoudienne durant l'été. Les exportations se contractent plus fortement vers le Bénin (- 36 %).

La croissance modérée de la demande asiatique permet de limiter la perte des débouchés traditionnels vers le grand export. Confrontés à la peste porcine africaine (PPA) et à la crainte d'une pénurie durable de viande porcine, certains grands pays producteurs la remplaceraient en effet par d'autres produits protéinés, tels le poulet. En 2020, les ventes françaises se développent ainsi vers les Philippines (+ 41 %) et la Chine qui a levé son embargo sur les viandes de volailles en 2019 ; le deux assurent 5,2 % de l'ensemble des débouchés, contre 2,6 % en 2019.

Pendant la pandémie du printemps, baisse des importations de viande de poulet

Les importations de viande de poulet se réduisent de 3,9 % sur un an (- 17,8 K téc), soit deux fois moins en volume que les exportations. Pour la deuxième année consécutive, les achats au Royaume-Uni se réduisent d'un tiers.

Pendant les trois mois de confinement au printemps 2020, les importations en provenance de l'UE (notamment en provenance des Pays-Bas et d'Espagne) se tassent sensiblement (- 16 % en moyenne). Depuis juin, elles repartent à la hausse, en lien avec le creux de production et le niveau soutenu de la consommation. La Pologne tire bénéfice de la vitalité de la consommation française, notamment depuis juin ; elle brigue ainsi à la Belgique la place de premier fournisseur de viandes de poulet. Dans le même temps, la France réduit

ses approvisionnements auprès de la Thaïlande (- 30 %). Les achats de viande brésilienne demeurent très réduits.

Moins d'exportations de viande de dinde

Le commerce extérieur de viandes de dinde continue de se dégrader en volume : contraction des exportations, notamment vers l'UE (Espagne), hausse des importations, notamment avec la montée en puissance de la Pologne, au détriment de l'Allemagne. L'excédent en volume se réduit (- 38 %, à + 8,8 K téc). En valeur, le déficit triple (- 14,9 M€).

Réduction des échanges de viande de canard

Sur les neuf premiers mois de 2020, les exportations se contractent fortement (- 20 % sur un an, soit - 4,8 K téc), notamment vers Hong-Kong (- 60 %) et les principaux partenaires européens (Royaume-Uni, Allemagne, Espagne). De même, les importations reculent fortement (- 27 %, soit - 4,2 K téc).

L'excédent des échanges extérieurs des viandes et préparations de canard s'érode de nouveau en volume (+ 8,3 k ttec en 2019, + 7,7 K ttec en 2020) et en valeur (+ 66 M€ en 2019, + 49 M€ en 2020).

En 2020, une nette contraction des échanges extérieurs de foie gras

Les exportations s'établissent à 1 500 tonnes, en repli de 25 % sur un an (- 500 tonnes), notamment vers l'Espagne, premier client de la France, et vers les Emirats arabes unis. Par rapport à 2015, les ventes se réduisent de moitié vers les pays tiers (- 78 % vers le Japon, premier client en grand export) et - 37 % vers l'UE, notamment vers l'Espagne (- 35 %).

En parallèle, les importations françaises s'établissent à 1 680 tonnes en 2020, en repli de 22 % sur un an (- 480 tonnes).

Le déficit des échanges extérieurs de foie gras reste quasiment stable en volume, à - 176 tonnes. En valeur, le

solde est excédentaire, s'établissant à + 10,1 M€ en 2020, contre 12,5 M€ en 2019.

Filière volailles intégrée : faible volatilité des prix à la production

Sur les neuf premiers mois de 2020, les prix à la production des volailles se replient de 1 % en moyenne sur un an (*graphique 3*). Ils sont supérieurs de 0,8 % comparés à la moyenne sur cinq ans, grâce à leur redressement entre avril et août.

Au sein d'une filière fortement intégrée, les prix reflètent le coût de l'aliment volailles, en repli de 0,8 % sur un an. Au 3^e trimestre 2020, la hausse des cours des céréales de la nouvelle récolte se répercute sur les prix à la production des volailles en augmentation en septembre.

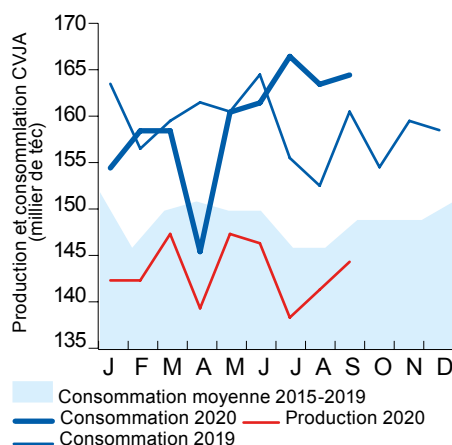
La consommation française de viande de volaille reste soutenue

Sur les neuf premiers mois de 2020, consommation apparente de viande de volaille (abattages et importations nettes des exportations et des variations de stocks) est supérieure de 6,5 % à la moyenne 2015-2019, tirée par celle de poulet (+ 10,8 %) (*graphique 8*).

Par rapport à l'année 2019, la consommation apparente de viande reste stable (- 0,1 %), malgré le

Graphique 8

En 2020, une consommation de viande de volailles supérieure à la moyenne quinquennale



Source : Agreste

recul marqué de celle de canard et de pintade (respectivement - 15 % et - 11 %). La consommation continue de progresser pour la viande de poulet (+ 2,2 %) et amorce une reprise pour celle de dinde (+ 1,6 %).

Pendant le premier confinement, la consommation se contracte nettement en avril (- 10 %), avec le ralentissement temporaire, mais marqué, de la demande en viande de poulet et de dinde.

Œufs

En 2020, la production d'œufs est estimée en hausse, à 14,5 milliards d'œufs. Particulièrement consommés pendant le premier confinement, les œufs enregistrent une forte hausse des prix. Le déficit extérieur des œufs en coquille se réduit. La transition vers des élevages alternatifs à la cage s'accélère. L'objectif fixé par la filière avicole de produire 50 % d'œufs alternatifs à échéance 2022 est quasiment atteint.

En 2020, davantage de poules pondeuses mises en place dans les élevages français

Sur les neuf premiers mois de 2020, les éclosions progressent de 5 % sur un an. Les importations de poussins de ponte continuent de progresser en provenance de Belgique. En parallèle, les exportations sont en hausse vers l'Afrique subsaharienne et en recul vers l'Italie et l'Espagne, principal client jusqu'en 2018. Les échanges extérieurs sont relativement équilibrés.

Les mises en place augmentent au même rythme que les éclosions (+ 5,6 % sur un an).

Un milliard d'œufs de plus en 2020

Sur l'ensemble de l'année 2020, la production française d'œufs est estimée en progression de 7,3 % par rapport à 2019 (*graphique 4*) et de 2,5 % comparée à la moyenne 2015-2019, selon le modèle de prévision SSP-ITAVI-CNPO. Elle atteindrait 896 milliers de tonnes et 14,5 milliards d'œufs en 2020, soit 1 milliard de plus

qu'en 2019. Après la crise du Fipronil fin 2017 particulièrement favorable au marché français des œufs en 2018, la production s'était contractée en 2019 (- 11,6 % par rapport au pic de 2018), retrouvant ainsi un niveau plus habituel.

La croissance de la production concerne les œufs bio, sol et plein air

En 2020, 7,15 Md d'œufs seraient produits selon un mode d'élevage alternatif, soit 49 % des œufs, contre 20 % en 2010, atteignant quasiment, dès cette année, l'objectif fixé par la filière avicole de produire 50 % d'œufs alternatifs à échéance 2022 (*graphique 9*).

Les volumes de production d'œufs alternatifs progresseraient de 1,5 Md d'œufs (biologique : + 0,6 Md, plein air : + 0,4 Md et sol : + 0,5 Md), au détriment des œufs cage (- 0,5 Md d'œufs) (*graphique 4* - annexe). Cette transition s'était déjà accélérée en 2019 à la suite de la pression croissante des consommateurs (52,6 % de part d'élevages alternatifs, contre 43,5 % en 2018 et 32 % en 2015).

Après deux années quasiment stables, la consommation d'œufs à domicile par les ménages progresse

fortement sur les neuf premiers mois de 2020 (+ 12,8 % sur un an). Pendant le premier confinement, les achats sont dynamiques, particulièrement au début (+ 18 % sur un an en mars et + 9 % en avril).

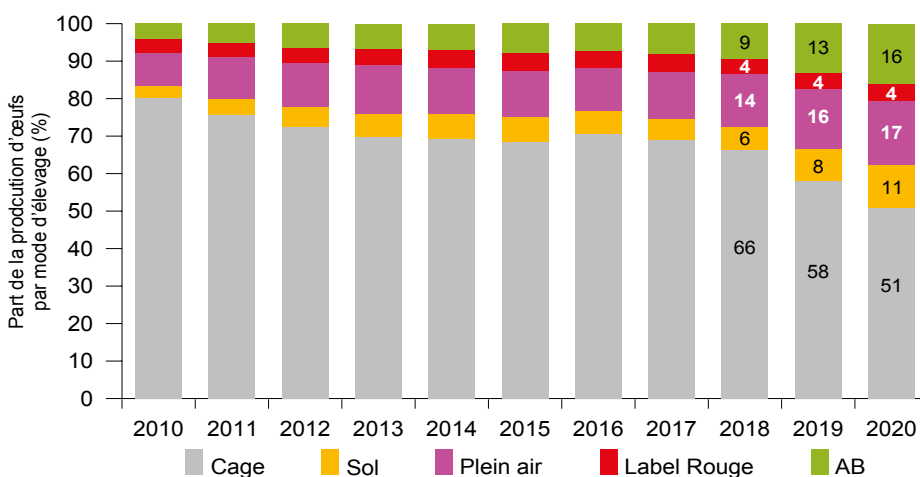
Sur les neuf premiers mois de 2020, le déficit de la balance commerciale des œufs en coquille se réduit

En 2020, le déficit de la balance commerciale des œufs de consommation se réduit en volume sur un an : - 26 milliers de téoc contre - 38 milliers de téoc en 2019, sous le double effet de la hausse de 11 % des exportations et du recul de 4 % des importations (*graphique 10*).

Le déficit s'explique principalement par le niveau soutenu des importations des œufs coquille et des ovoproduits alimentaires d'origine européenne diverse. Le recours aux ovoproduits est aussi soutenu qu'en 2019 et supérieur de 9 % à la moyenne sur cinq ans. Le recul des importations d'œufs en coquille atteint 8 % (soit - 4 k tonnes-équivalent-œufs coquille), notamment en provenance d'Espagne. Parallèlement, les exportations bondissent de 48 % (soit + 6,2 K téoc), notamment vers les Pays-Bas et la Belgique (+ 77 % et + 64 %).

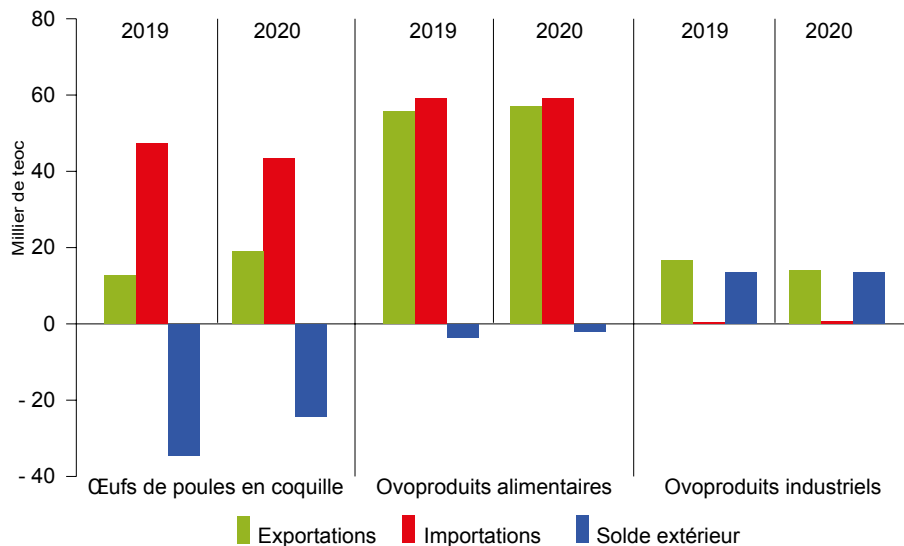
Graphique 9

En 2020, presque la moitié des œufs sont alternatifs



Source : Modèle ITAVI/SSP/CNPO V2, production d'œufs des élevages professionnels

Graphique 10
En 2020, hausse des exportations des œufs en coquille



Source : DGDDI

Le déficit de la balance commerciale des œufs de consommation se réduit également en valeur : - 14 M€ contre - 21 M€ en 2019.

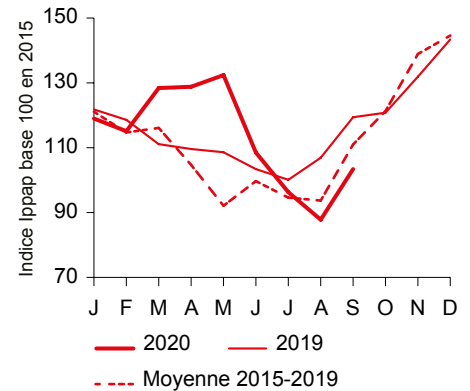
Hausse du prix de l'œuf

En 2020, les prix des œufs sont globalement supérieurs de 5 % à la moyenne sur cinq ans. De mars à mai, l'augmentation du nombre de repas pris à domicile pendant le premier confinement provoque une

tension sur l'offre disponible en début de confinement ; les prix atteignent des niveaux inhabituels (+ 25 % par rapport à la moyenne sur cinq ans) (graphique 11).

La baisse habituelle saisonnière intervient tardivement mais de manière plus marquée que de coutume : de mai à août, le prix perd un tiers de sa valeur, avec la diminution de la demande des centres de conditionnement et des industriels.

Graphique 11
Le prix de l'œuf est soutenu pendant le premier confinement



Source : Agreste, Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

Face au contexte sanitaire de nouveau incertain, le comportement attentiste des acheteurs pèse sur les prix, inférieurs à la moyenne depuis août.

Annexe - Volailles - Œufs

Abattages - production de volailles

	Abattages		Exportations animaux vivants		Importations animaux vivants		Production	
	2020	2020/2019 (%)	2020	2020/2019 (%)	2020	2020/2019 (%)	2020	2020/2019 (%)
Total volailles (million de têtes)	662	- 2,3	40	- 4,6	2	+ 33,3	700	- 2,5
Gallus (*)	576	- 1,0	38	- 4,4	2	+ 43,9	612	- 1,3
Dindes	29	+ 0,8	1	+ 3,4	0	+ 47 222,2	30	+ 0,8
Canards	44	- 14,9	1	- 21,3	0	- 99,9	45	- 14,8
Pintades	13	- 15,7	0	+ 128,4	0	+ 52,7	13	- 16,3
Total volailles (1000 tég)	1 233	- 1,5	47	- 3,2	2	+ 28,0	1 278	- 1,6
Gallus (*)	838	+ 0,1	39	- 3,4	2	+ 45,2	875	- 0,2
Dindes	239	+ 2,0	7	+ 4,2	0	+ 48 052,4	245	+ 2,0
Canards	138	- 13,3	2	- 19,9	0	- 99,9	140	- 13,3
Pintades	18	- 12,2	0	+ 138,0	0	+ 60,1	17	- 12,7

Source: Agreste-DGDDI (Douanes)

Total volailles = gallus+ dindes+ canards à rôtir et à gaver + pintades + oies à rôtir et à gaver

(*) Gallus : env. 95 % de poulets de chair/coqs/coquelets, 4 % de poules de réforme, 1 % de chapons

Données de janvier à septembre

Commerce extérieur des viandes de volaille

	Exportations de viande de volaille				
	2017	2018	2019	2020	2020/2019
VIANDE DE VOLAILLE	<i>Millier de tec</i>				
Monde	392	378	337	288	- 14,6
UE	169	179	164	137	- 16,6
Pays tiers	223	199	173	151	- 12,7
VIANDE DE VOLAILLE	<i>Million d'euros</i>				
Monde	739	760	731	595	- 19
UE	413	445	428	343	- 20,0
Pays tiers	326	315	302	252	- 16,5
VIANDE DE POULET	<i>Millier de tec</i>				
Monde	296	289	259	221	- 14,9
UE	103	116	110	90	- 18,8
Pays tiers	193	173	149	131	- 11,9
Moyen-Orient	98	84	65	60	- 7,7
Afrique sub-saharienne	31	29	20	18	- 11,0

Source: Agreste et DGDDI (Douanes)

Données de janvier à septembre

	Importations de viande de volaille				
	2017	2018	2019	2020	2020/2019
VIANDE DE VOLAILLE	<i>Millier de tec</i>				
Monde	472	493	507	485	- 4,3
UE	422	439	463	452	- 2,5
Pays tiers	50	55	44	34	- 23,1
VIANDE DE VOLAILLE	<i>Million d'euros</i>				
Monde	962	1 052	1 087	1 014	- 6,7
UE	861	941	988	938	- 5,0
Pays tiers	101	112	98	75	- 23,6
VIANDE DE POULET	<i>Millier de tec</i>				
Monde	421	438	453	436	- 3,9
UE	374	388	414	405	- 2,2
Pays tiers	46	51	40	31	- 22,0
Moyen-Orient	-	-	-	-	-
Afrique sub-saharienne	-	-	-	-	-

Production d'œufs de consommation

							Milliard d'œufs		%
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Moy 2015-2019	2020/2019	2020/Moy 2015-2019
Production intensive d'œufs	13,2	14,1	14,7	15,3	13,6	14,5	14,2	+ 7,3	+ 2,5
issue d'élevage en mode cage	9,1	9,9	10,1	10,2	7,9	7,4	9,4	- 6,1	- 21,7
issue d'élevage en mode alternatif	4,2	4,2	4,6	5,2	5,7	7,2	4,8	+ 25,9	+ 50,5

Modèle Itavi-SSP-CNPO V2 - Production des élevages professionnels

Exportations d'œufs

	Exportations d'œufs				
	2017	2018	2019	2020	2020/2019
ŒUFS DE CONSOMMATION	<i>Millier de teoc</i>				
Monde	76,3	71,2	68,4	76,1	+ 11,3
œufs coquille	17,1	14,6	12,8	19,1	+ 48,3
ovoproduits alimentaires	59,2	56,6	55,6	57,1	+ 2,7
OVOPRODUITS INDUSTRIELS	17,3	15,5	16,6	14,1	- 15,3
ŒUFS DE CONSOMMATION	<i>Million d'euros</i>				
Monde	89,8	94,0	82,5	86,7	+ 5,1
œufs coquille	22,2	19,7	16,1	20,4	+ 27,1
ovoproduits alimentaires	67,6	74,3	66,4	66,3	- 0,2
OVOPRODUITS INDUSTRIELS	7,6	7,4	7,8	7,0	- 10,9

Source: Agreste et DGDDI (Douanes)

Données de janvier à septembre

Importations d'œufs

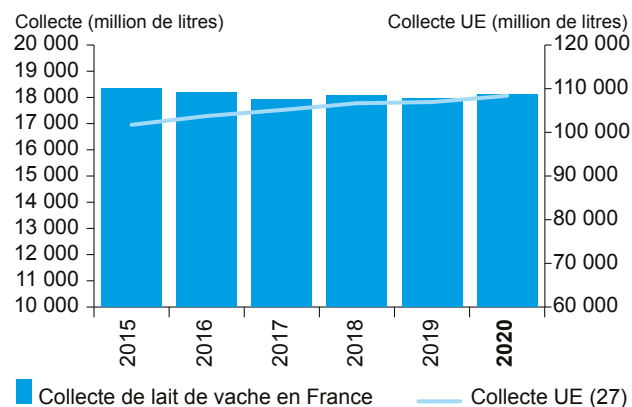
	Importations d'œufs				
	2017	2018	2019	2020	2020/2019
ŒUFS DE CONSOMMATION	<i>Millier de teoc</i>				
Monde	102,1	91,9	106,5	102,3	- 3,9
œufs coquille	49,3	40,4	47,3	43,3	- 8,4
ovoproduits alimentaires	52,8	51,6	59,1	59,0	- 0,3
OVOPRODUITS INDUSTRIELS	2,1	3,1	0,5	0,6	+ 12,6
ŒUFS DE CONSOMMATION	<i>Million d'euros</i>				
Monde	104,2	100,8	103,8	101,0	- 2,7
œufs coquille	53,0	44,9	47,5	44,8	- 5,8
ovoproduits alimentaires	51,2	55,9	56,3	56,2	- 0,1
OVOPRODUITS INDUSTRIELS	0,6	1,3	0,2	0,4	+ 74,3

Lait

En 2020, la collecte mondiale de lait repart à la hausse, portée par l'UE et les États-Unis. Face à une offre abondante, la demande et les échanges mondiaux de produits laitiers résistent à la récession économique engendrée par la crise sanitaire et les cours de produits laitiers se maintiennent. En France, la collecte augmente légèrement sur les neuf premiers mois. Le dynamisme des exportations et la bonne tenue de la consommation à domicile ne suffisent toutefois pas à empêcher une baisse du prix à la production du lait à teneurs réelles, à compter du 2^e trimestre 2020.

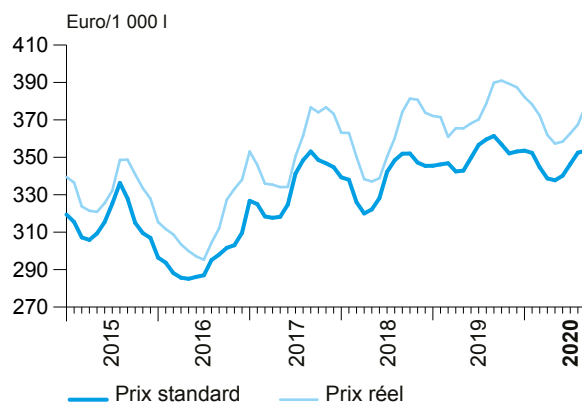
Principaux indicateurs

Graphique 1
Collecte de lait de vache (9 mois*)



Sources : Agreste, Eurostat

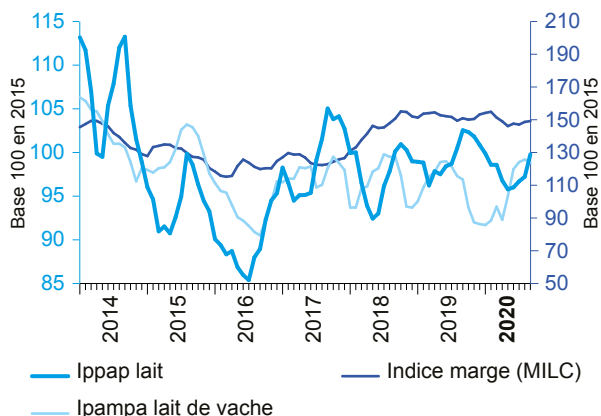
Graphique 2
Prix du lait de vache



Sources : Enquête mensuelle laitière/SSP/FranceAgriMer

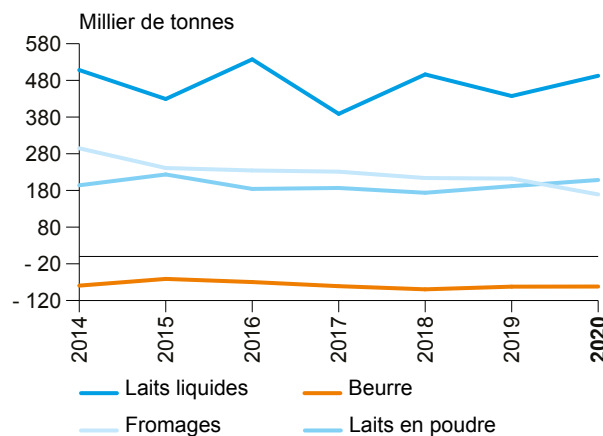
* Sur les 9 mois de chaque année.

Graphique 3
Indices de prix, de coût et de marge



Source : Insee (Ippap) - Idèle (Ipampa Lait de vache, indicateur MILC)

Graphique 4
Solde du commerce extérieur des produits laitiers (9 mois*)



Source : Douanes DGDDI

Début 2020, la collecte mondiale de lait renoue avec la croissance

En 2020, sur les sept premiers mois de l'année, la collecte laitière mondiale se redresse (+ 1,7 %), portée par la hausse des collectes européenne et étasunienne. Après un ralentissement

au 2^e trimestre expliqué en partie par la crise sanitaire et les conditions climatiques défavorables, elle repart à la hausse en juillet (+ 2 % sur un an).

Aux États-Unis, la production laitière progresse (+ 1,8 % sur la période de janvier à août), en lien

avec la croissance du cheptel et l'augmentation du prix du lait. Dans l'Union européenne à 27 (hors Royaume-Uni), la croissance est un peu moins marquée (+ 1,3 % en cumul sur la même période). Les productions laitières dans l'hémisphère sud sont dynamiques, notamment en Argentine

(+ 8,4 %) et en Australie (+ 4,9 %) grâce à des conditions climatiques plus favorables qu'en 2019. En Nouvelle-Zélande la collecte de lait augmente moins fortement (+ 0,7 % en moyenne de janvier à août).

Les marchés mondiaux des produits laitiers résistent à la crise sanitaire et à la récession économique

Les marchés mondiaux des produits laitiers résistent à la récession économique planétaire liée à la Covid19 du printemps 2020, en raison d'une demande toujours soutenue sur l'ensemble des marchés. La demande adressée à l'UE (27) est en particulier ferme ; les exportations européennes de fromages, de beurre, et de poudres de lactosérum se développent, réduisant les disponibilités de poudres de lait écrémé. Après une longue période de baisse, le prix du beurre est étale ; celui de la poudre de lait écrémé se stabilise entre juin et septembre, après une baisse sensible de février à mi-avril 2020.

Croissance de la collecte de lait de l'UE

La collecte laitière progresse dans les principaux pays producteurs de l'UE (+ 1,3 % sur neuf mois) (*graphique 1*). Dynamique en début d'année, elle ralentit au 2^e trimestre en raison de la vague de chaleur dans les deux principaux pays producteurs, Allemagne et France. La crise sanitaire semble peu peser sur les volumes sauf peut-être en Italie, en Espagne, aux Pays-Bas et en Pologne. Les prix du lait fléchissent dans de nombreux pays (- 1 % sur les neuf premiers mois en moyenne par rapport à 2019).

Rebond des fabrications européennes de laits conditionnés et de beurre

La plupart des fabrications de produits laitiers progressent dans l'UE, soutenues par une collecte laitière croissante. Afin d'éviter un engorgement et de soutenir les marchés, la Commission européenne a mis en place, au début de la crise

sanitaire, un dispositif d'aide au stockage privé de poudre, beurre et fromage qui n'a au final pas été fortement sollicité.

Les industriels réorientent leurs fabrications de produits laitiers pour répondre à une forte demande de certains produits frais. Sur les huit premiers mois de 2020, les fabrications de laits liquides, de beurre et de fromages progressent (respectivement + 3,3 %, + 2,1 % et + 1,7 %), celles des yaourts (- 0,2 %) restant étalées. Le cours du beurre se stabilise après une longue dépréciation ; les stocks européens (privés sous contrat) s'élèvent à 53 500 tonnes en septembre. La fermeté de la demande entraîne également une légère reprise des fabrications de poudre de lait écrémé, coproduit de la fabrication de beurre (+ 0,5 %). Toutefois, faute de disponibilités suffisantes (les stocks privés de l'UE sont estimés à 17 000 t en septembre), l'UE réduit ses exportations de poudres.

Au 1^{er} semestre, les fabrications européennes de fromages progressent de 2 % sur un an. Le surplus de fromages est écoulé sur le marché intérieur dans un contexte de prix fermes. Les expéditions de fromages vers les pays tiers sont stables.

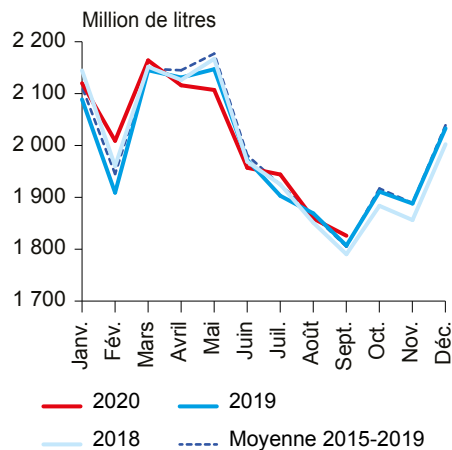
Légère hausse de la production laitière française sur neuf mois

Sur les neuf premiers mois de 2020, la production laitière française progresse de 0,8 % par rapport à 2019 (*graphique 5 - annexe*).

Après une forte hausse au 1^{er} trimestre 2020 (+ 2,4 %), la collecte se replie au 2^e trimestre (- 1,1 %), affectée par des précipitations réduites et par la baisse du prix du lait. Des mesures d'indemnisation sont également mises en place par l'interprofession laitière pour inciter à la réduction de la collecte de lait en avril 2020 et maintenir les prix. Malgré la contraction de certains débouchés lors du premier confinement, la production laitière se redresse au

3^e trimestre (+ 0,9 %), les bassins de production de l'Ouest de la France ayant été plus épargnés qu'ailleurs par les épisodes de sécheresse de juillet et de début août.

Graphique 5
Hausse de la collecte française de lait de vache au premier trimestre 2020



Sources : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Vers un marché des produits laitiers biologiques moins équilibré en 2020

Sur les neuf premiers mois de 2020, la collecte de lait biologique progresse de 10 %. Au 2^e trimestre, cette progression a toutefois pâti de la sécheresse qui a détérioré la qualité des fourrages (+ 7 % au 2^e trimestre 2020, après + 15 % au 1^{er} trimestre) pour repartir à la hausse au 3^e trimestre (+ 9 %). Comme pour le lait conventionnel, la plupart des fabrications de produits laitiers biologiques progressent, notamment les produits ultra-frais (laits liquides et yaourts biologiques) soutenues par le dynamisme de la demande des ménages pendant le confinement. Le prix standard du lait bio (460 € pour 1 000 litres) est légèrement supérieur au niveau de 2019 (+ 3 € en moyenne sur neuf mois), mais progresse moins que durant la même période de l'année précédente, dans un contexte de ralentissement des achats des ménages depuis la fin du premier confinement qui pourrait contribuer à déséquilibrer le marché du bio.

Les fabrications de laits conditionnés et de yaourts renouent avec la croissance

Les fabrications françaises de produits laitiers ont dans l'ensemble bénéficié du dynamisme de la demande de produits laitiers en grande distribution au moment du confinement de mars à avril 2020. Après le confinement, les achats en volume des ménages ralentissent.

En chute depuis plusieurs années, les fabrications de laits liquides conditionnés renouent avec la croissance (+ 2,1 %) sur neuf mois (*annexe*). Le constat est le même pour les yaourts (+ 2,4 %). Les fabrications de crème se stabilisent. À l'inverse, toutes les fabrications de fromages reculent (- 1,5 %) excepté les pâtes pressées cuites (+ 1,5 %). Les volumes de fabrication de beurre progressent (+ 1,9 %) malgré la baisse du prix qui s'accroît nettement en 2020 (- 22,0 %). Les fabrications de poudres de lait s'accroissent (+ 6,0 %), celles de poudre de babeurre augmentent (+ 7,5 %) alors que celles de lactosérum se réduisent (- 2,8 %).

Bonne tenue de la consommation à domicile et des exportations, mais pertes de débouchés en RHD

La crise sanitaire et le confinement du printemps bousculent les habitudes alimentaires des ménages français. La

chute d'activité de la restauration hors domicile stimule les ventes de produits laitiers en grande distribution (+ 25 % sur un an sur les huit premiers mois, en volume comme en valeur).

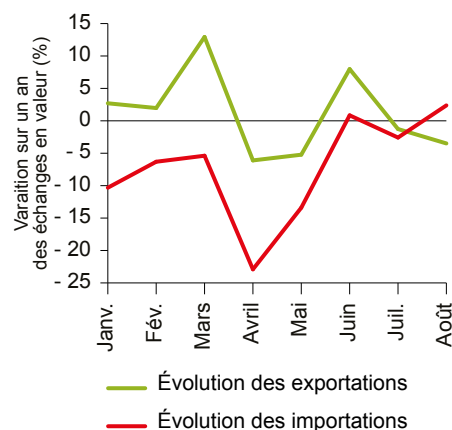
Les ventes de fromages à pâte pressée cuite progressent nettement (+ 4,2 % en volume) mais les filières AOP et les fromages de type mozzarella souffrent de la perte de débouchés liée à la fermeture de la RHD et des rayons à la coupe en grande surface.

Avec la fermeture de la restauration collective, le confinement affecte davantage les importations que les exportations de produits laitiers (*graphique 6 - annexe*). Celles-ci progressent en valeur (+ 1 % sur les huit premiers mois de 2020), notamment celles de laits liquides (+ 3,7 %) alors que les importations reculent nettement (- 7,4 %). Les achats de beurre (- 20 %) se replient particulièrement. L'excédent commercial de l'ensemble des produits laitiers s'accroît ainsi en valeur (+ 16,4 % par rapport à 2019).

Baisse des prix du lait à compter du 2^e trimestre 2020 et dégradation de la marge des éleveurs sur un an

En moyenne de janvier à septembre 2020, le prix du lait standard s'établit à 346,40 € pour 1 000 litres, en baisse de 0,9 % par rapport

Graphique 6
Net ralentissement des importations de produits laitiers en 2020



Ensemble des produits laitiers sans les dérivés.
Source : Douanes DGDDI

à 2019 (*graphique 2*). Le prix du lait à teneur réelle est lui de 368,60 € pour 1 000 litres, en retrait de 0,7 %. En forte progression en début d'année, il diminue à partir d'avril pour s'établir en deçà du niveau de 2019, avec un écart qui se renforce au fil des mois, malgré la bonne tenue des marchés des produits laitiers. L'indice MILC de l'Idèle (marge Ipampa lait de vache sur coût total indicé) montre une détérioration de la marge des producteurs laitiers (- 4,0 % en moyenne sur les huit premiers mois) (*graphique 3*).

Annexe - Lait

Collecte et prix moyen du lait de vache

	Collecte			Prix moyen		
	2020 (millier de litres)	2019/2020 (%)	2020/ MQ* (%)	2020 (€/1000 l)	2019/2020 (%)	2020/l MQ* (%)
Janvier	2 121 798	+ 1,6	+ 0,4	382,2	+ 2,7	+ 9,6
Février	2 010 777	+ 5,3	+ 3,4	378,3	+ 1,8	+ 9,4
Mars	2 166 262	+ 1,0	+ 0,8	372,2	+ 3,1	+ 10,8
Avril	2 118 738	- 0,6	- 1,3	361,9	- 1,0	+ 8,7
Mai	2 109 014	- 1,8	- 3,1	357,3	- 2,2	+ 7,8
Juin	1 958 659	- 0,7	- 1,1	358,4	- 2,6	+ 7,7
Juillet	1 946 455	+ 2,3	+ 1,1	362,8	- 2,0	+ 6,8
Août	1 860 913	- 0,5	- 0,3	367,5	- 3,0	+ 4,8
Septembre	1 827 296	+ 1,1	+ 1,2	377,6	- 3,2	+ 4,8
Cumul 9 mois	18 119 902	+ 0,8	+ 0,1	368,7	- 0,7	+ 7,8
dont lait biologique	808 494	+ 10,1	+ 51,0	471,7	- 0,0	+ 3,4

* Evolution par rapport à la moyenne quinquennale 2015-2019

Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Fabrication de produits laitiers

	Cumul 2019		Cumul 2020	
	Quantité*	2019/2018 (%)	Quantité*	2020/2019 (%)
LAIT CONDITIONNÉ	2 295 147	- 3,5	2 328 183	+ 2,1
Lait UHT	2 127 346	- 2,1	2 166 047	+ 2,4
YAOURT ET DESSERT LACTÉ	1 547 539	- 2,7	1 551 378	+ 2,4
Yaourt et lait fermenté	1 062 748	- 2,8	1 074 072	+ 3,5
Dessert lacté frais	450 322	- 3,5	444 573	+ 0,4
Dessert lacté longue conservation	34 469	+ 13,1	32 734	- 4,8
CREME CONDITIONNÉE	352 012	+ 4,1	355 400	+ 0,7
Crème fraîche :	131 861	+ 4,0	139 646	+ 5,1
MATIÈRES GRASSES**	314 534	- 1,4	315 881	+ 1,2
Beurre	264 302	- 2,2	266 764	+ 1,9
Beurre anhydre de crème (MGLA * 1,22)	44 147	+ 3,4	42 734	- 3,4
Spécialités à tartiner	6 084	- 0,3	6 382	+ 6,4
SÉCHAGE DE POUDRE DE LAIT	399 453	+ 3,4	419 372	+ 6,0
Lait écrémé en poudre réengraissé ou non	318 129	+ 6,3	320 442	+ 1,4
Autres poudres de lait (1,5% et plus)	81 324	- 6,6	98 930	+ 24,2
CONDITIONNEMENT DE POUDRES DE LAIT	132 999	+ 11,0	141 024	+ 6,1
LAIT CONCENTRÉ CONDITIONNÉ	6 815	- 4,0	7 215	+ 2,5
TOTAL FROMAGE DE VACHE (hors fondus)	1 276 135	+ 0,1	1 247 961	- 1,5
FROMAGES FONDUS issus de la fonte de fromages	84 792	+ 1,5	84 186	- 0,6
CASÉINES ET CASÉINATES	35 243	- 2,0	33 175	- 4,4
POUDRE DE BABEURRE	19 574	- 9,8	21 047	+ 7,5
POUDRE DE LACTOSÉRUM	375 865	- 3,1	365 969	- 2,8

* Unités : laits conditionnés en 1 000 l et autres produits en tonnes

** Matières grasses : beurre + (MGLA * 1,22) + spécialités à tartiner

Source : Agreste - Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Commerce extérieur

	cumul 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2020 (millier d'€)	20/19 (%)	2020 (millier d'€)	20/19 (%)	2020 (millier d'€)	20/19 (%)
Laits liquides (y c. vrac)	151 137	- 5,0	301 796	+ 3,7	150 658	+ 14,1
Beurre	462 565	- 20,7	260 525	- 11,2	-202 040	- 30,3
Fromages (tous laits) y c. fondus	1 403 725	+ 6,7	2 194 173	- 2,9	790 449	- 16,3
Laits en poudre	146 589	- 1,9	676 862	+ 20,2	530 273	+ 28,1
Yaourts et desserts lactés*	89 333	+ 4,7	324 552	+ 1,4	235 219	+ 0,2
Yaourts et laits fermentés	53 111	+ 6,4	166 952	+ 0,1	113 841	- 2,6

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

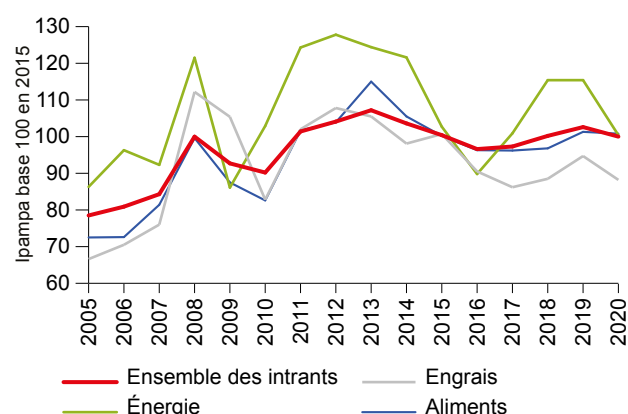
* hors desserts lactés de conserve ou thermisés

INTRANTS

Sur les neuf premiers mois de 2020, les prix des moyens de production achetés par les exploitants agricoles reculent (- 2,5 % sur un an) après trois années de hausse, sous l'effet de la baisse des prix de tous les intrants, à l'exception des semences. La production en volume d'aliments pour animaux d'élevage se contracte : les fabrications pour porcins sont en hausse alors que celles pour volailles et bovins reculent. Les prix des aliments sont en repli. Sur la campagne 2019-2020, les livraisons d'azote, de phosphate et de potasse diminuent. Les prix de l'azote et du phosphate baissent, alors que ceux de la potasse progressent.

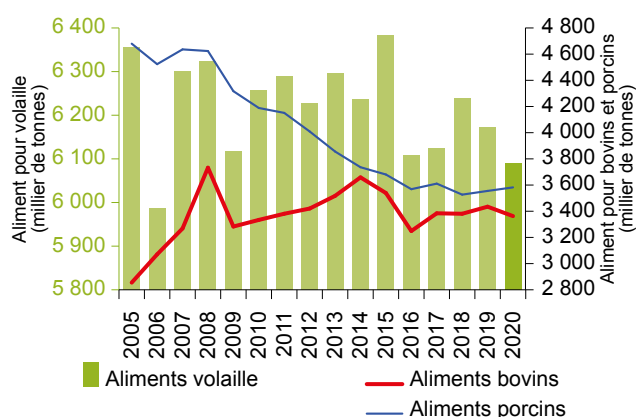
Principaux indicateurs

Graphique 1
Prix des intrants (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

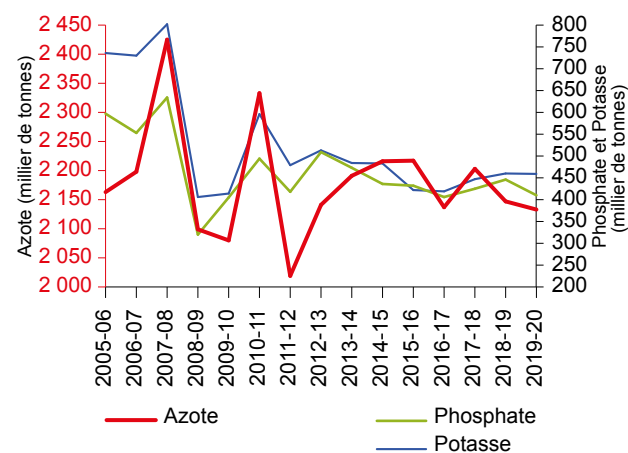
Graphique 2
Production d'aliments composés par espèce (9 mois*)



Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA

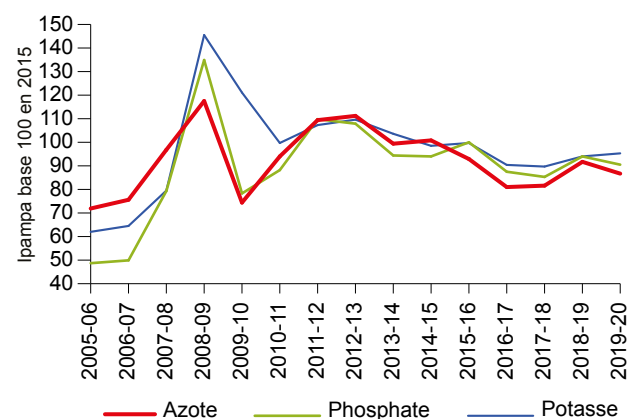
* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3
Livraisons d'engrais par campagne



Source : Unifa

Graphique 4
Prix des engrais par campagne (Ipampa) (9 mois*)



Sources : Insee, Agreste

Après trois années de hausse, le prix des intrants agricoles, mesuré par l'indice des prix d'achat des consommations intermédiaires des exploitations agricoles (Ipampa), diminue sur les 9 premiers mois de 2020 (graphique 1 - annexe Intrants). Les prix de la plupart des intrants

(engrais, énergie, produits de protection des cultures et aliments pour animaux) reculent (- 2,5 % sur un an), à l'exception de ceux des semences restés stables. C'est la première fois depuis 2016 que les prix de l'énergie, qui représente 12 % des intrants, diminuent (- 13 %).

En 2020, baisse des prix du pétrole

Après une faible progression en 2019, les cours du pétrole de la mer du Nord sont orientés à la hausse début 2020, avant de chuter fortement en mars, en lien avec la crise déclenchée par la Covid-19 (graphique 5). La

chute d'activité liée aux mesures de restriction instaurées dans de nombreux pays a en effet entraîné une forte diminution de la demande, notamment en produits pétroliers ; ce recul s'amplifie en avril. La sortie du confinement et le redémarrage économique, notamment en Chine, s'accompagnent d'une remontée des cours du pétrole jusqu'en août, à 45 \$ le baril, niveau néanmoins en deçà de celui du début 2020 (60 \$/baril). En septembre, les prix du pétrole se replient à nouveau, à 41 \$/baril en moyenne.

Les prix du fioul carburant, qui représente la moitié du poste énergie, suivent la même tendance mais de manière amortie : en recul de janvier à mai, puis en hausse en juin, pour ensuite repartir à la baisse jusqu'en septembre.

Stabilité des prix des semences ; poursuite du recul des prix des produits phytosanitaires

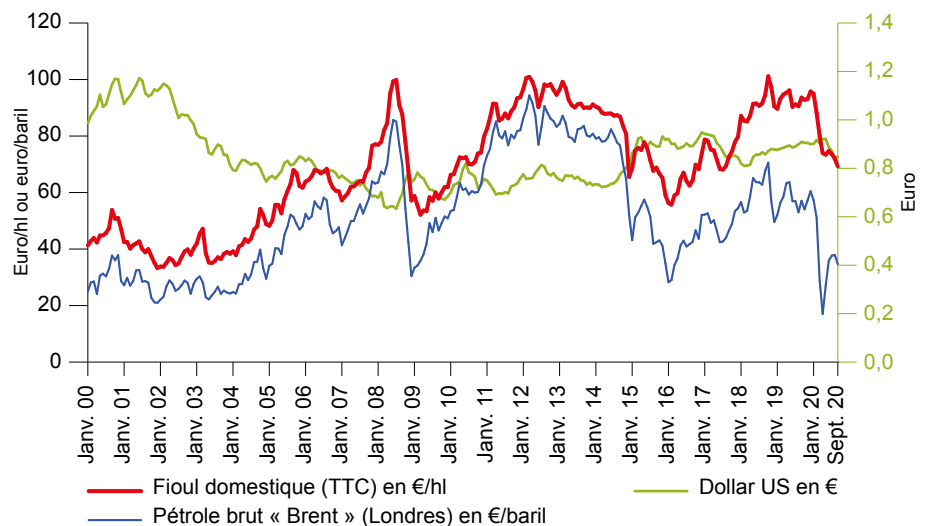
Comme l'an passé, le prix des semences, qui représentent 7 % des intrants, est quasiment stable sur les neuf premiers mois de 2020 (+ 0,2 % sur un an). Poursuivant leur tendance baissière depuis 2014, les prix des produits de protection des cultures reculent sensiblement sur les neuf premiers mois (- 3,1 % sur un an).

La production d'aliments pour animaux d'élevage fléchit

Après deux années de hausse, en 2018 et 2019, la fabrication d'aliments composés recule sur les neuf premiers mois de 2020 (- 1,2 %) par rapport à la même période de l'année précédente (*annexe*).

La baisse des fabrications est particulièrement marquée en avril et mai 2020 ; elle touche presque toutes les filières animales, principalement celles des aliments pour bovins et volailles (respectivement - 2,1 % et - 1,4 %). Seule la production d'aliments pour porcins est en légère hausse (+ 0,8 %), la conjoncture porcine bénéficiant toujours de la forte demande chinoise (*graphique 2*). Elle bénéficie de la bonne tenue des

Graphique 5
En 2020, les prix de l'énergie chutent



Sources : Insee, ministère de l'industrie

fabrications d'aliments pour porcs à l'engrais (+ 1,6 %) et truies (+ 0,3 %), celles pour porcelets ayant baissé (- 2,4 %).

Toutes les fabrications d'aliments pour volailles sont en recul sur un an, à l'exception des aliments pour les poules pondeuses et les dindes. La baisse de production la plus importante concerne les aliments pour palmipèdes (- 14,4 %), filière particulièrement pénalisée par la fermeture de la restauration hors domicile. Ensuite, viennent les productions pour les poules pondeuses (- 3,8 %) et les dindes (- 2,0 %). Les fabrications d'aliments pour poulets sont celles qui reculent le moins (- 0,9 %)

La quantité d'aliments industriels destinés aux vaches laitières recule en 2020 (- 1,2 %), dans un contexte de stabilisation de la production laitière. Il en est de même pour les aliments composés à destination des autres bovins (- 4,2 %).

En 2020, baisse des prix des aliments achetés pour les animaux d'élevage

Après une hausse en 2019, les prix des aliments pour animaux d'élevage (27 % des intrants), mesurés par l'Ipampa, s'établissent en 2020 légèrement en dessous de ceux de

2019 (- 0,5 % sur les neuf premiers mois) (*graphique 6*). Dans le même temps, les prix des matières premières (Ipa) entrant dans les formulations des aliments pour animaux reculent par rapport à 2019 (- 1,4 % en moyenne).

De façon générale, il y a un décalage temporel entre les évolutions des prix des matières premières et celle des aliments fabriqués car les fabricants procèdent à des achats anticipés plusieurs mois à l'avance, à des conditions de prix pouvant différer de celles du mois de livraison ; de fait les courbes d'évolution des prix des matières premières et des aliments sont parallèles mais avec un décalage de quelques mois. Par ailleurs, d'autres coûts (logistiques, fabrication) interviennent, expliquant en partie la différence d'évolution entre les prix des matières premières et celles des aliments fabriqués.

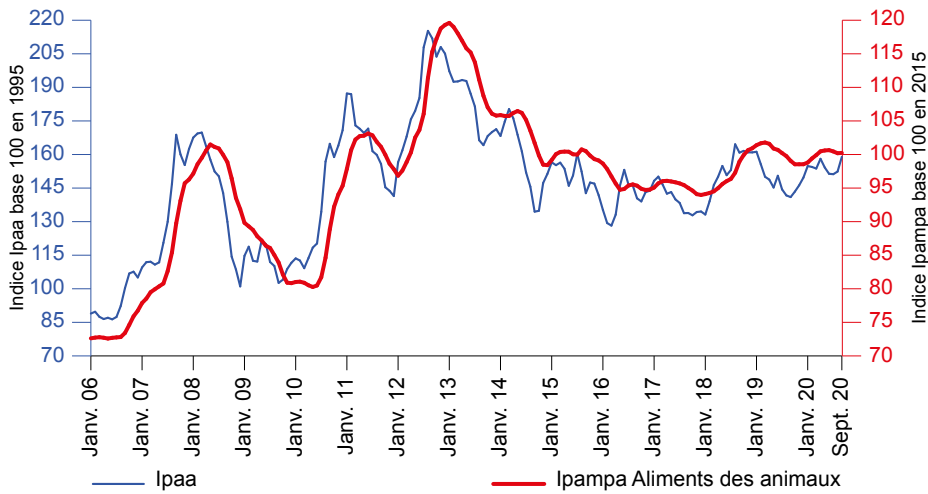
Recul des livraisons d'engrais de la campagne 2019-2020

Lors de la campagne 2019-2020, les livraisons d'engrais reculent, à l'exception de celles de potasse.

Pour la campagne de juillet 2019 à juin 2020, les livraisons d'azote diminuent de 0,7 % sur un an, tout en restant proches de la moyenne quinquennale (*graphique 3 - annexe*).

Graphique 6

Les prix d'achat des aliments par les éleveurs répercutent les évolutions des cours des matières premières utilisées en alimentation animale, mais avec retard et dans des proportions moins fortes



Sources : Agreste, Insee - Ipampa, La Dépêche - Le Petit Meunier - Ipaa (Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale, reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale)

Ce repli s'inscrit dans le contexte d'une forte baisse des surfaces de blé tendre ; il touche plus particulièrement l'azote sous forme d'urée et de solutions azotées. Parallèlement, les prix de ces engrais fléchissent (- 5,4 % par rapport à la campagne précédente), en particulier ceux de l'urée, produit directeur pour les autres engrais azotés.

Sur la campagne de mai 2019 à avril 2020, les livraisons de phosphate se replient (- 8,1 %), de même que les prix (- 3,8 %). Les livraisons d'engrais potassiques sont stables sur un an (- 0,2 %) tout en progressant par rapport au niveau moyen des cinq dernières campagnes (+ 3,8 %) ; les prix s'accroissent (+ 1,4 %) (graphique 4).

Annexe - Intrants

Indice de prix d'achat des moyens de production agricole

	Pondérations (%)	2019	2020	Evolution (%)	Moyenne 2015-2019
Ensemble des moyens de production agricole	100,0	102,6	100,0	- 2,5	99,4
dont					
Semences	7,4	97,4	97,6	+ 0,2	98,2
Énergie et lubrifiants	12,3	115,4	100,4	-13,0	104,8
Engrais et amendements	14,1	94,7	88,2	- 6,9	92,1
Produits de protection des cultures	11,1	96,1	93,1	- 3,1	98,6
Aliments des animaux	28,2	101,3	100,8	- 0,5	98,2

Indice base 100 en 2015 - Moyenne sur 9 mois

Source : Insee, Agreste

Production d'aliments composés

	Production d'aliments composés (milliers de tonnes)			Ipampa (indice 100 base 2015)		
	Cumul janvier-septembre			Moyenne mensuelle janvier-septembre		
	2019	2020	Evol %	2019	2020	Evol %
Bovins	3 435	3 363	- 2,1	99,9	99,2	- 0,8
Ovins Caprins	499	497	- 0,3	101,9	101,3	- 0,6
Porcins	3 555	3 582	+ 0,8	102,7	101,7	- 1,0
Volailles	6 173	6 089	- 1,4	99,4	98,6	- 0,8
Lapins	196	188	- 4,1	101,8	101,1	- 0,6
Allaitement	238	223	- 5,9	102,4	111,8	+ 9,2
Animaux de ferme	14 434	14 268	- 1,2	100,8	100,1	- 0,7

Source : Agreste d'après Coop de France NA - SNIA, Insee

Note : La production d'aliments composés pour les bovins inclut le mash.

Livraisons d'engrais en quantités d'éléments fertilisants

	Campagne 2018-2019	Campagne 2019-2020	2019-2020 /2018-2019	Moyenne sur cinq ans
	Millier de tonnes		%	Millier de tonnes
Azote	2 147	2 133	- 0,7	2 169
Phosphate	446	410	- 8,1	424
Potasse	460	459	- 0,2	442

Campagne pour l'azote : de juillet à juin. Campagne pour le phosphate et la potasse de mai à avril

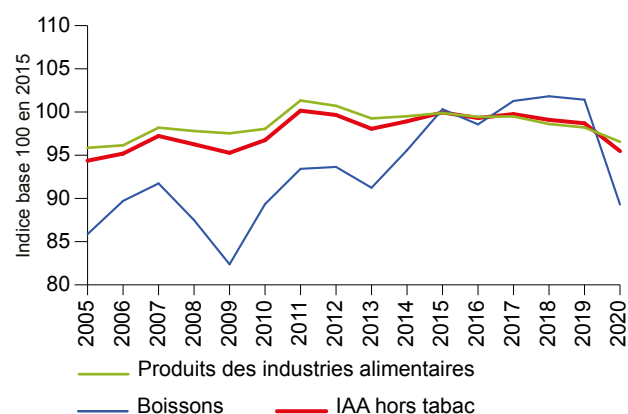
Source : Insee, Agreste

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

En 2020, la production des industries agroalimentaires (hors tabac) devrait reculer, principalement sous l'effet de la baisse des fabrications des boissons. Après deux années de repli, la consommation alimentaire des ménages croît, le confinement ayant entraîné un report de la restauration hors domicile vers la consommation à domicile. Sur les neuf premiers mois de 2020, l'excédent commercial des IAA recule du fait d'un fort repli de l'excédent des échanges de boissons. Les prix à la production augmentent légèrement sur les neuf premiers mois sur un an. Sous l'effet de la baisse de la production, le chiffre d'affaires du secteur devrait reculer.

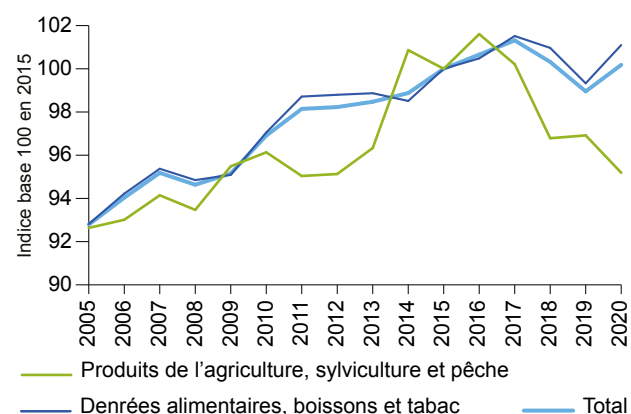
Principaux indicateurs

Graphique 1
Production en volume (9 mois)



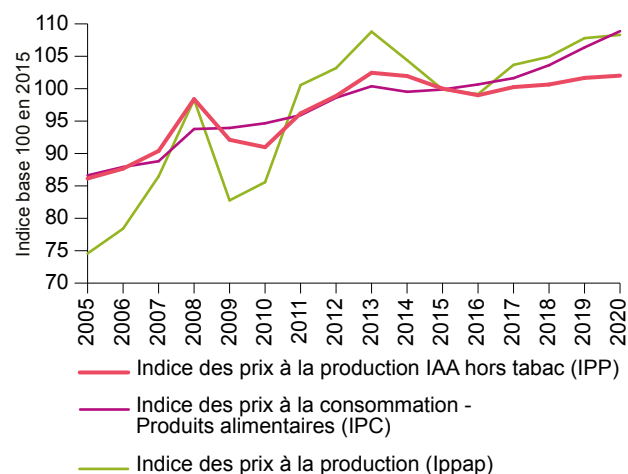
Source : Insee, indice de production industrielle CVS-CJO

Graphique 2
Dépenses de consommation des ménages en volume (9 mois)



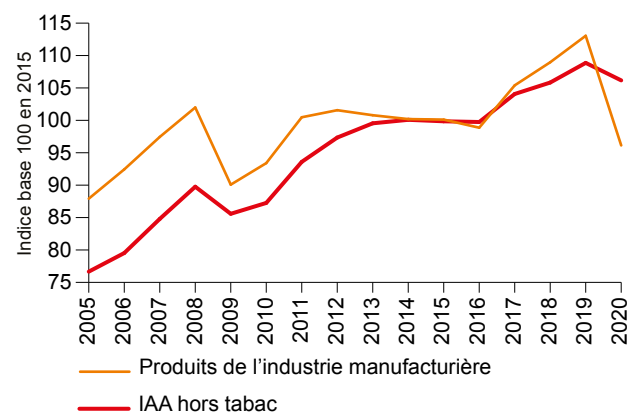
Source : Insee, comptes trimestriels - Traitement SSP - Indice CVS-CJO

Graphique 3
Prix (9 mois)



Source : Insee, indice brut

Graphique 4
Chiffres d'affaires (8 mois)



Source : Insee, indice de chiffres d'affaires CVS-CJO

Le périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév. 2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). De ce fait,

les données de branche présentées incluent l'artisanat alimentaire (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie, qui font partie des activités de la division 10 de la nomenclature d'activité).

En 2020, la production des IAA devrait de nouveau reculer

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, la production en volume des industries agroalimentaires se replie sur un an (- 2,7 %) (*graphique 1 - annexe Industries agroalimentaires*). Le confinement mis en place à partir du 17 mars 2020 pour faire face à la crise de la Covid-19 a en effet perturbé l'activité économique des industries agroalimentaires. Les effets ont cependant été moindres que dans l'ensemble de l'industrie manufacturière (- 13,4 % sur un an).

Cela s'est traduit par un repli modéré des fabrications de produits alimentaires et un recul important des fabrications de boissons, qui représentent 15 % de la production totale des IAA.

Pour la troisième année consécutive, la baisse de la production des industries alimentaires (hors boissons) se poursuit, avec des évolutions hétérogènes selon les produits. Les fabrications d'*aliments pour animaux* (+ 0,9 % par rapport à 2019 sur les neuf premiers mois) s'accroissent pour la quatrième année consécutive. Les fabrications de *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* sont également en hausse (+ 2,4 %). Il en va de même pour les fabrications de *produits à base de fruits et légumes* (+ 0,4 %). La production de *produits laitiers* est quasiment stable (+ 0,1 %). En revanche, toutes les autres fabrications diminuent ; la production de *produits du travail des grains et produits amylacés* est en net repli (- 6,3 %) tandis que les fabrications de *boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* (- 3,6 %) souffrent d'une moindre consommation de viennoiseries, pâtisseries et de sandwich pendant le confinement.

En 2020, hausse de la consommation des ménages en produits alimentaires sous l'effet du confinement

Sur les neuf premiers mois de l'année 2020, la consommation en volume des ménages en produits agroalimentaires se redresse, après deux années

de recul, selon les comptes trimestriels de l'Insee, contrairement à la consommation hors alimentaire (*graphique 3 - annexe*). Cette hausse concerne exclusivement les denrées alimentaires, les boissons et le tabac achetés par les ménages pour leur consommation à domicile, les achats de produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) reculant. La croissance des achats de produits alimentaires s'explique par un report sur la consommation à domicile à la suite de la quasi-fermeture de la restauration hors domicile pendant le confinement (*graphique 5 - annexe*).

Sur les neuf premiers mois de 2020, net recul de l'excédent commercial

En 2020, l'excédent commercial des IAA se contracte à nouveau, après la hausse de 2019. Il se contracte de façon très marquée (- 26,9 % sur les neuf premiers mois), les exportations ayant plus diminué plus que les importations.

L'excédent des échanges de boissons recule (- 21,5 %), largement pénalisé par les taxes à l'exportation sur les vins tranquilles, le ralentissement de la demande chinoise et la crise sanitaire, tandis que le déficit commercial des produits alimentaires s'améliore après sept années de dégradation, sous l'effet d'une baisse des importations

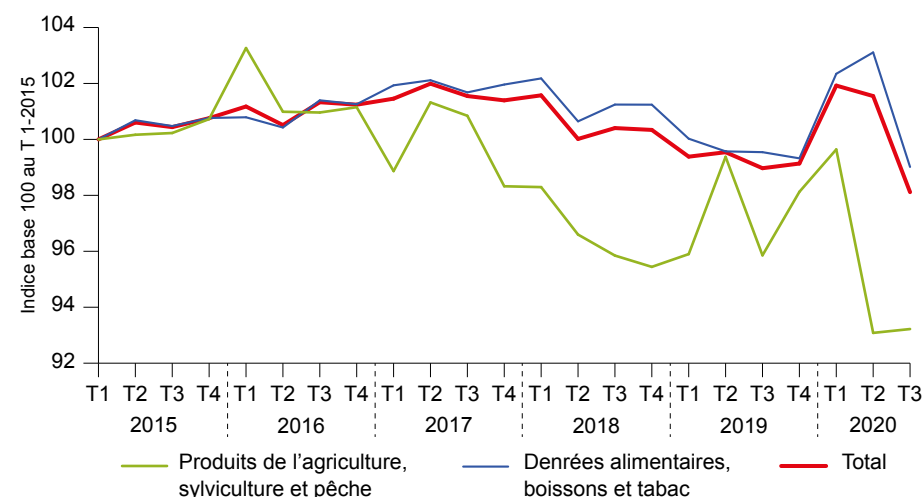
supérieure à celle des exportations. La baisse des importations est pour une grande part la conséquence de la fermeture de la restauration hors domicile, dont l'approvisionnement fait plus appel aux produits d'importations que les achats alimentaires des ménages.

Les prix à la production augmentent de manière modérée

Après la baisse de 2019, les prix à la production des IAA augmentent en 2020 de manière limitée (+ 0,3 %, sur les neuf premiers mois), soutenus par la hausse des prix des produits alimentaires (+ 0,7 % sur un an) alors que les prix des boissons reculent (- 1,2 %) (*graphique 3*).

Les prix des *viande et produits à base de viande* (+ 4,0 %) sont en hausse, ainsi que ceux des *produits laitiers* (+ 0,8 %). Il en est de même des prix des *préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche* (+ 2,2 %) et de ceux des *autres produits alimentaires* (+ 0,8 %). Les prix de tous les autres produits sont en baisse ; c'est le cas des *produits à base de fruits et légumes*, des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires*, des *huiles et graisses végétales et animales*, des *produits du travail des grains et produits amylacés* et des *aliments pour animaux*.

Graphique 5
Dépenses de consommation des ménages (en volume)



Source : Insee, comptes trimestriels - Traitement SSP - Indice CVS-CJO

La contraction du chiffre d'affaires des boissons pèse sur l'ensemble des IAA

Sur les huit premiers mois de 2020, après quatre années de hausse, le chiffre d'affaires du secteur des industries agroalimentaires recule (*graphique 4*). Si la baisse du chiffre d'affaires des boissons est marquée (- 11,1 %), celle des industries alimentaires l'est moins (- 0,9 %). Le secteur de la boulangerie-pâtisserie enregistre les baisses les plus importantes (- 8 %) tandis que les

ceux des huiles et graisses végétales et animales, des aliments pour animaux et, à un moindre degré, des viandes et les produits laitiers tirent leur épingle du jeu.

L'emploi dans les IAA est en recul sur un an au 1^{er} semestre 2020

Après quatre années de hausse, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) est en recul sur un an au 1^{er} semestre 2020

d'après les comptes trimestriels de l'Insee (- 0,6 %). En moyenne, les IAA emploient 584 600 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 3 400 salariés de moins qu'au 1^{er} semestre 2019. Cette évolution s'inscrit dans un contexte où l'emploi recule dans l'ensemble de l'industrie manufacturière. Au 1^{er} semestre 2020, 2,75 millions de personnes travaillent dans l'industrie manufacturière, soit l'équivalent de 36 000 salariés en moins (- 1,3 % en moyenne sur un an) par rapport à la même période de 2019.

Annexe - Industries agroalimentaires

Activité des industries agroalimentaires (production en volume, prix, chiffre d'affaires et commerce extérieur)

	Poids dans la production	Janvier - septembre 2020 / janvier - septembre 2019 (%)**					2020	2019
		Production (volume)	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations (valeur)	Importations (valeur)	Solde extérieur (million d'euros)	
							Brut		Brut
%								
Produits des industries alimentaires	85,1	- 1,2	+ 0,7	- 0,9	- 0,3	- 2,5	-3 692	-4 307
Viande et produits à base de viande	24,9	- 1,1	+ 4,0	+ 1,6	- 4,9	- 5,2	-1 005	-1 072
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,9	+ 2,4	+ 2,2	..	- 11,7	- 5,9	-2 314	-2 419
Produits à base de fruits et légumes	6,6	+ 0,4	- 1,3	- 0,1	- 0,9	- 3,6	-1 989	-2 108
Huiles et graisses végétales et animales	5,4	- 0,6	- 1,9	+ 3,0	+ 21,7	- 6,1	-1 486	-1 815
Produits laitiers	20,3	+ 0,1	+ 0,8	+ 1,8	+ 0,8	- 5,8	2 108	1 890
Produits du travail des grains et produits amylacés	6,1	- 6,3	- 2,8	- 1,9	- 7,4	+ 3,7	290	478
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	6,2	- 3,6	- 1,7	- 8,0	- 6,0	- 1,8	-281	-217
Autres produits alimentaires	21,6	- 0,5	+ 0,8	- 1,3	+ 1,1	+ 1,3	49	64
Aliments pour animaux	6,0	+ 0,9	- 0,4	+ 3,0	+ 7,9	+ 11,2	935	892
Boissons*	14,9	- 10,6	- 1,2	- 11,1	- 17,9	- 5,8	7 775	9 898
IAA hors tabac	100	- 2,7	+ 0,3	- 2,1	- 6,6	- 2,8	4 083	5 592

* Chiffre d'affaires de janvier à août

** Non compris les vins pour la production

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Dépenses de consommation des ménages par trimestre en volume

Million d'euros 2000

	Consommation T1 2019	Consommation T2 2019	Consommation T3 2019	Consommation T4 2019	Consommation T1 2020	Consommation T2 2020	Consommation T3 2020	T1 2020/T1 2019 (%)	T2 2020/T2 2019 (%)	T3 2020/T3 2019 (%)
Produits de l'agriculture, sylviculture et pêche	7 721,1	8 001,0	7 717,5	7 900,2	8 022,3	7 494,3	7 505,3	3,9	-6,3	-2,7
Denrées alimentaires, boissons et tabac	43 716,9	43 519,0	43 506,7	43 410,3	44 731,1	45 065,0	43 275,9	2,3	3,6	-0,5
Total	51 438,0	51 520,1	51 224,2	51 310,4	52 753,4	52 559,3	50 781,2	2,6	2,0	-0,9

Source : Insee, comptes trimestriels

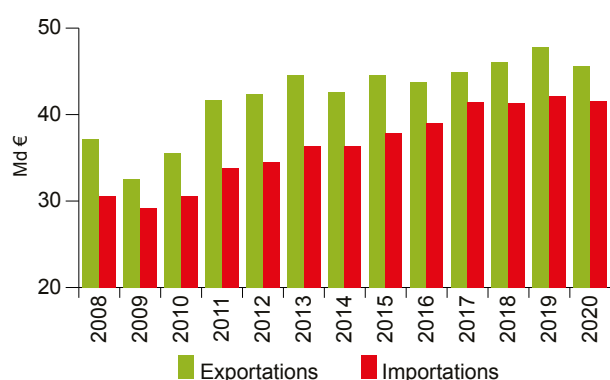
COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En 2020, sur les neuf premiers mois, l'excédent des échanges de produits agroalimentaires diminue de 1,7 milliard d'euros (Md€) par rapport à 2019. Après deux années consécutives de hausse, il recule de 30 % en lien avec la chute des exportations de vins et de spiritueux, et malgré le recul des importations de produits transformés lié à la crise sanitaire. De ce fait, l'excédent des produits transformés se contracte nettement (- 1,6 Md€) à travers la baisse plus marquée des exportations que des importations. L'excédent des produits bruts est pour sa part pénalisé par la hausse des importations, les exportations ayant été soutenues par le dynamisme des ventes de céréales. La détérioration des échanges avec les pays tiers contribue pour près des trois quarts à la baisse de l'excédent global ; le déficit des échanges avec l'UE se creuse un peu plus.

Principaux indicateurs

Graphique 1

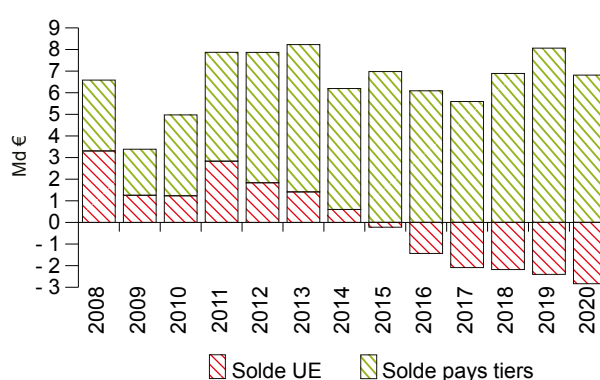
Exportations - Importations de produits agroalimentaires (9 mois*)



Source : Douanes - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1

Graphique 2

Solde des échanges UE - Pays tiers (9 mois*)

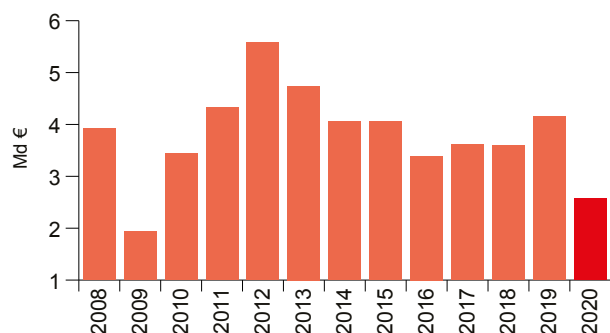


Source : Douanes - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1 - UE à 27 (sans le Royaume-Uni)

* Sur les 9 premiers mois de chaque année.

Graphique 3

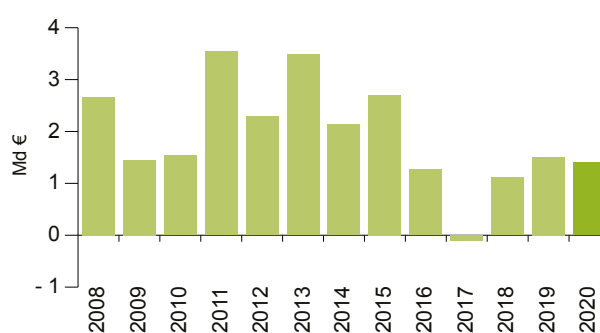
Solde des échanges de produits transformés (9 mois*)



Source : Douanes - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1

Graphique 4

Solde des échanges de produits bruts (9 mois*)



Source : Douanes - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1

Détérioration globale de la balance commerciale

Sur les neuf premiers mois de 2020, le déficit global des échanges extérieurs français s'élève à 65 milliards d'euros (Md€), en augmentation de 4,6 Md€ par rapport à 2019. Cette évolution résulte principalement de la forte dégradation des échanges

de matériels de transport, secteurs phare des exportations françaises. L'excédent se réduit ainsi de 12 Md€ et devient même déficitaire, le secteur des produits de la construction aéronautique et spatiale ayant été particulièrement pénalisé par la pandémie de Covid-19. Par ailleurs, les autres principaux excédents commerciaux français diminuent

également : - 2 Md€ pour les produits chimiques, parfums, cosmétiques, - 1,7 Md€ pour les produits agricoles et agroalimentaires et - 1,6 Md€ pour les produits pharmaceutiques. Ces mauvais résultats sont toutefois atténués par la baisse des cours du pétrole et donc la réduction de la facture énergétique pour les hydrocarbures (- 12,4 Md€).

Les échanges de produits bruts résistent durant la période de confinement (mars-avril-mai 2020)

En cumul, sur mars-avril-mai 2020, les exportations de produits agroalimentaires chutent de 1,8 Md€ par rapport à la même période en 2019, principalement celles de vins et d'alcools (- 1,3 Md€) (*graphique 5*). Quasiment tous les produits transformés sont concernés, excepté les huiles, graisses, tourteaux ainsi que les aliments pour animaux. Les ventes de produits bruts (*graphique 6*) sont soutenues par les exportations de céréales ; ces dernières n'ont pas souffert des effets de la crise sanitaire puisqu'elles progressent même sur cette période (+ 0,2 Md€ par rapport à 2019). On constate également une augmentation des expéditions de fruits et légumes frais (respectivement + 4 et + 1 %) ; en revanche, les exportations des autres produits bruts reculent, notamment les graines oléagineuses et les animaux vivants, à travers les ventes de bovins.

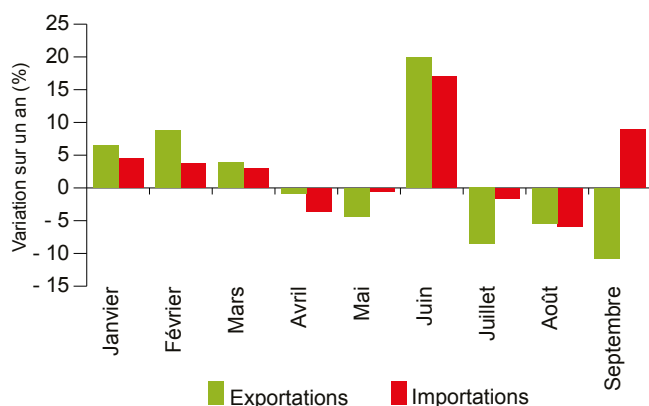
Les importations diminuent également de 1,1 Md€ sur la même période, principalement les achats de produits

transformés et notamment ceux de viandes et produits à base de viande (sauf la viande porcine), les boissons et les produits laitiers (respectivement - 0,3, - 0,2 et - 0,1 Md€). Seules les importations d'aliments pour animaux et de produits de la première transformation des céréales augmentent. La baisse n'est pas aussi marquée pour les produits bruts ; elle s'explique principalement par le repli des achats de produits de la pêche et de l'aquaculture (- 0,1 Md€) dans un contexte d'effondrement de la consommation de poisson frais durant cette période. La hausse des achats de légumes et de fruits frais est notable (respectivement + 12 et + 10 % sur un an).

À l'issue de cette période, les exportations et les importations de produits agroalimentaires rebondissent (respectivement + 5 et + 9 % en juin 2020 par rapport à juin 2019).

Graphique 5

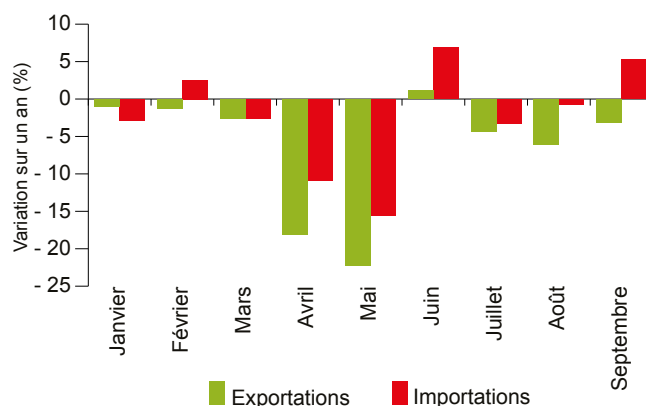
Baisse limitée des échanges de produits bruts en mars et avril 2020



Source : Douanes - CPF rév. 2.1 - Données CVS-CJO

Graphique 6

Effondrement des échanges de produits transformés durant le confinement



Source : Douanes - CPF rév. 2.1 - Données CVS-CJO

Sur les neuf premiers mois de 2020, chute de l'excédent des produits transformés...

Après deux années consécutives de hausse, l'excédent agroalimentaire baisse de 30 %, principalement en raison de la chute de 38 % de l'excédent des produits transformés (*graphique 3*), et en premier lieu de la nette contraction des exportations de vins et spiritueux ; cette chute de l'excédent agroalimentaire intervient malgré un tassement inédit des importations, favorisé par le contexte

de la Covid-19 (*encadré*). À un moindre degré, la baisse de 7 % de l'excédent commercial en produits bruts accentue un peu plus le recul de l'excédent global, malgré les bonnes performances à l'exportation des céréales françaises (*graphique 4*).

... principalement avec les pays tiers

La chute de l'excédent agroalimentaire résulte principalement de la dégradation de l'excédent avec les pays tiers (- 1,2 Md€ soit - 15 % sur

un an) mais aussi de l'aggravation du déficit avec l'UE (- 0,4 Md€, soit - 18 %) (*graphique 2*).

La diminution de l'excédent avec les pays tiers provient exclusivement des produits transformés (- 1,6 Md€ par rapport aux neuf premiers mois de 2019), sous l'effet du recul plus marqué des exportations que des importations (*annexe Commerce extérieur*). Le déficit des échanges de produits bruts avec les pays tiers se réduit mais dans une moindre mesure.

Le déficit des échanges agroalimentaires avec l'UE se creuse de nouveau, à - 2,8 Md€, sous l'effet d'une baisse des exportations supérieure à celle des importations, cette dernière portant sur les seuls produits transformés.

Toutes destinations confondues, les ventes de produits agricoles et agroalimentaires diminuent de 2,2 Md€ par rapport aux neuf premiers mois de 2019 tandis que les importations reculent de 0,5 Md€ (*graphique 1*).

Céréales : locomotive des exportations françaises au 1^{er} semestre 2020

Sur les neuf premiers mois de 2020, l'excédent des échanges de céréales, au premier rang des produits bruts exportés, progresse de 0,4 Md€ par rapport à 2019 (*annexe*). Les ventes de céréales à paille ont bénéficié de l'augmentation des volumes disponibles due à l'abondance de la récolte 2019, la deuxième plus importante après celle de 2015 (*graphique 7*). La nette contraction de la récolte céréalière 2020, sous l'effet du recul des surfaces et des rendements pour les céréales à paille, limite les disponibilités à l'exportation au 2^d semestre 2020, dans un contexte de concurrence vive entre pays exportateurs en lien avec les bonnes récoltes mondiales.

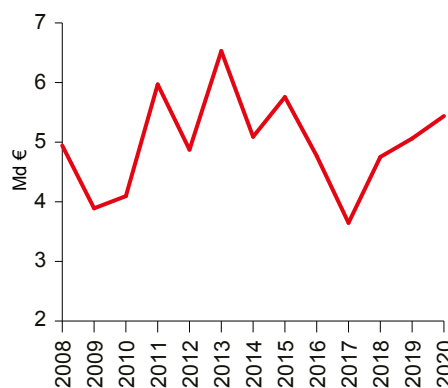
Les exportations de blé tendre augmentent de 321 millions d'euros (M€), compte tenu de la hausse des quantités vendues aux pays tiers (+ 2,4 millions de tonnes (Mt)). Les ventes à destination de la Chine sont particulièrement dynamiques du fait de ses besoins accrus en aliments qu'implique la reconstitution de son cheptel porcin (décimé par la peste porcine africaine), de l'essor de ses élevages avicoles pour compenser la moindre production de viande de porc mais aussi de la constitution de stocks de sécurité, à la suite d'une moindre récolte en 2020. On note aussi, au 1^{er} semestre, une progression importante des ventes vers l'Afrique du Nord (Algérie, Maroc et Égypte), toujours dans une logique de constitution de stocks dans un

contexte de pandémie. À l'inverse, les exportations de blé tendre vers l'UE diminuent de 0,8 Mt en raison du ralentissement de la demande en alimentation animale dans la plupart des pays européens mais aussi de moindres utilisations industrielles dans le Nord communautaire.

Quant aux exportations de maïs et d'orges, les évolutions sont contrastées avec respectivement + 188 et - 80 M€. Les volumes de maïs français exporté augmentent sensiblement (+ 0,6 Mt) dans un contexte de compétitivité-prix accrue en alimentation animale par rapport au blé dans l'UE. En outre, si les deux canicules de l'été 2019 ont entamé le potentiel de croissance des maïs par rapport à 2018, l'augmentation des surfaces a permis à la production de croître très légèrement. La hausse des quantités d'orge vendues (+ 0,1 Mt), notamment vers les deux premiers importateurs mondiaux d'orge que sont la Chine et l'Arabie saoudite, ne permet pas de compenser la diminution des prix à l'exportation.

Graphique 7

Sur les neuf premiers mois de 2020, les exportations de céréales progressent sur un an pour la troisième année consécutive



Source : Douanes - CPF rév. 2 jusqu'en 2014, puis CPF rév. 2.1

Filière oléoprotéagineuse : baisse du déficit sur les neuf premiers mois de 2020

Par rapport aux neuf premiers mois de 2019, le déficit de la filière oléoprotéagineuse (graines, huiles et tourteaux) se réduit de 131 M€ sur un an en 2020 pour s'établir à - 1,5 Md€, essentiellement en raison

de l'augmentation des exportations d'huiles et de corps gras (+ 171 M€) et de la diminution des importations de tourteaux (- 100 M€) (*annexe*). Cette baisse concerne principalement les tourteaux de soja, dans un contexte de hausse des prix liée à la demande chinoise en soja. La réduction du déficit commercial des huiles, tourteaux et corps gras fait plus que contrebalancer la diminution de l'excédent en graines. Ce dernier a pâti de la hausse des importations dans un contexte de recul de la production hexagonale de colza en 2020.

Sucre : des exportations mieux valorisées en 2020 malgré la crise de la Covid-19

Sur les neuf premiers mois de 2020, les ventes de sucre augmentent de 44 M€ par rapport à 2019, sous l'effet de la hausse des prix à l'export, hors période de premier confinement, les quantités expédiées ayant diminué (*annexe*). Dans le même temps, les importations diminuent de 8 M€. Les prix à l'exportation du sucre pourraient rester à des niveaux supérieurs à ceux de 2019 sur la fin de l'année en raison de la baisse de la production de betterave pour la campagne 2020-2021 (jaunisse, été très sec) et ce, malgré la chute des cours observée pendant la nouvelle vague de Covid.

Fruits et légumes (y compris pommes de terre) : les importations de fruits et légumes frais accroissent le déficit de la filière

Sur les neuf premiers mois de 2020, le déficit commercial structurel de la filière fruits et légumes (fruits, légumes et produits à base de fruits et légumes) se creuse de 225 M€ sur un an, pour atteindre - 5,2 Md€, après l'amélioration enregistrée en 2019.

Le déficit des légumes frais se creuse de 94 M€, la hausse des importations sur un an (+ 79 M€) se doublant d'une diminution des exportations (- 14 M€), dans un contexte de contraction des récoltes et de hausse de la consommation de certains légumes frais pendant le premier

confinement. Avec des prix en baisse, les exportations de pommes de terre régressent de 92 M€ sur un an, malgré des quantités vendues en hausse de 2 %. L'abondance de la récolte 2019 et la réduction de la demande de l'industrie de la transformation en raison de la crise de la Covid-19 ont pesé sur les prix des pommes de terre. Du fait de la baisse des prix, les importations diminuent de 49 M€ mais cela est insuffisant pour éviter un recul de l'excédent commercial en pommes de terre à 358 M€.

Le déficit commercial des fruits frais s'alourdit (+ 11 %), l'augmentation des exportations de 46 M€ (principalement de pommes du fait d'une offre en hausse et d'une demande accrue) étant inférieure à celle des importations (+ 259 M€) liée principalement à la hausse des achats d'agrumes.

Le déficit des échanges de produits issus de la transformation des fruits et légumes se réduit de 80 M€ en raison d'une diminution des importations (- 89 M€) plus marquée que celle des exportations. Seules les ventes de confitures, gelées, compotes et purées de fruits sont excédentaires et, à un degré moindre, les pois appertisés. Au premier rang des produits déficitaires, on trouve le jus d'orange, majoritairement importé.

Produits laitiers : une hausse de l'excédent portée par le net recul des importations

Sur les neuf premiers mois de 2020, les exportations de produits laitiers, troisième poste exportateur après les boissons et les céréales, progressent de 38 M€ par rapport à 2019. Cette évolution s'explique en grande partie par le dynamisme de la demande mondiale en poudre de lait. Les importations diminuent de 180 M€ sur la même période, en lien avec un recul important des achats de beurre accentué par le contexte de baisse des prix.

Produits de l'élevage et de l'abattage : en 2020, la baisse des importations fait plus que contrebalancer celle des exportations

Sur les neuf premiers mois de 2020, l'excédent commercial des produits de l'élevage et de l'abattage (305 M€) se consolide (+ 56 M€).

L'excédent des échanges d'animaux vivants, de miel et d'œufs se contracte de 11 M€ sur un an. Cette évolution s'explique par la baisse de 12 M€ des exportations, elle-même liée au recul des ventes de bovins, notamment vers l'Italie (dans le contexte sanitaire, les engraisseurs italiens ont diminué le nombre d'animaux dans les ateliers) et l'Espagne.

En ce qui concerne les produits transformés, le déficit commercial en viandes, préparations à base de viandes et sous-produits issus de l'abattage se réduit de 66 M€ sur un an. L'excédent commercial en viande porcine s'accroît de 52 M€ grâce aux exportations qui augmentent plus que les importations (respectivement + 72 et + 21 M€). Les prix sont toujours soutenus par la demande chinoise et ce, malgré un certain ralentissement des échanges durant la période de premier confinement. Le déficit en viande bovine se réduit de 120 M€ ; la baisse des exportations (- 45 M€) est plus que compensée par le recul des importations (- 165 M€), dans un contexte de repli de la consommation hors domicile durant le premier confinement. À l'inverse, le déficit se creuse pour la viande de volaille (- 4 M€), la baisse des exportations (- 75 M€ sur un an), notamment vers l'Allemagne et l'Arabie saoudite, ayant été supérieure à celle des importations.

Vins et spiritueux : des exportations dans la tourmente

Avec la fermeture de nombreux restaurants et débits de boissons

et les moindres occasions festives, quasiment simultanément dans de nombreux pays du monde, le secteur des vins et spiritueux, en grande partie tourné vers l'export pour ses vins d'appellation, souffre particulièrement des conséquences de la crise sanitaire.

Sur les neuf premiers mois de 2020, les exportations de vins et de Champagne reculent de 20 % en valeur par rapport à la même période en 2019. Plus des trois quarts de cette baisse concernent les flux à destination des pays tiers. Vers les États-Unis, premier débouché en valeur pour les vins et Champagne français, les ventes diminuent de 432 M€. Outre le contexte sanitaire, ces dernières sont avant tout pénalisées par les taxes américaines mises en place à la mi-octobre 2019 sur les vins tranquilles en bouteille dans le cadre du conflit sur l'aéronautique. Vers le Royaume-Uni, les expéditions reculent de 144 M€ après les achats par anticipation liés au Brexit, puis sous l'effet des mesures de premier confinement mises en place. Vers la Chine, les ventes régressent aussi de 126 Md€ : outre le contexte sanitaire et les mesures de confinement mises en place dès le début d'année dans ce pays, le ralentissement économique et la concurrence australienne et chilienne pèsent sur la consommation des vins français. L'excédent commercial des vins et Champagne est ainsi fortement tiré vers le bas (- 1,2 Md€ sur un an).

Les exportations d'alcools spiritueux (Cognac, Rhum, etc.), en chute de 25 % en valeur par rapport à 2019, sont également pénalisées par les mauvais résultats des échanges avec les pays tiers, notamment avec les États-Unis (premier débouché pour le Cognac) et avec l'Asie (Singapour, Chine, Hong Kong, Taïwan).

Au total, l'excédent des échanges de vins et spiritueux atteint 7,5 Md€ (- 21 % sur un an).

Annexe - Commerce extérieur agroalimentaire

Commerce extérieur par zones et par types de produits

Million d'euros

Produits CPF2	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020
UE						
Produits bruts	5 144	5 247	7 807	7 453	2 663	2 206
Produits transformés	22 558	22 252	17 491	17 210	-5 066	-5 042
AGROALIMENTAIRE	27 702	27 499	25 298	24 663	-2 404	-2 836
Pays tiers						
Produits bruts	4 988	5 155	3 833	4 350	-1 155	-805
Produits transformés	9 463	8 959	18 681	16 579	9 218	7 620
AGROALIMENTAIRE	14 451	14 114	22 514	20 929	8 063	6 815
Monde						
Produits bruts	10 132	10 402	11 640	11 803	1 508	1 401
Produits transformés	32 021	31 211	36 172	33 789	4 152	2 579
AGROALIMENTAIRE	42 153	41 612	47 813	45 592	5 659	3 980

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

Commerce extérieur de produits bruts

Million d'euros

Produits CPF4	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020
PRODUITS BRUTS	10 132	10 402	11 640	11 803	1 508	1 401
Agriculture et élevage	8 643	9 026	10 852	11 145	2 210	2 119
Céréales, légum., oléagi.	1 229	1 363	6 177	6 481	4 948	5 118
<i>Céréales n. c. riz</i>	330	334	5 062	5 438	4 732	5 103
<i>Oléoprotéagineux</i>	897	1 024	1 113	1 042	216	17
Légumes, fleurs, plantes	2 624	2 667	1 806	1 787	-819	-880
<i>Légumes</i>	2 247	2 326	1 687	1 673	-560	-654
Prod. cult. permanentes	4 379	4 587	1 137	1 156	-3 242	-3 430
<i>Fruits</i>	2 650	2 908	804	850	-1 846	-2 058
<i>Café, cacao, thé</i>	680	754	24	23	-656	-731
Animaux vifs, œufs, miel	411	409	1 733	1 721	1 322	1 311
<i>Bovins</i>	41	37	1 110	1 052	1 069	1 015
Produits sylvicoles	189	153	344	303	155	150
Pêche et aquaculture	1 301	1 222	444	354	-857	-868

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

Commerce extérieur de produits transformés

Million d'euros

Produits CPF4	Cumuls 9 mois					
	Importations		Exportations		Solde	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020
IAA, TABACS	32 021	31 211	36 172	33 789	4 152	2 579
Viandes, prod. de l'abattage	4 341	4 113	3 268	3 107	-1 072	-1 006
<i>Viande bovine</i>	960	794	671	626	-289	-169
<i>Viande porcine</i>	554	575	692	765	138	189
<i>Volaille</i>	824	752	501	426	-322	-326
Prod. préparés de la pêche	3 097	2 913	680	600	-2 418	-2 313
Prod. à base de fruits & lég.	4 289	4 201	1 709	1 701	-2 581	-2 500
Huiles, tourteaux, corps gras	2 602	2 444	787	958	-1 815	-1 486
<i>Tourteaux</i>	1 082	982	98	121	-985	-861
Produits laitiers, glaces	3 118	2 938	5 008	5 046	1 890	2 108
<i>Fromages</i>	1 316	1 404	2 260	2 194	944	790
Produits des céréales	1 374	1 424	1 851	1 714	478	290
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 834	1 801	1 617	1 520	-217	-281
Autres produits alimentaires	6 427	6 511	6 491	6 560	64	49
<i>Sucre</i>	186	177	701	745	515	568
<i>Chocolat, confiserie</i>	2 204	2 268	1 463	1 500	-741	-768
Aliments pour animaux	838	932	1 730	1 867	892	935
Boissons	2 904	2 736	12 802	10 511	9 898	7 775
<i>Vins, champagne</i>	626	564	7 133	5 914	6 507	5 350
<i>Eaux de vie, alcools</i>	865	748	3 825	2 870	2 961	2 121
Tabacs	1 198	1 199	230	206	-968	-993

Source : DGDDI (Douanes) - traitement SSP

ORGANISMES

ACP : Afrique, Caraïbes et Pacifique
Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CSA : China sugar association
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPE : Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Iso : International sugar organization
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
PMA : Pays les moins avancés
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
lpaa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
lpi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables sur la page d'accueil à la rubrique « Toute la conjoncture agricole ».

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.rnm.franceagrimer.fr/

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat général
Service de la statistique et de la prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris

Directrice de la publication : Corinne Prost
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2020

Sommaire du bilan

Climatologie	5	D. Fiche, A. Triquenot
Céréales	9	J.-M. Pognat
Oléoprotéagineux - Pomme de terre - Sucre	13	T. Champagnol, J.-M. Pognat
Fruits	17	L. Bernadet
Légumes	23	M. Le Fustec
Vins	29	A. Delort
Productions animales	35	M.-A. Lapuyade, C. Ugliera, O. Le Tollec, G. Thomas
Intrants	65	F. Royer
IAA	69	F. Royer
Commerce extérieur	73	T. Champagnol
Organismes et abréviations	79	
Pour en savoir plus	81	

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr.

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

agreste.agriculture.gouv.fr

[AGRICULTURE.GOUV.FR](https://agriculture.gouv.fr)



[ALIMENTATION.GOUV.FR](https://alimentation.gouv.fr)